



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6640

Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

Date de dépôt : 20-12-2013

Date de l'avis du Conseil d'État : 07-05-2014

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
18-07-2014	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
20-12-2013	Déposé	6640/00	<u>6</u>
03-01-2014	1) Avis de la Chambre des Métiers (25.11.2013) 2) Avis de la Chambre de Commerce (5.12.2013)	6640/01	<u>106</u>
07-05-2014	Avis du Conseil d'Etat (6.5.2014)	6640/02	<u>109</u>
30-06-2014	Rapport de commission(s) : Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Rapporteur(s) : Madame Tess Burton	6640/03	<u>112</u>
02-07-2014	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°27 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6640	<u>117</u>
16-07-2014	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (16-07-2014) Evacué par dispense du second vote (16-07-2014)	6640/04	<u>120</u>
30-06-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal (27) de la reunion du 30 juin 2014	27	<u>123</u>
26-05-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal (18) de la reunion du 26 mai 2014	18	<u>133</u>
19-05-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal (17) de la reunion du 19 mai 2014	17	<u>144</u>
07-05-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal (15) de la reunion du 7 mai 2014	15	<u>163</u>
15-09-2014	Publié au Mémorial A n°178 en page 3480	6640	<u>169</u>

Résumé

N° 6640

PROJET DE LOI

portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

I. Antécédents

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné Mme Tess Burton comme rapportrice. La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

II. Objet du projet de loi

Au cours du 24e Congrès de l'Union Postale Universelle (ci-après UPU) ont été signés des documents concernant l'avenir des services postaux. Lors de la signature des Actes, le Luxembourg s'est joint à la déclaration faite par les Etats membres de l'Union européenne d'appliquer les Actes adoptés par le Congrès de Genève dans le respect du Traité établissant l'Union européenne et des règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Arrangement concernant les services postaux de paiement n'a pas été modifié par le Congrès de Genève. Le Luxembourg a signé cet arrangement lors du Congrès de Genève et exprime ainsi sa volonté de rester lié par l'arrangement en question.

Principales modifications

• *Sur le plan stratégique*

Le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux par le biais des nouvelles technologies.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernent la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs s'orientant aux coûts.

• *Parmi les décisions d'ordre financier*

Le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux pays membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à la leur au cours de la période entre deux Congrès (les Congrès ont lieu tous les quatre ans). Cette flexibilité devrait

servir à l'avenir à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en oeuvre de certaines décisions et de projets ambitieux de l'Union.

- ***Sur le plan législatif***

La définition du „Pays-membre“ a été remplacée, à différents endroits des actes du Congrès, par la définition de „l'opérateur désigné“ ceci pour tenir compte de la libéralisation dans le secteur postal. Les régimes de responsabilité et de réclamation ont également été adaptés à la pratique actuelle.

- ***Sur le plan organisationnel***

Le Congrès a élu un nouveau Conseil d'administration et un nouveau Conseil d'exploitation postale. Le Luxembourg n'a pas posé de candidature pour ces deux organes.

6640/00

N° 6640

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation de

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008**

* * *

(Dépôt: le 20.12.2013)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.12.2013).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	2
4) Fiche financière.....	9
5) Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle.....	9

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

Palais de Luxembourg, le 17 décembre 2013

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Sont approuvés

- le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- le Premier Protocole additionnel au Règlement général,
- les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

I. INTRODUCTION

Le 24^e Congrès de l'Union Postale Universelle (ci-après UPU), s'est déroulé à Genève du 23 juillet au 12 août 2008 à l'invitation du Gouvernement de la Confédération helvétique. Cent quatre-vingts Pays-membres de l'UPU ont été représentés au Congrès.

1. Remarques préliminaires

Lors de la signature des Actes, le Luxembourg s'est joint à la déclaration faite par les Etats membres de l'Union européenne d'appliquer les Actes adoptés par le Congrès de Genève conformément aux obligations qui leurs échoient en vertu du Traité établissant l'Union européenne et des règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Arrangement concernant les services postaux de paiement n'a pas été modifié par le Congrès de Genève. Le Luxembourg a signé cet arrangement lors du Congrès de Genève et exprime ainsi sa volonté de rester lié par l'arrangement en question.

2. Principales modifications

• *Sur le plan stratégique*

Le 24^e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux en se servant des nouvelles technologies. La stratégie postale de Nairobi (2009-2012), formellement adoptée par le Congrès de 2008, servira d'instrument de navigation pour atteindre cet objectif.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernaient la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs orientés sur les coûts.

• *Parmi les décisions d'ordre financier*

- Le 24^e Congrès adopte un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux Pays-membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à leur sienne entre la période de deux Congrès (le Congrès a lieu tous les 4 ans). Cette flexibilité servira à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en oeuvre de plusieurs décisions et projets ambitieux de l'Union à l'avenir.

• *Sur le plan législatif*

- La définition du „Pays-membre“ a été remplacée, à différents endroits des actes du Congrès, par la définition de „l'opérateur désigné“ ceci pour tenir compte de la libéralisation dans le secteur postal. Les régimes de responsabilité et de réclamation ont également été adaptés à la pratique actuelle.

• *Sur le plan organisationnel*

Le Congrès a élu un nouveau Conseil d'administration et un nouveau Conseil d'exploitation postale. Le Luxembourg n'a pas posé de candidature pour ces 2 organes.

*

II. LES PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTEES AUX ACTES DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

II.1.1. Le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale

Le huitième Protocole contient les modifications à la Constitution. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union.

Article I (Article 1bis modifié (Définitions))

A la définition 1.4 le terme „administration postale“ est remplacé par celui de „Pays-membre“.

La substitution tient compte de la disparition du concept d'„administration postale“ suite à la libéralisation du monde postal. Il est remplacé soit par le terme „Pays-membre“ soit par celui d'„opérateur désigné“ selon les compétences respectives. Le Congrès reconnaît désormais l'existence entre deux entités nationales chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion aux traités de l'Union à savoir les organes gouvernementaux („Pays-membre“) chargés de superviser les affaires postales et les opérateurs désignés pour assurer la prestation des services postaux sur le territoire du Pays-membre.

La définition 1.4 renforce encore l'obligation de transporter un envoi postal en transit par l'ajout du verbe „garantir“ ce qui crée une obligation de résultat dans le chef du Pays-membre intermédiaire.

La nouvelle définition 1.7 tient compte de la distinction introduite entre Pays-membre et „opérateur désigné“ pour les raisons exposées précédemment.

Afin que le concept de „réserve“ soit compris d'une manière univoque, une nouvelle définition a été introduite au paragraphe 1.8 de l'article 1bis.

Article II (Article 4 modifié; Relations exceptionnelles) *et* **Article III** (Article 8 modifié; Unions restreintes, arrangements spéciaux) paragraphe 1er

En ce qui concerne le changement du terme „administration postale“ par celui de „Pays-membre“ respectivement par celui d'„opérateur désigné“, il est renvoyé aux observations précédentes.

Article IV (Article 11 modifié; Adhésion ou admission à l'Union. Procédure) paragraphe 4

Sans commentaire.

Article V (Article 22 modifié; actes de l'Union) paragraphes 3 et 4 est une adaptation de la terminologie. Il assure que les opérateurs désignés remplissent les obligations découlant des Actes de l'Union et de leurs règlements.

Article VI (Article 25 modifié; Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union); **Article VII** (Article 29 modifié; Présentation des propositions) paragraphes 1 et 2 et **Article VIII** (article 32 modifié; Arbitrages): voir observations précédentes quant au changement de la terminologie.

II.1.2. Le Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle

Le Premier Protocole additionnel contient les modifications au Règlement général. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres.

L'**article 101bis** (Fonctions du Congrès) a pour objet de regrouper toutes les compétences du Congrès en un seul article nouveau.

Article 102 (Composition; fonctionnement et réunions du Conseil d'administration).

Nonobstant la substitution du terme „Pays-membre“ à celui d'„administration postale“ (paragraphes 6.2; 6.13.; 6.18.; 6.21.; 6.22.; 6.26.; 14 et 15); le paragraphe 6.29. renforce la collaboration entre le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale dans l'élaboration du projet de stratégie à présenter au Congrès.

Le paragraphe 6.30. nouveau tient compte du rôle accru du Conseil d'administration dans la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union soumise à l'approbation du Congrès.

Le paragraphe 10 supprime le système du remboursement des frais pour les représentants de tous les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration. Il est modifié en ce sens que les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration doivent supporter les frais de voyage de leur représentant à l'exception que des pays en développement et des pays les moins avancés.

Article 103 (Informations sur les activités du Conseil d'administration) paragraphes 1 et 2 introduit la référence aux „opérateurs désignés“ et fait en sorte que ceux-ci sont désormais informés sur les activités du Conseil d'administration. Le paragraphe 2 change encore le terme „administration postale“ par celui de „Pays-membre“.

Article 104 (Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale) les paragraphes 2 et 4 substituent le terme de „Pays-membre“ à celui de „pays“. Les paragraphes 9.1.; 9.8.; 9.11.; 9.12.; 9.13.; 9.15.; 9.16. introduisent la référence aux „opérateurs désignés“. Cette modification exprime le besoin du Conseil d'exploitation postale d'engager la participation des opérateurs désignés aux prises de décision et de prendre en considération leurs intérêts. Les paragraphes 9.5.; 9.6.; 9.7.; 9.8.; 9.11.; 17.2. changent en outre le terme „administration postale“ par celui de „pays-membre“. Le paragraphe 9.9. a été modifié pour tenir compte du rôle accru du Conseil d'administration dans l'élaboration du projet de stratégie. Les autres modifications apportées à l'article 103 sont des adaptations de texte.

Article 105 (Informations sur les activités du Conseil d'exploitation postale) introduit la référence aux „opérateurs désignés“ pour les associer davantage aux travaux du Conseil d'exploitation postale.

A l'**article 106** (Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif) les termes „entreprises intéressées par les services postaux internationaux“ sont remplacés par „entreprises souhaitant contribuer à la réalisation de la mission et des objectifs de l'Union“. Au-delà de l'adaptation de la terminologie, il s'agit de conférer un rôle plus actif aux entreprises au sein du Comité consultatif qui représente les intérêts du secteur postal.

A l'**article 107** (Information sur les activités du Comité consultatif) les paragraphes 1 et 2 changent le terme „administration postale“ pour les raisons exposées précédemment. Les opérateurs désignés sont informés des activités du Comité consultatif.

A l'**article 110** (Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance du service) les modifications apportées aux paragraphes 5; 7 et 13 se situent dans le cadre du changement du terme „administration postale“.

Idem pour les modifications de l'**article 112** paragraphes 1 et 2.3. Le paragraphe 2.9 de l'**article 112** est une adaptation de la terminologie et n'apporte pas de commentaire particulier. Le paragraphe 2.10 nouveau tient compte du rôle accru du Conseil d'administration dans la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union soumise à l'approbation du Congrès.

Aux **articles 114; 116 (paragraphes 1 et 3); 118; 119 (paragraphe 2); 121; 122 (paragraphe 1 lettres c) et d) et paragraphe 4)** les modifications se situent dans le cadre du changement du terme „administration postale“.

Article 122 (Procédure de présentation des propositions au Congrès) paragraphe 3 nouveau introduit le principe selon lequel chaque proposition soumise au Congrès susceptible d'entraîner des dépenses substantielles pour l'Union doit désormais être assortie d'une évaluation de son impact financier à établir par le Pays-membre auteur, en consultation avec le Bureau international. Ce principe facilite

les prévisions budgétaires de l'Union. Il est également appliqué au sein d'autres organisations internationales telles que l'Union internationale des télécommunications.

Les modifications aux **articles 123 (paragraphe 1; 2 et 4); 125 (paragraphe 1 et 3); et 126 (paragraphe 2)** se situent dans le cadre du changement du terme „administration postale“.

L'**article 128** (Fixation et règlement des dépenses de l'Union) paragraphe 1er fixe le montant des dépenses de l'Union. Le montant de 37.000.000 CHF reste inchangé pour les années 2009 et 2010. Pour les années 2011 et 2012, il passe à 37.235.000 CHF. Le paragraphe 8 fixe les modalités de paiement de la part contributive de chaque Pays-membre. Le paragraphe 16 précise que les dispositions relatives au recouvrement des contributions obligatoires de l'Union s'appliquent par analogie aux frais de traduction, ceci afin d'endiguer la montée des arriérés.

L'**article 130** (Classes de contribution) paragraphe 2 et 4 introduit un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux Pays-membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à leur sienne entre la période de deux Congrès. Cette flexibilité servira à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la réalisation de plusieurs décisions et programmes arrêtés par les instances délibérantes de l'Union.

Article 131 (Paiement des fournitures du Bureau international): c'est une modification de la terminologie. Pas de commentaire.

Article 132 (Procédure d'arbitrage) paragraphe 1; 2; 5 et 6: changement de terminologie (pas de commentaire). Le paragraphe 7 précise que seuls les Pays-membres peuvent recourir à la procédure d'arbitrage. En cas de différend à régler par jugement arbitral entre opérateurs désignés, ceux-ci saisissent leur Pays-membre respectif pour agir.

Article 135 (Modification, mise à exécution et durée du règlement intérieur) précise que les modifications au règlement général prennent la forme d'un protocole additionnel qui entre en vigueur au même moment que les Actes de l'Union.

II.1.3. Les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final

II.1.3.1. Les amendements à la Convention postale universelle

La Convention postale universelle comporte les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

L'**article 1er** (Définitions) introduit quelques nouvelles définitions aux paragraphe 1.1.; 1.3.; 1.4.; 1.8.; et 1.9.: Ces définitions n'apportent pas de commentaire particulier. En ce qui concerne l'introduction de l'„opérateur désigné“ aux paragraphe 1.6.; 1.7.; 1.10.; 1.11. et 1.12. il est renvoyé aux observations formulées plus haut.

A l'**article 4** (Liberté de transit) le paragraphe 1er réglemente le transit des dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert. Le principe de la liberté de transit s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées. Le paragraphe 2 remplace les „matières biologiques périssables“ par „lettres contenant des substances infectieuses“. Le paragraphe 5 remplace „pays“ par „Pays-membre“.

A l'**article 5** paragraphe 3 (Réexpédition) l'obligation de réexpédition passe des „Pays-membres“ aux „opérateurs désignés“.

A l'**article 6** (Taxes) la compétence de fixer les taxes passe des „administrations postales“ aux „Pays-membres“ ou aux „opérateurs désignés“, en fonction de la législation nationale. Ces modifications tiennent compte du nouvel environnement postal. Il en est de même pour l'**article 7** (Exonération des taxes postales) paragraphe 1.1. et 2.5.

Article 8 (Timbres-poste): les paragraphes 2 et 3 fixent les conditions d'émission et de mise en circulation des timbres-poste dans le nouvel environnement postal. Aux paragraphes 5.2.; 5.3.; 5.5. et 6 le terme „administration postale“ est remplacé par celui de „Pays-membre“.

A l'**article 9** (Sécurité postale) les exigences tenant à la sécurité postale sont étendues aux opérateurs désignés.

A l'**article 10** l'intitulé „environnement“ est remplacé par „développement durable“. L'opérateur désigné est désormais tenu de mettre en oeuvre des initiatives se situant dans le domaine du développement durable.

A l'**article 12** (Services de base) les modifications apportées aux paragraphes 1; 5; 7 et 8 étendent l'obligation de la prestation des services de base des envois de la poste aux lettres aux opérateurs désignés.

Article 13 (Services supplémentaires) paragraphe 3 étend l'obligation d'assurer les services supplémentaires aux opérateurs désignés. Aux paragraphes 4.1. et 4.2. le terme „administration postale“ est remplacé par celui de „pays-membre“ ou „opérateur désigné“. Au paragraphe 6 le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“.

A l'**article 14** (Courrier électronique; EMS, logistique intégrée et nouveaux services) paragraphe 1er les „pays-membres ou les opérateurs désignés“ se substituent aux „administrations postales“. La modification apportée au paragraphe 1.1. vise à développer des produits et des services électroniques transfrontaliers interopérables basés sur la norme S43 et à aider les opérateurs postaux à étendre leur rôle de tiers de confiance au domaine des services postaux électroniques. Le paragraphe 1.2. n'apporte pas de commentaire. Le paragraphe 1.4. remplace, par souci de cohérence et d'harmonisation de la terminologie, les références au „cachet postal électronique“ par le terme „cachet postal de certification électronique“. Au paragraphe 2 l'expression „Pays-membre et/ou opérateur désigné“ se substitue au terme „administration postale“.

A l'**article 15** (Envois non admis. Interdictions) paragraphe 1.3. l'expression „Pays-membre et/ou opérateur désigné“ se substitue au terme „administration postale“. Au paragraphe 2.1.1. l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) définit les types de substances placées sous contrôle international. Ces substances correspondent à la catégorie des stupéfiants ou des substances psychotropes. Au paragraphe 2.1.3. la modification vise à réduire la circulation des objets contrefaits et piratés entre les membres de l'UPU et de montrer aux autorités douanières que l'UPU soutient activement la campagne que l'OMD mène actuellement contre la production et la diffusion de produits piratés et contrefaits comme les jouets dangereux, les articles électriques dangereux, les médicaments contrefaits et dangereux ou les articles de marque contrefaits, nuisant sérieusement aux entreprises nationales et internationales.

Par l'introduction de cet article, l'expéditeur est contraint d'assumer la responsabilité pour le contenu de l'envoi avec la signature de la formule CN 23. Le paragraphe 2.1.4. est sans commentaire. Au paragraphe 3 et 3.1. le terme „matières“ est remplacé par celui de „marchandises“. Au paragraphe 3.2. la modification harmonise le Règlement de l'UPU avec les dispositions du Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses de l'ONU, les Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses de l'Association du transport aérien international.

Au paragraphe 3.3. les termes „substances et matières“ ont été remplacés par „marchandises dangereuses“. Au paragraphe 3.3.2. le terme „biologiques“ a été remplacé par „infectieuses“. Les matières explosives, inflammables ou radioactives et autres marchandises dangereuses sont interdites non seulement dans les envois de la poste aux lettres mais aussi dans les colis postaux. Le paragraphe 5.1.1. prévoit que les pièces archivées peuvent être insérées dans les colis postaux contrairement aux correspondances. Les paragraphes 6.1.1.1. et 6.1.2. sont sans commentaire. Au paragraphe 6.1.3.1. le terme „administration postale“ est remplacé par celui de „Pays-membre ou opérateur désigné“. Paragraphe 8.1. sans commentaire.

Article 16 (Matières radioactives et substances infectieuses admissibles): au paragraphe 1er le terme „administration postale“ est remplacé par celui de „Pays-membre“. Les modifications du paragraphe 2 ont pour objet d'harmoniser le Règlement de l'UPU avec les dispositions du Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses de l'ONU, les Instructions techniques de l'OACI et le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses de l'Association du transport aérien international.

Article 17 (Réclamations): au paragraphe 1er le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“. Le Congrès de Bucarest 2004 avait décidé que l'acceptation des réclamations concernant la non-réception des envois de la poste aux lettres ordinaires serait facultative. Lorsque cette décision est entrée en vigueur, un nombre considérable d'opérateurs désignés ont décidé de ne plus accepter les réclamations concernant la non-réception des envois de la poste aux lettres ordinaires. Par souci de clarté pour les clients, le Congrès de Genève a adopté une règle générale selon laquelle seules les réclamations concernant les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée peuvent être acceptées.

Le fait de transmettre les réclamations par voie prioritaire, EMS ou par des moyens électroniques n'appelle pas de commentaire.

Article 18 (Contrôle douanier. Droits de douanes et autres droits): au paragraphe 1er le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“. Au paragraphe 2 le terme „taxe“ est remplacé par „frais“. Le terme „taxe“ utilisé est impropre, car il s'agit en l'occurrence de frais supportés par les opérateurs désignés pouvant eux-mêmes être assujettis à des taxes à la consommation. Au paragraphe 3 le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“ et le champ de perception de la taxe est défini. Au paragraphe 4 le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“.

Article 19 (Echange de dépêches closes avec unités militaires) paragraphes 2 et 3: les termes „opérateur désigné du Pays-membre“ et „opérateur désigné“ se substituent à celui d'„administration postale“.

A l'**article 20** (Normes et objectifs en matière de qualité de service) les termes „Pays-membres ou leurs opérateurs désignés“ se substituent à celui des „administrations postales“.

L'**article 21** (Responsabilité) porte sur la responsabilité des opérateurs désignés et plus sur celle des administrations postales, raison pour laquelle le terme „opérateur désigné“ se substitue à celui d'„administration postale“ tout au long de cet article. Le paragraphe 1.1.3. étend la responsabilité de l'opérateur désigné de répondre non seulement des colis ordinaires dont le motif de non-distribution n'est pas donné mais également des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée pour les mêmes motifs. Les paragraphes 3.1., 6 et 7 visent à clarifier les termes relatifs aux droits et taxes correspondants à rembourser en application des règles de responsabilité. Le paragraphe 12 a pour objet d'exclure expressément les réserves en matière de responsabilité au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux. Les dispositions relatives au traitement des réclamations, du paiement de l'indemnité et au remboursement des opérateurs désignés doivent être appliquées par tous sur un pied d'égalité.

L'**article 22** (Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés) remplace le terme „administration postale“ par ceux d'„opérateur désigné“ respectivement de „pays-membres et/ou opérateur désignés“. La teneur de l'article reste inchangée. Les **articles 23** (Responsabilité de l'expéditeur); **24** (Paiement de l'indemnité), **25** (récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire) et **26** (dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres) suivent la même logique. Leur teneur reste inchangée.

Les articles 27 à 29 modifient le système des frais terminaux appliqué au sein de l'Union.

A l'**article 27 (Frais terminaux. Dispositions générales)** la substitution du terme „opérateur désigné“ au terme „administration postale“ est sans commentaire. Le paragraphe 2 porte sur la classification des Pays-membres.

Le système cible concerne les échanges entre Pays industrialisés. Le système transitoire concerne les pays en développement. Au paragraphe 3 la méthode de classification repose sur la combinaison entre l'indicateur de développement postal et l'approche hiérarchique (classification comparative).

L'indicateur de développement postal associe une composante macroéconomique (revenu national brut par habitant, entrant pour 75% dans la composition de l'indicateur de développement postal) et une composante spécifiquement postale (coût unitaire normal d'une lettre sur la base d'un effectif employé à plein temps, entrant pour 25% dans la composition de l'indicateur de développement postal). L'approche hiérarchique répartit les pays en cinq groupes. Le groupe 1 comprend les pays industrialisés ainsi que les pays en développement dont le niveau de développement est comparable à celui des pays industrialisés. Le groupe 5 comprend les pays les moins avancés. Les valeurs de l'indicateur de développement postal servent à définir les pays entrant dans les groupes 2 à 4. Les tarifs intérieurs sont le deuxième critère pour déterminer les pays entrant dans le groupe 2.

Paragraphe 4: les conséquences du système de frais terminaux ont également été examinées au regard des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Congrès a veillé à ce que les dispositions du système s'appliquent de manière équitable à tous les Pays-membres. Chaque opérateur désigné met ainsi ses services intérieurs à la disposition des autres opérateurs désignés aux mêmes termes et conditions que pour ses clients nationaux.

Le paragraphe 7 fixe le taux des frais terminaux pour les sacs M.

Le paragraphe 8 fixe les frais terminaux des envois recommandés et des envois à valeur déclarée. Les paragraphe 10; 11 et 12 n'apportent pas de commentaire particulier.

L'article 28 (Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible) détermine, pour les frais terminaux, les dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible. Elles sont établies sur la base de l'application d'un taux par envoi et d'un taux par kilogramme. Ces taux seront ajustés en fonction de la qualité de service. Les taux de frais terminaux sont calculés sur la base d'un pourcentage du tarif applicable à une lettre de 20 grammes du service intérieur et du régime prioritaire.

Pour les pays participant au système cible avant 2010, le pourcentage applicable est de 70% en 2010 et en 2011. Des taux plafond et plancher annuels sont appliqués résultant d'une augmentation de 4% et de 2,4% respectivement de ces taux en 2009. La TVA et les autres taxes seront progressivement exclues des tarifs utilisés pour le calcul des frais terminaux. 50% de ces taxes seront déduits des tarifs utilisés en 2010 et 2011 et 100% seront déduits en 2012 et 2013.

L'article 29 (Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire) détermine, pour les frais terminaux, les dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire.

L'article 30 maintient le FAQS (Fonds pour l'amélioration de la qualité de service). Le FAQS est le fond à travers lequel les pays en voie de développement bénéficient d'une majoration des frais terminaux prévus à l'article 29.

Les principes généraux sont:

- le FAQS doit continuer à exister jusqu'à ce que tous les Pays-membres de l'UPU aient rejoint le système cible;
- le lien entre frais terminaux et qualité de service est maintenu;
- le niveau des contributions versées au profit des pays les moins avancés devrait être revu à la hausse;
- un montant minimal de 12.565 DTS est garanti aux pays bénéficiaires à faible volume d'échange des groupes 2 à 5. Les fonds supplémentaires requis pour atteindre ce montant minimal doivent être facturés aux pays du système cible (avant 2010) en proportion des volumes échangés. Les pays du groupe 1 qui rejoignent le système cible en 2010 n'ont pas droit aux versements du FAQS. Ils doivent contribuer au FAQS au profit des pays du régime transitoire. Les versements du FAQS aux pays du groupe 2 qui ont rejoint le système cible en 2012 sont progressivement diminués.

II.1.3.2. Le Protocole final à la Convention postale universelle

Les amendements au Protocole final portent sur les exceptions spécifiques applicables à certains Pays-membres. Le Luxembourg n'est pas concerné par ces amendements.

*

FICHE FINANCIERE

L'avant-projet de loi sous rubrique n'a pas d'incidences financières sur le budget de l'Etat.

*

HUITIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIERES:

Article

I.	(art. 1bis modifié)	Définitions
II.	(art. 4 modifié)	Relations exceptionnelles
III.	(art. 8 modifié)	Unions restreintes. Arrangements spéciaux
IV.	(art. 11 modifié)	Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
V.	(art. 22 modifié)	Actes de l'Union
VI.	(art. 25 modifié)	Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union
VII.	(art. 29 modifié)	Présentation des propositions
VIII.	(art. 32 modifié)	Arbitrages
IX.		Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
X.		Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

*

HUITIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I (Article 1bis modifié)

Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.
 - 1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.

- 1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.
- 1.4 Liberté de transit: principe selon lequel **un Pays-membre** intermédiaire est **tenu de garantir le transport des** envois postaux qui lui sont remis en transit **à destination d'un autre Pays-membre**, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.
- 1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.
- 1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.
- 1.7 **Opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire.**
- 1.8 **Réserve: une réserve est une disposition dérogatoire par laquelle un Pays-membre vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une clause d'un Acte, autre que la Constitution et le Règlement général, dans son application à ce Pays-membre. Toute réserve doit être compatible avec l'objet et le but de l'Union tels que définis dans le préambule et l'article premier de la Constitution. Elle doit être dûment motivée et approuvée par la majorité requise pour l'approbation de l'Acte concerné et insérée dans son Protocole final.**

Article II
(Article 4 modifié)

Relations exceptionnelles

Les **Pays-membres dont les opérateurs désignés** desservent des territoires non compris dans l'Union sont **tenus** d'être les intermédiaires des autres **Pays-membres**. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article III
(Article 8 modifié)

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs **opérateurs désignés** si la législation de ces **Pays-membres** ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale.
3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

Article IV
(Article 11 modifié)

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.
2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois **à compter de la date de la consultation** sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article V
(Article 22 modifié)

Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union et ne peut pas faire l'objet de réserves.

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres et ne peut pas faire l'objet de réserves.

3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. **Les Pays-membres veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant de la Convention et de ses Règlements.**

4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces **Pays-membres. Les Pays-membres signataires veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant des Arrangements et de leurs Règlements.**

5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article VI
(Article 25 modifié)

**Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation
des Actes de l'Union**

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.

2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.

3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.

4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.

5. Lorsqu'un **Pays-membre** ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les **Pays-membres** qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article VII
(Article 29 modifié)

Présentation des propositions

1. **Tout** Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels **il** est partie.
2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.
3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à **tous les Pays-membres et à tous les opérateurs désignés**.

Article VIII
(Article 32 modifié)

Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs **Pays-membres** relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour **un Pays-membre**, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

Article IX

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article X

***Mise à exécution et durée du protocole additionnel
à la Constitution de l'Union postale universelle***

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1er janvier 2010** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à **Genève**, le **12 août 2008**.

Voir les signatures ci-après.

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

Pour la République d'Afrique du Sud:

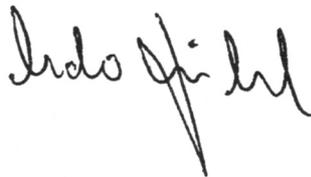
Two handwritten signatures in black ink. The top signature is 'Almi' and the bottom signature is 'Abhehe'.

Pour la République d'Albanie:

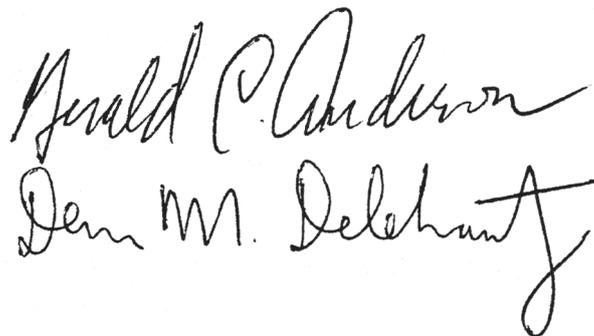
Two handwritten signatures in black ink. The top signature is 'Eleva Filja' and the bottom signature is 'Cuti'.

Pour la République algérienne démocratique et populaire:

Pour la République fédérale d'Allemagne:

A handwritten signature in black ink that reads 'Indo Jil'.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is 'Gerald P. Anderson' and the bottom signature is 'Dem M. Delehant'.

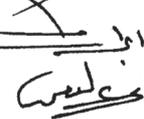
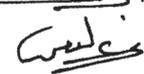
Pour la République d'Angola:



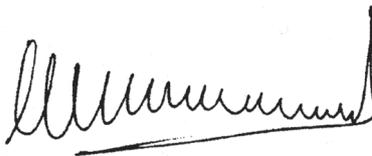
Pour Antigua-et-Barbuda:

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:



 داود محمد صالح الظفر
 عبد العزيز الدين
 سعود محمد الظلم
 فضيلة بن محمد الرويلي
 Muhammad Z. Al-Rewili
 ابراهيم بن محمد
 محمد عبدالله المصطفى

Pour la République argentine:



Pour la République d'Arménie:



J. P. Boon

Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Austria'.

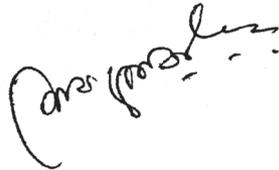
Pour la République d'Azerbaïdjan:

Pour le Commonwealth des Bahamas:

Pour le Royaume de Bahrain:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Bahrain'.

Pour la République populaire du Bangladesh:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Bangladesh'.

Pour la Barbade:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Barbados'.

Pour la République du Bélarus:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Belarus'.

Pour la Belgique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a more complex, angular structure on the right. The initials 'JLD' are clearly visible in the center of the signature.

Pour Belize:

Pour la République du Bénin:

A collection of handwritten signatures in black ink. On the left, there is a large, dense signature with many overlapping loops. To its right, there are two smaller, more distinct signatures, one above the other.

Pour le Royaume de Bhoutan:

A handwritten signature in black ink, characterized by a long, horizontal, sweeping stroke that curves upwards at the end.A handwritten signature in black ink, featuring a large, elegant, cursive loop that extends to the right.

Pour la République de Bolivie:

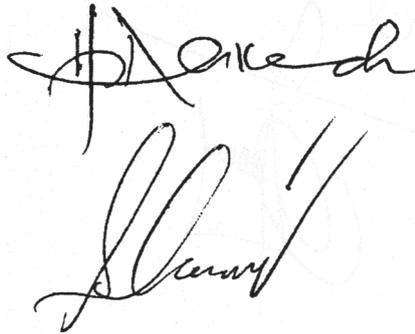
Pour la République de Bosnie-Herzégovine:

Pour la République du Botswana:

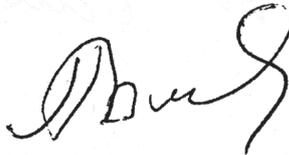
Pour la République fédérative du Brésil:



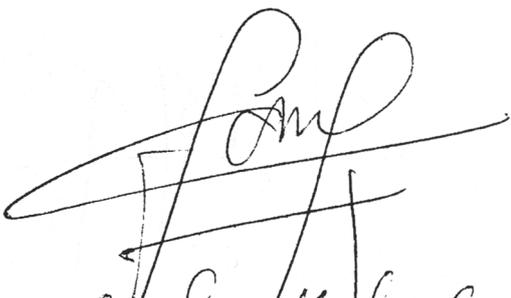
Pour Brunei Darussalam:



Pour la République de Bulgarie:

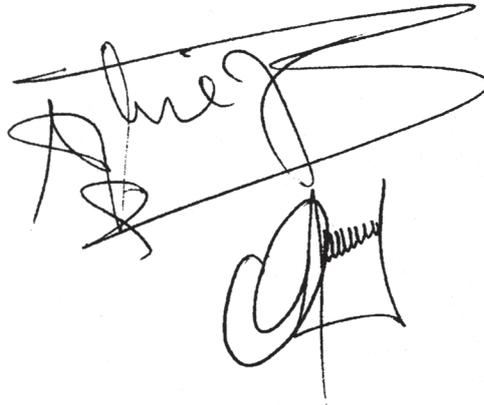


Pour le Burkina Faso:



Clément Kunkyalé SOMÉ
Conseiller technique du MPITC

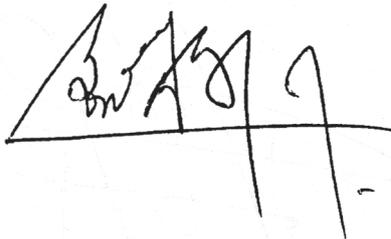
Pour la République du Burundi:

A highly stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the top.

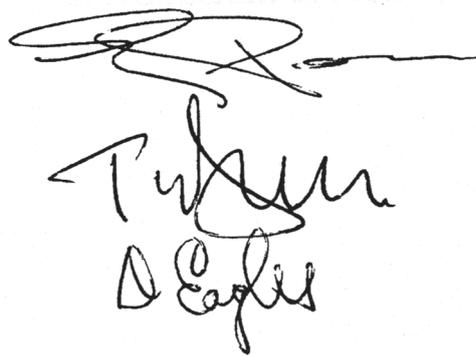
Pour le Royaume du Cambodge:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Vann' with a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Pour la République du Cameroun:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold initial 'A' and a long vertical stroke extending downwards.

Pour le Canada:

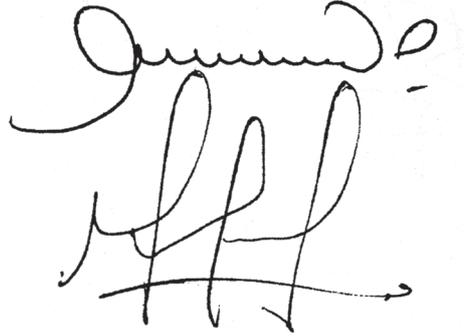
A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'P' followed by the name 'P. D. Eagles' written in a cursive script.

Pour la République du Cap-Vert:

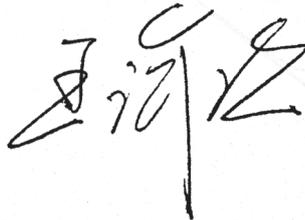
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Soares' with a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Pour la République centrafricaine:

Pour le Chili:

Pour la République populaire de Chine:



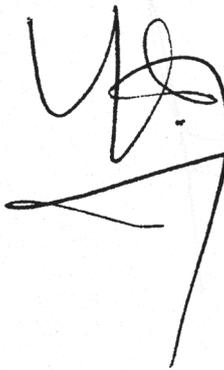
2007. 8. 12

Pour la République de Chypre:



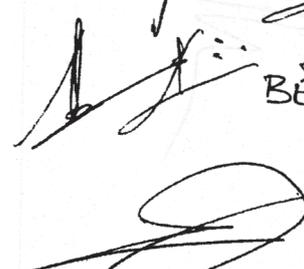
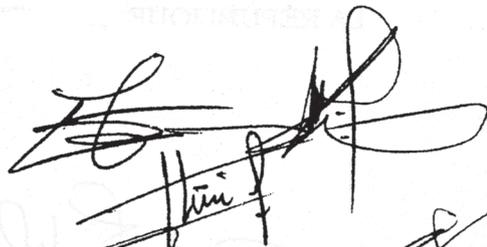
Pour la République de Colombie:

Pour l'Union des Comores:



IBRAHIM ABDALLAH

Pour la République du Congo:



BECKOS .H.L.

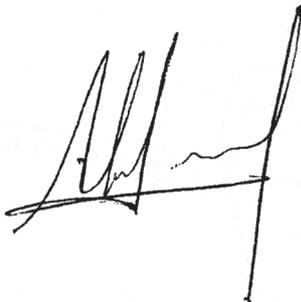
OSSOUMBO

O. MABAI

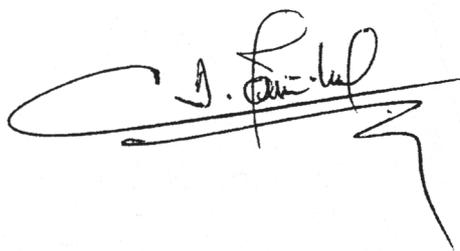
Pour la République de Corée:

Kwang Sup Ko

Pour la République de Costa-Rica:

A stylized handwritten signature consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom.

Pour la République de Côte d'Ivoire:

A handwritten signature with a large, sweeping initial 'C' and a horizontal line across the middle.

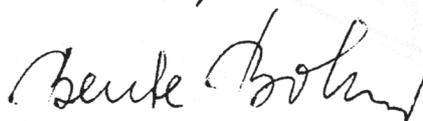
Pour la République de Croatie:

A handwritten signature with a large, stylized initial 'H'.A second handwritten signature for Croatia, consisting of a large, stylized initial 'D'.

Pour la République de Cuba:

A handwritten signature with a large, stylized initial 'C'.

Pour le Royaume de Danemark:

A handwritten signature that reads 'E. M. Thomsen - Hansen'.A second handwritten signature for Denmark that reads 'Bente Bolund'.

Pour la République de Djibouti:

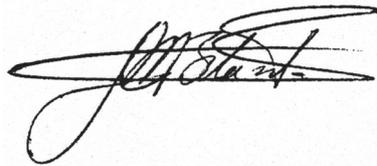
Pour la République dominicaine:



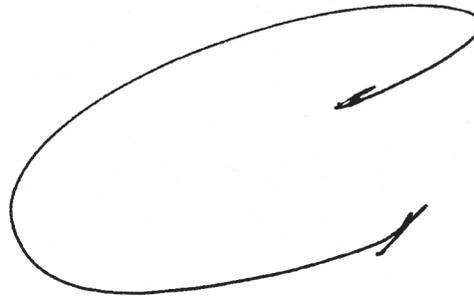
Pour le Commonwealth de la Dominique:

Pour la République arabe d'Egypte:

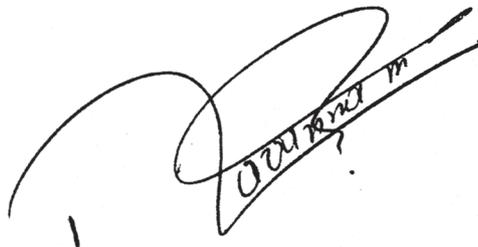
Pour la République de El Salvador:



Pour les Emirats arabes unis:

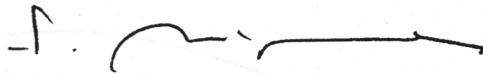


Pour la République de l'Equateur:



Pour l'Erythrée:

Pour l'Espagne:



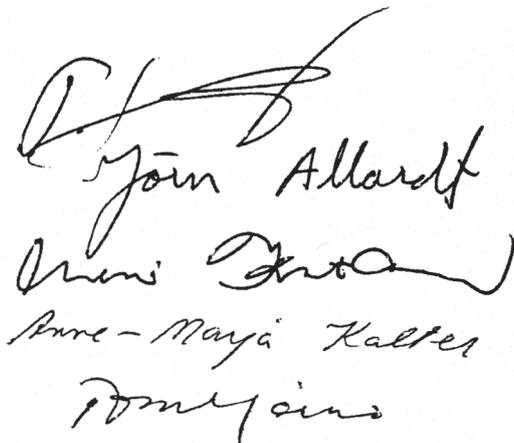
Pour la République d'Estonie:



Pour l'Ethiopie:

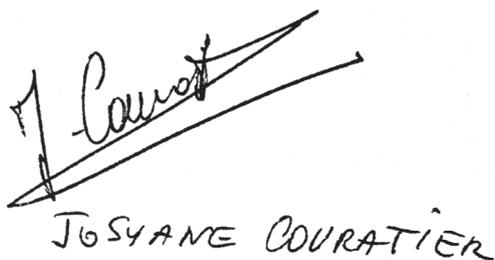
Pour Fidji:

Pour la République de Finlande:



Jörn Allardt
Anni Anttonen
Anne-Mari Kallio
Tommy Sjöström

Pour la République française:



JOSYANE COURATIER

Pour la République gabonaise:

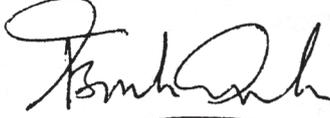


PONTY BITEN GOM BERNARD.

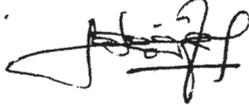
Pour la Gambie:

Pour la République de Géorgie:

Pour la République du Ghana:



KWABENA BATH-DUODU
AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA
Tensiebahe
Björk



*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Iles de la Manche et Ile de Man:*

*Pour les Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales
sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord:*

Pour la Grèce:



Handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke followed by a series of smaller, more intricate loops and strokes.

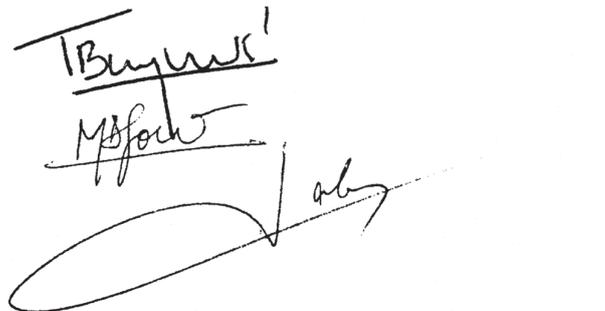


Handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'A. Tapra' written in a cursive style, with a horizontal line underneath.

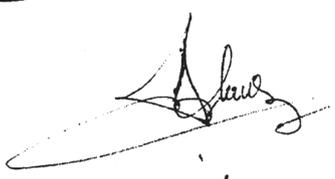
Pour la Grenade:

Pour la République du Guatemala:

Pour la République de Guinée:



Handwritten signature in black ink, starting with the name 'Beyne' written above a horizontal line, followed by a large, sweeping loop.



Handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'M. J. J.' written in a cursive style.



Handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'M. J. J.' written in a cursive style.



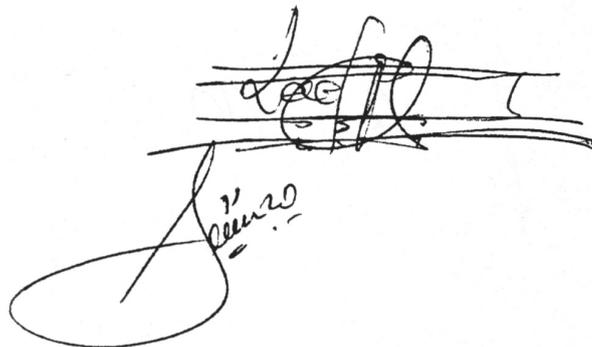
Handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'M. J. J.' written in a cursive style.



Handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'M. J. J.' written in a cursive style.

Pour la République de Guinée-Bissau:

Pour la République de Guinée équatoriale:



Handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke followed by a series of smaller, more intricate loops and strokes.

Pour la Guyane:

Pour la République d'Haïti:

Jean-Claude Pierre

Pour la République du Honduras:

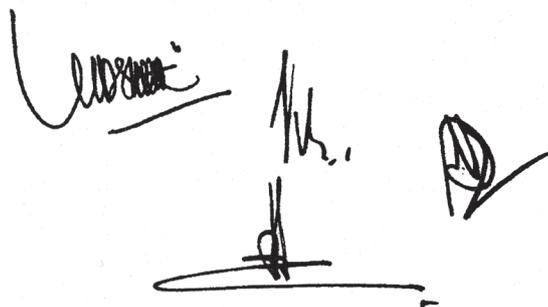
Pour la République de Hongrie:



Pour l'Inde:

Prabhu Man
12/08/08

Pour la République d'Indonésie:

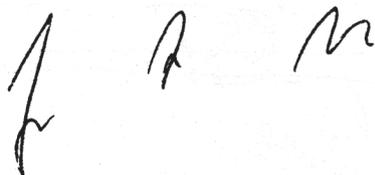


Pour la République islamique d'Iran:

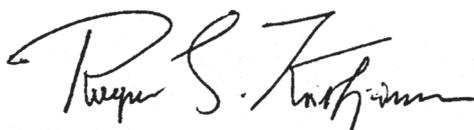


Pour la République d'Iraq:

Pour l'Irlande:

A handwritten signature consisting of three distinct, stylized characters: a tall vertical stroke on the left, a shorter vertical stroke in the middle, and a curved stroke on the right.

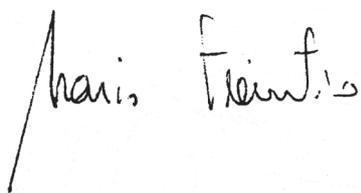
Pour la République d'Islande:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'R. S. Kristjánsson'.

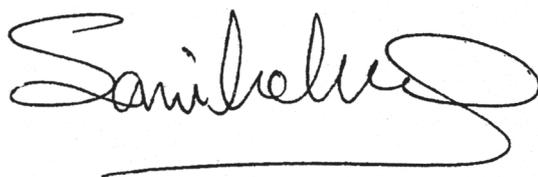
Pour Israël:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Yigal Levi'.

Pour l'Italie:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Mario Monti'.

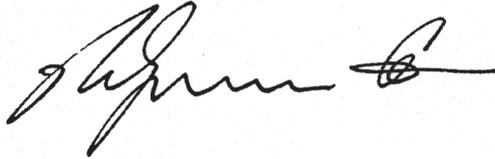
Pour (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste:

A large, stylized handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Sanikellu'.A second handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Zoll'.

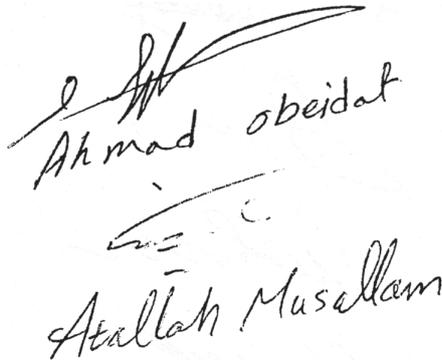
Pour la Jamaïque:



Pour le Japon:

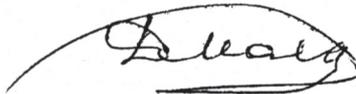


Pour le Royaume hachémite de Jordanie:



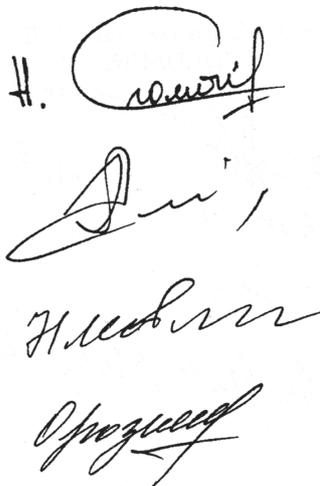
Ahmad obeidat
Atallah Musallam

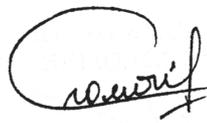
Pour la République du Kazakhstan:



Pour la République de Kenya:

Pour la République du Kirghizistan:

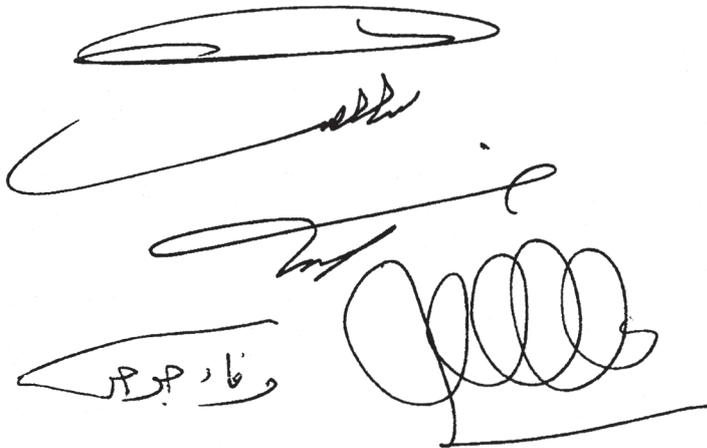


H. 



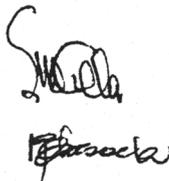

Pour la République de Kiribati:

Pour le Kuwait:



Pour la République démocratique populaire Lao:

Pour le Royaume du Lesotho:

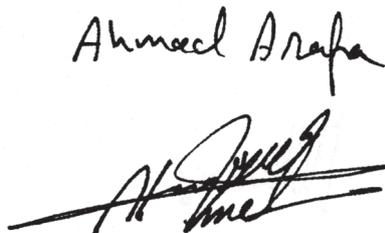


Pour la République de Lettonie:

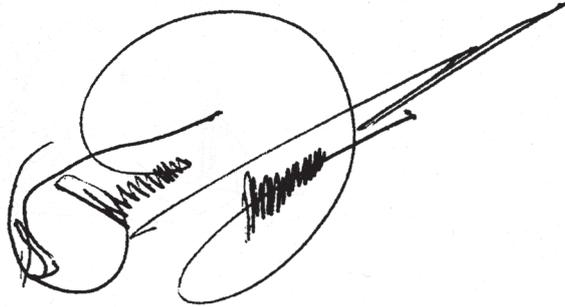


Pour l'Ex-République yougoslave de Macédoine:

Pour la République libanaise:



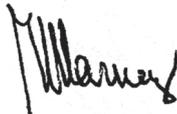
Pour la République de Libéria:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'L' and a long, sweeping horizontal stroke that extends to the right.

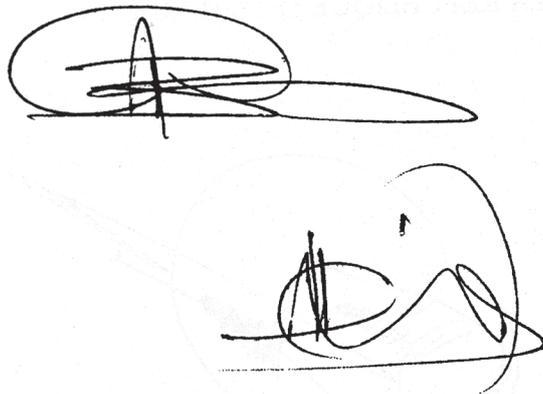
Pour la Principauté de Liechtenstein:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, cursive initial 'S' followed by several loops and a long horizontal stroke.

Pour la République de Lituanie:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'M' followed by several vertical strokes and a horizontal line.

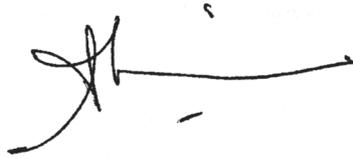
Pour le Luxembourg:

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, stylized initial 'A' with a long horizontal stroke. The bottom signature is a more complex, cursive signature with multiple loops and a long horizontal stroke.

Pour la République de Madagascar:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'R' followed by a long horizontal stroke.

Pour la Malaisie:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'M' followed by a horizontal line and a small flourish.

Pour le Malawi:

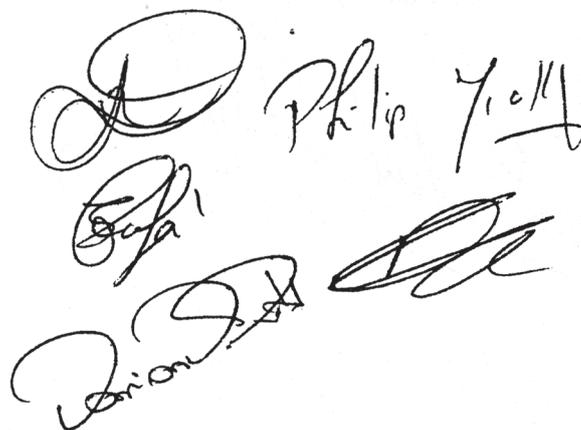
Pour la République des Maldives:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'M' with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République du Mali:

A handwritten signature in black ink, appearing as a stylized initial 'M' with a horizontal line through it.A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'M' with a long horizontal stroke extending to the right, and a smaller signature below it.

Pour Malte:

A collection of handwritten signatures in black ink. The most prominent one is 'Philip Yell' written in a cursive style. Below it are several other signatures, including one that appears to be 'Bapa' and another that is more stylized.

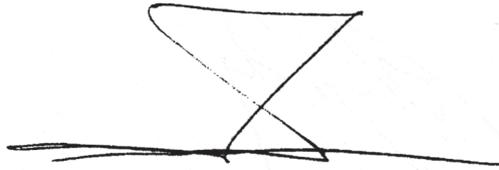
Pour le Royaume du Maroc:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is positioned above a faint, light-colored watermark that appears to be a circular emblem.

Pour Maurice:

Pour la République islamique de Mauritanie:

Pour les Etats-Unis du Mexique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'X' shape formed by two intersecting diagonal lines, with a horizontal line extending from the base of the 'X'.

Eduardo Olivares de Lachica

Pour la République de Moldova:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, circular flourish followed by a series of vertical, wavy lines that resemble a stylized 'M' or a similar character.

Pour la Principauté de Monaco:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few simple, vertical strokes that form a stylized, possibly monogrammatic, character.

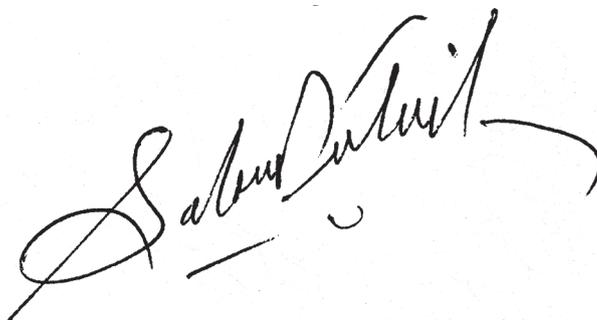
Pour la Mongolie:



Pour la République du Monténégro:



Pour la République populaire du Mozambique:



Pour l'Union de Myanmar:



MR. TUN WAI

Pour la République de Namibie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Nauru:

Pour le Népal:

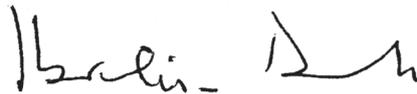
A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined.

Pour la République du Nicaragua:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the rest of the signature.

Pour la République du Niger:

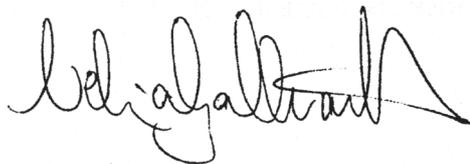
Pour la République fédérale du Nigéria:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

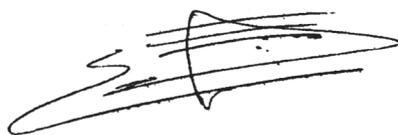
Pour la Norvège:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Sultanat d'Oman:

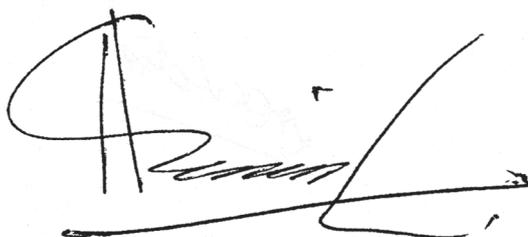


Pour la République de l'Ouganda:

Pour la République d'Ouzbékistan:



Pour la République islamique du Pakistan:



Pour la République de Panama:



Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop at the top and a long, horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Paraguay:

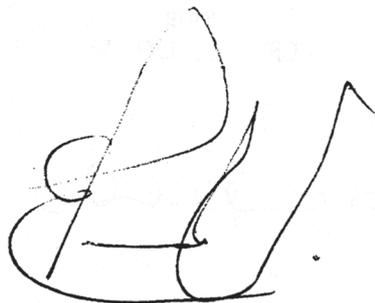
Pour les Pays-Bas:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke.

Pour les Antilles néerlandaises et Aruba:

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke. The bottom signature is a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke.

Pour la République du Pérou:



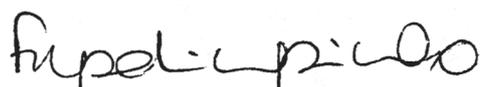
Pour la République des Philippines:



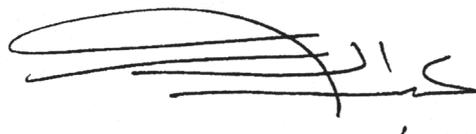
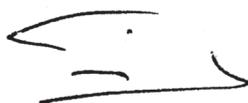
Pour la Pologne:



Pour le Portugal:



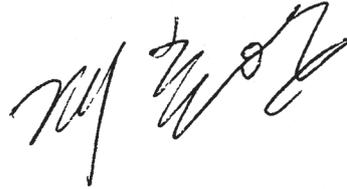
Pour l'Etat de Qatar:



Pour la République démocratique du Congo:

A handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, angular strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Pour la République populaire démocratique de Corée:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of fluid, overlapping loops and curves.

Pour la Roumanie:

A large, highly stylized handwritten signature in black ink, characterized by a prominent, sweeping loop on the left side and a long, thin stroke extending diagonally upwards to the right.

Pour la Fédération de Russie:

A handwritten signature in black ink, composed of several interconnected, flowing strokes.

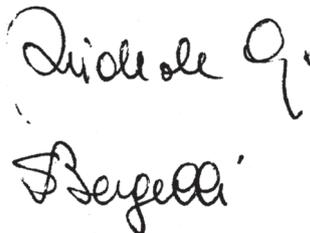
Pour la République rwandaise:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kagame'.

Pour Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis:

Pour Sainte-Lucie:

Pour la République de Saint-Marin:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicola De Grandis'.

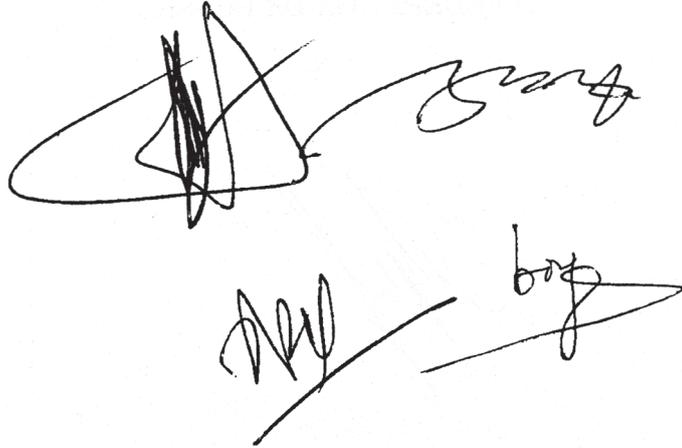
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines:

Pour les Iles Salomon:

Pour l'Etat indépendant de Samoa:

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe:

Pour la République du Sénégal:

A large, stylized handwritten signature in black ink, featuring a prominent loop on the left side and a long, sweeping stroke extending to the right.

Pour la République de Serbie:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, flowing 'S' followed by a horizontal line and a small flourish.

Pour la République des Seychelles:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold 'S' with a horizontal line underneath and a small flourish.

Pour la République de Sierra Leone:

A handwritten signature in black ink, appearing to be the initials 'I.B.' followed by a stylized 'Kagbo'.

Pour la République de Singapour:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, flowing 'S' followed by a horizontal line and a small flourish.

Pour la République slovaque:

A handwritten signature in black ink, consisting of a small 'W' at the top, followed by a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

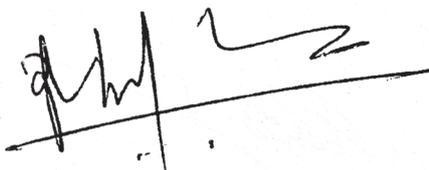
Pour la République de Slovénie:

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'S' and 'L' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

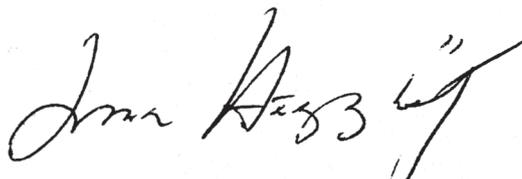
Pour la République démocratique de Somalie:

Pour la République du Soudan:

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

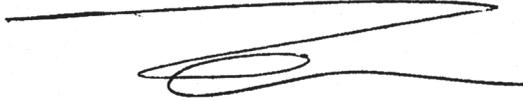
Pour la Suède:

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'S' and 'A' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

Pour la Confédération suisse:

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

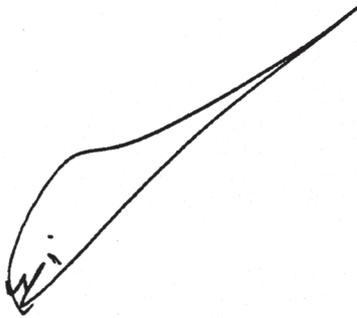
Pour la République du Suriname:

A handwritten signature consisting of a long horizontal line that curves downwards and then back up, ending in a small loop.

Pour le Royaume du Swaziland:

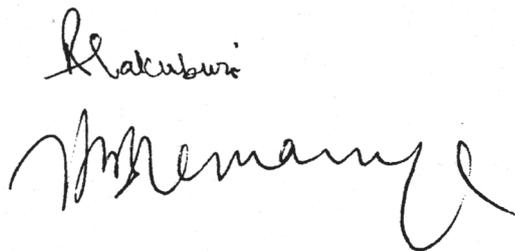
A complex, dense handwritten signature with many overlapping loops and lines.

Pour la République arabe syrienne:

A handwritten signature that is mostly a single, long, sweeping line that curves upwards and then downwards, with a small mark at the end.

Pour la République du Tadjikistan:

Pour la République unie de Tanzanie:

Two handwritten signatures. The first is a cursive signature that appears to be 'Rakuburi'. The second is a larger, more elaborate cursive signature.

Pour la République du Tchad:

Armande Bour
Armande Bour
Armande Bour

Pour la République tchèque:

Jana Hušková

Pour la Thaïlande:

Sue Lo-Utai

Pour la République démocratique de Timor-Leste:

Pour la République togolaise:

Stéphane
Stéphane

Pour le Royaume des Tonga:

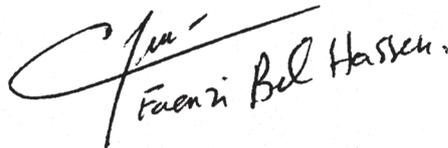


Pour la République de Trinité-et-Tobago:

Pour la République tunisienne:



Z. BASLY



Faenzi Bel Hassan

Pour le Turkménistan:

Pour la République de Turquie:

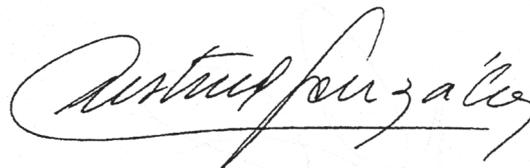


Pour Tuvalu:

Pour l'Ukraine:



Pour la République orientale de l'Uruguay:



Pour la République de Vanuatu:

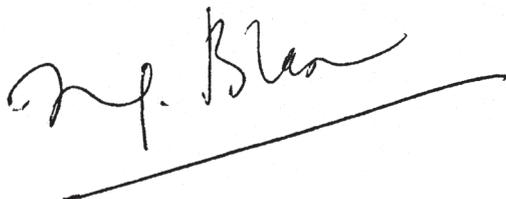
Pour l'Etat de la Cité du Vatican:



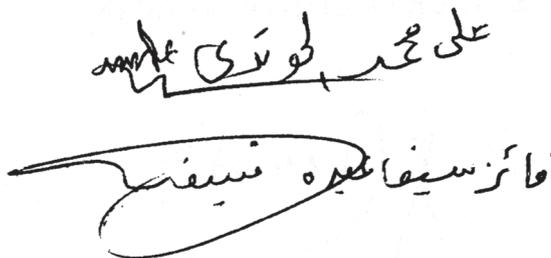
Pour la République bolivarienne du Venezuela:



Pour la République socialiste du Viet Nam:



Pour la République du Yémen:



Pour la République de Zambie:

Pour la République de Zimbabwe:



*

**PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL AU REGLEMENT GENERAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

TABLE DES MATIERES:

Article	
I.	(art. 101bis nouveau) Fonctions du Congrès
II.	(art. 102 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration
III.	(art. 103 modifié) Information sur les activités du Conseil d'administration
IV.	(art. 104 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale
V.	(art. 105 modifié) Information sur les activités du Conseil d'exploitation postal
VI.	(art. 106 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif
VII.	(art. 107 modifié) Information sur les activités du Comité consultatif
VIII.	(art. 110 modifié) Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service
IX.	(art. 112 modifié) Fonctions du Directeur général
X.	(art. 114 modifié) Secrétariat des organes de l'Union
XI.	(art. 116 modifié) Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
XII.	(art. 118 modifié) Formules fournies par le Bureau international
XIII.	(art. 119 modifié) Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
XIV.	(art. 121 modifié) Rapport biennal sur les activités de l'Union
XV.	(art. 122 modifié) Procédure de présentation des propositions au Congrès
XVI.	(art. 123 modifié) Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès
XVII.	(art. 124 modifié) Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
XVIII.	(art. 125 modifié) Examen des propositions entre deux Congrès
XIX.	(art. 126 modifié) Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
XX.	(art. 128 modifié) Fixation et règlement des dépenses de l'Union
XXI.	(art. 130 modifié) Classes de contribution
XXII.	(art. 131 modifié) Paiement des fournitures du Bureau international
XXIII.	(art. 132 modifié) Procédure d'arbitrage
XXIV.	(art. 135 modifié) Modification, mise à exécution et durée du Règlement général
XXV.	Adhésion au Protocole additionnel
XXVI.	Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

**PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL AU REGLEMENT GENERAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 22.2 de la Constitution conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, adopté les modifications suivantes au Règlement général.

Article I
(Article 101bis)

Fonctions du Congrès

1. Sur la base des propositions des Pays-membres, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, le Congrès:

- 1.1 détermine les politiques générales pour la réalisation de la mission et du but de l'Union énoncés dans le préambule de la Constitution et à son article premier;**
- 1.2 examine et adopte, le cas échéant, les propositions de modification à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et aux Arrangements formulées par les Pays-membres et les Conseils, conformément aux articles 29 de la Constitution et 122 du Règlement général;**
- 1.3 fixe la date d'entrée en vigueur des Actes;**
- 1.4 adopte son Règlement intérieur et les amendements y relatifs;**
- 1.5 examine des rapports complets sur les travaux présentés respectivement par le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Comité consultatif couvrant la période écoulée depuis le Congrès précédent, conformément aux dispositions des articles 103, 105 et 107 du Règlement général;**
- 1.6 adopte la stratégie de l'Union;**
- 1.7 fixe le montant maximal des dépenses de l'Union, conformément à l'article 21 de la Constitution;**
- 1.8 élit les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale;**
- 1.9 élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international;**
- 1.10 fixe par résolution le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, en chinois, en portugais et en russe.**

2. Le Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union, traite d'autres questions concernant notamment les services postaux.

Article II
(Article 102 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au **Pays-membre** hôte du Congrès. Si ce **Pays-membre** se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le **Pays-membre** hôte.

3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.
5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:
 - 6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
 - 6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
 - 6.4 examiner et approuver le **Programme et budget** biennal et les comptes de l'Union;
 - 6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 128.3 à 5;
 - 6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
 - 6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
 - 6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;
 - 6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
 - 6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;
 - 6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
 - 6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 130.6;
 - 6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un **Pays-membre** le demande, en tenant compte des avis exprimés par les **Pays-membres** des groupes géographiques concernés;
 - 6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
 - 6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;
 - 6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;
 - 6.17 approuver les rapports biennaux établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;
 - 6.18 décider des contacts à prendre avec les **Pays-membres** pour remplir ses fonctions;
 - 6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général, les organisations internationales, les associations, les entreprises et les personnes qualifiées qui doivent être invitées à se faire représenter à des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès, et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
 - 6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;
 - 6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des **Pays-membres**, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service

- postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les **Pays-membres** dans l'intervalle des Congrès;
- 6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des **Pays-membres** conformément à l'article 125;
- 6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;
- 6.26 désigner le **Pays-membre** siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;
- 6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:
- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
 - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 6.29 examiner et approuver, **en consultation avec le Conseil d'exploitation postale**, le projet de **stratégie** à présenter au Congrès;
- 6.30 approuver le rapport quadriennal, établi par le Bureau international en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, pour soumission au Congrès suivant;**
- 6.31 établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;
- 6.32 établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;
- 6.33 désigner **ses** membres qui feront partie du Comité consultatif;
- 6.34 réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.
7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.
8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.
9. Le Président, les Vice-Présidents **et** les Présidents des Commissions du Conseil **d'administration forment** le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
10. **Les frais de voyage** du représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, **sont à la charge de son Pays-membre. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres classés parmi les pays en développement ou les pays les moins avancés conformément aux listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions ayant lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet d'avion aller**

et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet d'avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

14. **Le Pays-membre** où le Conseil d'administration se réunit est **invité** à participer aux réunions en qualité d'observateur, **s'il** n'est pas membre du Conseil d'administration.

15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions **un** ou plusieurs **Pays-membres intéressés** à des questions prévues à son ordre du jour.

16. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:

16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;

16.2 membres du Comité consultatif;

16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;

16.4 autres Pays-membres de l'Union.

17. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

19. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article III
(Article 103 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres, **leurs opérateurs désignés**, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux **Pays-membres, à leurs opérateurs désignés** et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article IV
(Article 104 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux **Pays-membres** en développement et seize sièges aux **Pays-membres** développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des **Pays-membres** participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de **ces Pays-membres**. Toutefois, le représentant de chacun des **Pays-membres** considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1ère classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président **et** les Présidents des **Commissions**.

6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président **et** les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale **forment** le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:

- 9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour tous les Pays-membres de l'Union **ou leurs opérateurs désignés**, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
- 9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

- 9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
 - 9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des **Pays-membres** conformément à l'article 125; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
 - 9.6 examiner, à la demande d'un Pays-membre, toute proposition que **ce Pays-membre** transmet au Bureau international selon l'article 124, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à **l'approbation des Pays-membres**;
 - 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des **Pays-membres**, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
 - 9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés**, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
 - 9.9 **apporter au Conseil d'administration les éléments nécessaires à l'élaboration du projet de stratégie à soumettre au Congrès**;
 - 9.10 approuver le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
 - 9.11 décider des contacts à prendre avec les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** pour remplir ses fonctions;
 - 9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés ainsi que les pays nouveaux et en développement**;
 - 9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
 - 9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
 - 9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union **et leurs opérateurs désignés et**, en particulier, avec les pays nouveaux et en développement **et leurs opérateurs désignés**;
 - 9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par **tout Pays-membre ou opérateur désigné**;
 - 9.17 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;
 - 9.18 désigner **ses** membres qui feront partie du Comité consultatif.
10. Sur la base **de la stratégie** de l'Union **adoptée** par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de

travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités **nouvelles**.

11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:

12.1 membres du Conseil d'administration;

12.2 membres du Comité consultatif;

12.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;

12.4 autres Pays-membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

15. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

16. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

17.2 **tout Pays-membre** n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Article V
(Article 105 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les Pays-membres, **leurs opérateurs désignés**, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil d'exploitation postale établi, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres de l'Union, **à leurs opérateurs désignés et aux** membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VI
(Article 106 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services oeuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises **souhaitant contribuer à la réalisation de la mission et des objectifs de l'Union**. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.

2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.

3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.

5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.

6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.

7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:

- 8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;
- 8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;
- 8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;

- 8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;
- 8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.
9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.
10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.
11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.
12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:
- 12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;
 - 12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;
 - 12.3 Unions restreintes;
 - 12.4 autres membres de l'Union.
13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.
14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.
15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

Article VII
(Article 107 modifié)

Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.
2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil

d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union, à leurs opérateurs désignés et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet **aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VIII
(Article 110 modifié)

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les **Pays-membres** intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. **Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés** peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Article IX
(Article 112 modifié)

Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par **les Pays-membres** dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de grade D 2 doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

- 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
- 2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;
- 2.3 notifier à l'ensemble des **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;
- 2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;
- 2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
- 2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;
- 2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;
- 2.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;

- 2.9 préparer, à l'intention du Conseil **d'administration** et sur la base des directives données par les **Conseils**, le projet de **stratégie** à soumettre au **Congrès**;
- 2.10 établir, pour approbation par le Conseil d'administration, un rapport quadriennal sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, qui sera soumis au Congrès suivant;**
- 2.11 assurer la représentation de l'Union;
- 2.12 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
- l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;
- 2.13 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
 - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
- 2.14 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article X
(Article 114 modifié)

Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux **Pays-membres** de l'organe **et à leurs opérateurs désignés**, aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Pays-membres **et à leurs opérateurs désignés** qui en font la demande.

Article XI
(Article 116 modifié)

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Règl. gén. 124, 125, 126)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale, **des Pays-membres et de leurs opérateurs désignés** pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.
2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.
3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les **Pays-membres et par leurs opérateurs désignés** en vue de connaître l'opinion des autres **Pays-membres et de leurs opérateurs désignés** sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article XII
(Article 118 modifié)

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** qui en font la demande.

Article XIII
(Article 119 modifié)

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article XIV
(Article 121 modifié)

Rapport biennal sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport biennal qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés**, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Article XV
(Article 122 modifié)

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Pays-membres:

- a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
- b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux **Pays-membres**;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit **Pays-membres**; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;

- e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.
3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. **De même, chaque proposition susceptible d'entraîner des dépenses substantielles pour l'Union doit être accompagnée de son impact financier préparé par le Pays-membre auteur, en consultation avec le Bureau international, afin de déterminer les ressources financières nécessaires à son exécution.**
4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention „Proposition d'ordre rédactionnel“ par les **Pays-membres** qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.
5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article XVI
(Article 123 modifié)

Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement** sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement** doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par **un seul Pays-membre**, sans l'appui des autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.
3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.
4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par **les Pays-membres**, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres **et à leurs opérateurs désignés**, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

Article XVII
(Article 124 modifié)

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par **un Pays-membre** entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres **Pays-membres**. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres **Pays-membres** par l'intermédiaire du Bureau international.
3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article XVIII
(Article 125 modifié)

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116, 124)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: **lorsqu'un** Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à **tous les** Pays-membres pour examen. **Ceux-ci** disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet **aux Pays-membres** toutes les observations qu'il a reçues et invite **chaque Pays-membre** ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. **Les Pays-membres** qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont **considérés** comme s'étant **abstenus**. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.
2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.
3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, **seuls les Pays-membres** qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Article XIX
(Article 126 modifié)

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 124, 125)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.
2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées **aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 35.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article XX
(Article 128 modifié)

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **2009** et suivantes:

37.000.000 francs suisses pour les années **2009 et 2010**, **37.235.000** francs suisses pour les années **2011 et 2012**. La limite de base pour **2012** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **2012**.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2.900.000 francs suisses.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125.000 francs suisses par année.

6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison **de 6% par an** à partir du **quatrième** mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

16. Les dispositions mentionnées sous 9 à 13 s'appliquent par analogie aux frais de traduction facturés par le Bureau international aux Pays-membres affiliés aux groupes linguistiques.

Article XXI
(Article 130 modifié)

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 115, 128)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 45 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 30 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à **la classe de contribution à laquelle il appartient durant une période minimale équivalente à celle située entre deux Congrès. Ce changement est annoncé au plus tard lors du Congrès. A la fin de la période entre deux Congrès, le Pays-membre revient automatiquement à son nombre d'unités de contribution d'origine, sauf s'il décide de continuer à payer un nombre d'unités de contribution supérieur. Le paiement de contributions supplémentaires augmente d'autant les dépenses.**

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent **se ranger** ultérieurement **dans une** classe de contribution inférieure, à la condition que **la demande de changement soit envoyée** au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. **Le Congrès donne un avis non contraignant au sujet de ces demandes de changement de classe de contribution. Le Pays-membre est libre de suivre l'avis du Congrès. La décision finale du Pays-membre doit être transmise au Secrétariat du Bureau international avant la fin du Congrès.** Cette **demande de changement** prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait

connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.
6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassé temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassé temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.
7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassé temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassés ne sont soumis à aucune restriction.

Article XXII
(Article 131 modifié)

Paiement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 118)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Article XXIII
(Article 132 modifié)

Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, **chacun des Pays-membres** en cause **choisit un Pays-membre** qui n'est pas directement **intéressé** dans le litige. Lorsque plusieurs **Pays-membres** font cause commune, **ils** ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour **un seul**.
2. Au cas où **l'un des Pays-membres** en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois **à partir de la date de son envoi**, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par **le Pays-membre défaillant** ou en désigne un lui-même, d'office.
3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.
4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.
5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, **un autre Pays-membre** également **désintéressé** dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, **ce Pays-membre** est **désigné** par le Bureau international parmi les **Pays-membres** non **proposés** par les arbitres.
6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des **Pays-membres** qui participent à cet Arrangement.

7. En cas de différend à régler par le jugement arbitral entre opérateurs désignés, les opérateurs concernés saisissent leurs Pays-membres pour agir en vertu de la procédure prévue sous 1 à 6.

*Article XXIV
(Article 135 modifié)*

Modification, mise à exécution et durée du Règlement général

Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès.

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1er janvier 2006 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

Article XXV

Adhésion au Protocole additionnel

Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps. Les instruments d'adhésion y relatifs doivent être déposés auprès Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article XXVI

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1er janvier 2010 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement général, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à Genève, le 12 août 2008.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 13 à 45.

*

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL

TABLE DES MATIERES:

Première partie – Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique – Dispositions générales

Art.

1. Définitions
2. Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention
3. Service postal universel
4. Liberté de transit
5. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables
6. Taxes
7. Exonération des taxes postales
8. Timbres-poste
9. Sécurité postale
10. **Développement durable**
11. Infractions

Deuxième partie – Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1 – Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et **substances infectieuses** admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
20. Normes et objectifs en matière de qualité de service

Chapitre 2 – Responsabilité

21. Responsabilité des **opérateurs désignés**. Indemnités
22. Non-responsabilité des **Pays-membres et des opérateurs désignés**
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le **destinataire**

Chapitre 3 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

26. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie – Rémunération

Chapitre 1 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Frais terminaux. Dispositions générales
28. Frais terminaux. Dispositions applicables aux **flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible**

- 29. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les **opérateurs désignés des pays** du système transitoire
- 30. Fonds pour l'amélioration de la qualité de service
- 31. Frais de transit

Chapitre 2 – Autres dispositions

- 32. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
- 33. Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
- 34. Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

Quatrième partie – Dispositions finales

- 35. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements
- 36. Réserves présentées lors du Congrès
- 37. Mise à exécution et durée de la Convention

*

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Art.

- I. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- II. Taxes
- III. Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes
- IV. Services de base
- V. Avis de réception
- VI. Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)
- VII. Interdictions (poste aux lettres)
- VIII. Interdictions (colis postaux)
- IX. Matières radioactives et substances infectieuses admissibles**
- X. Objets passibles de droits de douane
- XI. Réclamations
- XII. Taxe de présentation à la douane
- XIII. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres
- XIV. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
- XV. Tarifs spéciaux

*

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

PREMIERE PARTIE

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique – *Dispositions générales*

Article premier

Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 **colis: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux;**
 - 1.2 **dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;**
 - 1.3 **dépêches mal acheminées: récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac);**
 - 1.4 **envois mal dirigés: envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays-membre;**
 - 1.5 **envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);**
 - 1.6 **frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;**
 - 1.7 **frais terminaux: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;**
 - 1.8 **opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire;**
 - 1.9 **petit paquet: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres;**
 - 1.10 **quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;**
 - 1.11 **quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;**
 - 1.12 **quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal;**
 - 1.13 **service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;**
 - 1.14 **transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.**

*Article 2****Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention***

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

*Article 3****Service postal universel***

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

*Article 4****Liberté de transit***

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque **Pays-membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent** toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs **qu'ils emploient** pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui **leur** sont livrés par **un autre opérateur désigné**. Ce principe s'applique également aux **envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées**.

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des **substances infectieuses** ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce **Pays-membre**.

Article 5

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.
2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.
3. Les Pays-membres **s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient** des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et **renvoient** à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article 6

Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale** et en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et ses Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.
2. **Le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale**, les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.
3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).
4. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale**, sont **autorisés** à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.
5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation **nationale** pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés **sur le territoire du Pays-membre**. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.
6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.
7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque **opérateur désigné** garde les taxes **qu'il** a perçues.

Article 7

Exonération des taxes postales

1. Principe
 - 1.1 Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des disposi-

tions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les **Pays-membres, les opérateurs désignés** et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, **des Pays-membres et des opérateurs désignés** sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, le **Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné** a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

2. Prisonniers de guerre et internés civils

- 2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.
- 2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.
- 2.3 Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.
- 2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.
- 2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les **opérateurs désignés**, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

3. Cécogrammes

- 3.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

Article 8

Timbres-poste

1. L'appellation „timbre-poste“ est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.
2. Le timbre-poste:
 - 2.1 est émis **et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays-membre ou du territoire**, conformément aux Actes de l'Union;
 - 2.2 est un attribut de souveraineté et **constitue une** preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;
 - 2.3 doit être en circulation **dans le Pays-membre ou** sur le territoire **émetteur**, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou **à des fins philatéliques, selon sa législation nationale**;
 - 2.4 **doit être accessible à tous les habitants du Pays-membre ou du territoire émetteur.**

3. **Le timbre-poste comprend:**
 - 3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire **émetteur**, en caractères latins¹;
 - 3.2 **la valeur faciale exprimée:**
 - 3.2.1 **en principe, dans la monnaie officielle du Pays-membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole;**
 - 3.2.2 **par d'autres signes d'identification spécifiques.**
4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.
5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:
 - 5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'**Union** et aux décisions prises par les organes de l'Union;
 - 5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle **du Pays-membre ou du territoire** ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;
 - 5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au **Pays-membre** ou au territoire, un lien étroit avec ledit **Pays-membre** ou territoire;
 - 5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;
 - 5.5 revêtir une signification importante pour le **Pays-membre ou pour le territoire**.
6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'**Union** ne peuvent être utilisés que sur autorisation **du Pays-membre ou du territoire**.

Article 9

Sécurité postale

1. Les Pays-membres **et leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre** en oeuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres **et leurs opérateurs désignés**.

Article 10

Développement durable

- Les Pays-membres **et/ou leurs opérateurs désignés** doivent adopter et mettre en oeuvre une stratégie **de développement durable** dynamique **portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques** à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions **de développement durable** dans le cadre des services postaux.

¹ Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

*Article 11****Infractions***

1. Envois postaux
 - 1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:
 - 1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;
 - 1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.
2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier
 - 2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:
 - 2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;
 - 2.1.2 les marques d'affranchissement;
 - 2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;
 - 2.1.4 les coupons-réponse internationaux.
 - 2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:
 - 2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;
 - 2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;
 - 2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;
 - 2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.
3. Réciprocité
 - 3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

DEUXIEME PARTIE

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux**Chapitre 1 – Offre de prestations***Article 12****Services de base***

1. Les Pays-membres **doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés** assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.
2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - 2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.3 les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes;

- 2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés „sacs M“, jusqu'à 30 kilogrammes.
3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.
4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
5. **Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays-membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés** assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.
6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.
7. Tout **Pays-membre dont l'opérateur désigné** ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les **Pays-membres** qui, avant le 1er janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article 13

Services supplémentaires

1. Les Pays-membres assurent **la prestation des services supplémentaires** obligatoires ci-après:
- 1.1 service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres;
 - 1.2 service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu;
 - 1.3 service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.
2. La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.
3. Les Pays-membres **ou leurs opérateurs désignés** peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les **opérateurs désignés** ayant convenu de fournir ces services:
- 3.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.2 service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres;
 - 3.3 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.4 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.5 service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres recommandés, à livraison attestée ou avec valeur déclarée;
 - 3.6 service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

- 3.7 service des colis fragiles et des colis encombrants;
 - 3.8 service de groupage „Consignment“ pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.
4. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:
- 4.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais **tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** sont **obligés** d'assurer le service de retour des envois CCRI;
 - 4.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;
 - 4.3 avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée; **tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.
5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.
6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les **opérateurs désignés** sont **autorisés** à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:
- 6.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;
 - 6.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;
 - 6.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;
 - 6.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.6 poste restante;
 - 6.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;
 - 6.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;
 - 6.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article 14

Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services

1. Les **Pays-membres ou les opérateurs désignés** peuvent convenir entre eux de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:
- 1.1 le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages; **les opérateurs désignés peuvent améliorer le service de courrier électronique en offrant un service de courrier électronique recommandé, qui complète le premier par une preuve d'expédition et une preuve de remise et passe par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés;**
 - 1.2 l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique; ce service **peut être fourni** sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;
 - 1.3 le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents;
 - 1.4 le cachet postal **de certification** électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.

2. Les **Pays-membres ou les opérateurs désignés** peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque **opérateur désigné intéressé**, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article 15

Envois non admis. Interdictions

1. Dispositions générales
 - 1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délégué de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.
 - 1.2 Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.
 - 1.3 **Tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.

2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois
 - 2.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:
 - 2.1.1 les stupéfiants et les substances psychotropes **tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination;**
 - 2.1.2 les objets obscènes ou immoraux;
 - 2.1.3 **les objets contrefaits et piratés;**
 - 2.1.4 **autres** objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
 - 2.1.5 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;
 - 2.1.6 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et **marchandises** dangereuses
 - 3.1 L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres **marchandises** dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.
 - 3.2 **L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.**
 - 3.3 Exceptionnellement, les **marchandises dangereuses** ci-après sont admises:
 - 3.3.1 les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1;
 - 3.3.2 les substances **infectieuses** expédiées dans les envois de la poste aux lettres **et dans les colis postaux** visées à l'article 16.2.

4. Animaux vivants
 - 4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.
 - 4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:
 - 4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;
 - 4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;

- 4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.
- 4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:
- 4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.
5. Insertion de correspondances dans les colis
- 5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:
- 5.1.1** les correspondances, **à l'exception des pièces archivées**, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur
- 6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:
- 6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;
- 6.1.1.1 cependant, si la législation **nationale** des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;
- 6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation **nationale** des pays d'origine et de destination le permet;
- 6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;
- 6.1.3.1 de plus, chaque **Pays-membre ou opérateur désigné** a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; **il** peut limiter la valeur réelle de ces envois.
7. Imprimés et cécogrammes
- 7.1 Les imprimés et les cécogrammes:
- 7.1.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance;
- 7.1.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.
8. Traitement des envois admis à tort
- 8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 **et** 3.2 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 **et** 3.2 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article 16

Matières radioactives et substances infectieuses admissibles

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les **Pays-membres** qui se sont **déclarés** d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes:
- 1.1 les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements;

- 1.2 lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation;
 - 1.3 les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes;
 - 1.4 les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.
2. Les **substances infectieuses, à l'exception des matières de catégorie A infectieuses pour l'homme (n° ONU 2814) et pour les animaux (n° ONU 2900)**, sont admises dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux, aux conditions suivantes:
- 2.1 Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) peuvent être échangées par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces marchandises dangereuses peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).
 - 2.2 Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) doivent être traitées, emballées et étiquetées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres et du Règlement concernant les colis postaux. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquiescement d'une surtaxe.
 - 2.3 Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) peuvent être échangés par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces matières peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'OACI.
 - 2.4 Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) doivent être traités, emballés et étiquetés conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquiescement d'une surtaxe.
 - 2.5 L'admission des substances infectieuses et des échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) est limitée aux relations entre les Pays-membres s'étant déclarés d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.
 - 2.6 Les substances infectieuses et les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) autorisés sont acheminés par la voie la plus rapide, normalement par voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article 17

Réclamations

1. Chaque **opérateur désigné** est **tenu** d'accepter les réclamations concernant **les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée, déposés** dans son **propre** service ou dans celui **de tout autre opérateur désigné**, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. **Les réclamations sont transmises par voie prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques.** La période de six mois concerne les relations entre réclamants et **opérateurs désignés** et ne couvre pas la transmission des réclamations entre **opérateurs désignés**.
2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.

3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article 18

Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. **L'opérateur désigné** du pays d'origine et **celui** du pays de destination sont **autorisés** à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.
2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, **de frais** de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. **Ces frais ne sont perçus** qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.
3. Les **opérateurs désignés** qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont **autorisés** à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. **Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exempts de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.**
4. Les **opérateurs désignés** sont **autorisés** à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article 19

Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:
 - 1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;
 - 1.2 entre les commandants de ces unités militaires;
 - 1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;
 - 1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.
2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par **l'opérateur désigné du Pays-membre** qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.
3. Sauf entente spéciale, **l'opérateur désigné du Pays-membre** qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les **opérateurs désignés concernés**, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 20

Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.

2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.
3. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.
4. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** évaluent l'application des normes de qualité de service.

Chapitre 2 – Responsabilité

Article 21

Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités

1. Généralités
 - 1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 22, les **opérateurs désignés** répondent:
 - 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;
 - 1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée;
 - 1.1.3 du renvoi **des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires** dont le motif de non-distribution n'est pas donné.
 - 1.2 Les **opérateurs désignés** n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.
 - 1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les **opérateurs désignés** n'engagent pas leur responsabilité.
 - 1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées **pour le dépôt de l'envoi**, à l'exception de la taxe d'assurance.
 - 1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.
 - 1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.
 - 1.7 Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des **opérateurs désignés** sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les **opérateurs désignés** n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.
2. Envois recommandés
 - 2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les **opérateurs désignés** ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être **remboursés** sur cette base par les autres **opérateurs désignés** éventuellement **concernés**.
 - 2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
3. Envois à livraison attestée
 - 3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées **pour le dépôt de l'envoi seulement**.

4. Colis ordinaires

- 4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les **opérateurs désignés** ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être **remboursés** sur cette base par les autres **opérateurs désignés** éventuellement **concernés**.
- 4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
- 4.3 Les **opérateurs désignés** peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

5. Envois avec valeur déclarée

- 5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.
- 5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

6. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

7. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.

8. Dans les cas visés sous 2, 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

9. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés **pour le dépôt de l'envoi**, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

10. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

11. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation **nationale** pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour **l'opérateur désigné** de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:

11.1 en cas de recours contre **l'opérateur désigné** responsable;

11.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

12. Aucune réserve concernant le **dépassement des délais des réclamations** et le paiement de l'indemnité aux **opérateurs désignés**, y compris les **périodes et conditions fixées dans les Règlements**, **n'est applicable**, sauf en cas d'accord bilatéral.

*Article 22****Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés***

1. Les **opérateurs désignés** cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont **ils** ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:
 - 1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;
 - 1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
 - 1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;
 - 1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'**opérateur désigné** qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; le terme „sans délai“ doit être interprété conformément à la législation nationale.
2. Les **Pays-membres et les opérateurs désignés** ne sont pas responsables:
 - 2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article 13.6.9;
 - 2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, **ils** ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
 - 2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;
 - 2.4 lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article 15;
 - 2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification **du Pays-membre ou de l'opérateur désigné** de ce pays;
 - 2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
 - 2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;
 - 2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;
 - 2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.
3. Les **Pays-membres et les opérateurs désignés** n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

*Article 23****Responsabilité de l'expéditeur***

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.
2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les **opérateurs désignés** pour chaque envoi avarié.
3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.

4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des **opérateurs désignés** ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

Article 24

Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'**opérateur désigné** responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'**opérateur désigné** d'origine ou à l'**opérateur désigné** de destination.

2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article 25

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'**opérateur désigné** ou, s'il y a lieu, des **opérateurs désignés** qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Chapitre 3 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun **opérateur désigné** n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du **Pays-membre** déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'**opérateur désigné** de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'**opérateur désigné** de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'**opérateur désigné** de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'**opérateur désigné** de destination, celui-ci peut soit renvoyer les envois à l'**opérateur désigné** de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa **législation nationale**.

4. Aucun **opérateur désigné** n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les **opérateurs désignés** de destination ont le droit d'exiger de l'**opérateur désigné** de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit **les taux applicables en vertu des articles 28.3 à 28.7 ou 29.7, selon le cas**. Si l'**opérateur désigné** de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'**opérateur désigné** de destination, **celui-ci** peut soit retourner les envois à l'**opérateur désigné** de dépôt en ayant le droit d'être **remboursé** des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa **législation nationale**.

TROISIEME PARTIE

Rémunération

Chapitre 1 – *Dispositions particulières à la poste aux lettres*

Article 27

Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque **opérateur désigné** qui reçoit **d'un autre opérateur désigné** des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'**opérateur désigné expéditeur** une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.
2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux **par leurs opérateurs désignés**, les **pays et territoires** sont **classés** conformément **aux listes établies** à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 18/2008, **comme indiqué ci-après**:
 - 2.1 **pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010;**
 - 2.2 **pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012 (nouveaux pays du système cible);**
 - 2.3 **pays et territoires faisant partie du système transitoire.**
3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays **à l'issue de la période de transition**.
4. Accès au régime intérieur. **Accès direct**
 - 4.1 **En principe, chaque opérateur désigné** met à la disposition des autres **opérateurs désignés** l'ensemble des tarifs, termes et conditions **qu'il** offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. **Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.**
 - 4.2 **Les opérateurs désignés des pays du système cible doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.**
 - 4.3 **Les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux. Ces opérateurs désignés peuvent cependant choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'en-**

semble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible demandent aux opérateurs désignés des pays du système cible de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.4 Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.

5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles **28** et **29**, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les **opérateurs désignés** qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des **opérateurs désignés** ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles **28** et **29**.

6. **Tout opérateur désigné** peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

7. **Pour les sacs M, le taux de frais terminaux à appliquer est de 0,793 DTS par kilogramme. Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.**

8. **Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de 0,55 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 0,6 DTS pour 2012 et 2013. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de 1,1 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 1,2 DTS pour 2012 et 2013. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.**

9. **Tout opérateur désigné peut, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.**

10. **Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10% sur le taux de frais terminaux applicable au courrier prioritaire.**

11. **Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger des envois séparés par format en appliquant un taux de frais terminaux réduit.**

12. **Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.**

*Article 28****Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible***

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être **liés aux tarifs intérieurs**. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
2. **La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.**
3. Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés à partir d'un pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur comme suit: **70% pour les pays du système cible avant 2010 et 100% pour les pays adhérant au système cible à compter de 2010 ou 2012 (nouveaux pays du système cible).**
4. **En 2009 et en 2010, le Conseil d'exploitation postale mènera une étude sur les coûts de traitement du courrier arrivant. Si cette étude fait apparaître un pourcentage autre que celui de 70% indiqué sous 3, le Conseil d'exploitation postale déterminera s'il convient de modifier le pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes pour 2012 et 2013.**
5. **Pour 2010 et 2011, 50% de la TVA ou des autres taxes applicables seront déduits de la taxe utilisée pour le calcul indiqué sous 3. Cette déduction sera de 100% pour 2012 et 2013.**
6. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:
 - 6.1 pour 2010: 0,253 DTS par envoi et 1,980 DTS par kilogramme;
 - 6.2 pour 2011: 0,263 DTS par envoi et 2,059 DTS par kilogramme;
 - 6.3 pour 2012: 0,274 DTS par envoi et 2,141 DTS par kilogramme;
 - 6.4 pour 2013: 0,285 DTS par envoi et 2,227 DTS par kilogramme.
7. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux de 2009, avant application du lien avec la qualité de service. Ces taux ne pourront pas non plus être inférieurs aux valeurs indiquées ci-après:
 - 7.1 pour 2010: 0,165 DTS par envoi et 1,669 DTS par kilogramme;
 - 7.2 pour 2011: 0,169 DTS par envoi et 1,709 DTS par kilogramme;
 - 7.3 pour 2012: 0,173 DTS par envoi et 1,750 DTS par kilogramme;
 - 7.4 pour 2013: 0,177 DTS par envoi et 1,792 DTS par kilogramme.
8. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont:
 - 8.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;
 - 8.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;
 - 8.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;
 - 8.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.
9. La rémunération pour le courrier en nombre est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28.3 à 28.7.
10. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un

code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.

11. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 29

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base d'augmentations annuelles de 2,8% des taux de 2009 ajustés selon le nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme.

2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont:

- 3.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;
- 3.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;
- 3.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;
- 3.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.

4. Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme. Les taux ci-après s'appliquent:

- 4.1 pour 2010: 3,831 DTS par kilogramme;
- 4.2 pour 2011: 3,938 DTS par kilogramme;
- 4.3 pour 2012: 4,049 DTS par kilogramme;
- 4.4 pour 2013: 4,162 DTS par kilogramme.

5. Pour les flux de plus de 100 tonnes par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.

7. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.

8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

*Article 30**Fonds pour l'amélioration de la qualité de service*

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20% des taux indiqués à l'article 29, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.

2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

3. A partir du 1er janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 feront l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui se trouvaient dans le système cible avant 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 8% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui adhéreront au système cible en 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

6. A partir du 1er janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

7. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 8% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, et d'une majoration correspondant à 2% des taux indiqués à l'article 28.8 en 2012 et en 2013, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

8. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 1% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 1% des taux indiqués

à l'article 29 en 2010 et en 2011, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

9. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 2 à 5 font l'objet d'un plancher de 12.565 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.

10. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2010 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article 31

Frais de transit

1. Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux **opérateurs désignés** ou entre deux bureaux du même **Pays-membre** au moyen des services **d'un** ou de plusieurs autres **opérateurs désignés** (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien. **Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.**

Chapitre 2 – Autres dispositions

Article 32

Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre **opérateurs désignés** au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois-avion, des colis-avion en transit à découvert, **des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées**, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

- 3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de **l'opérateur désigné** du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par **un** ou plusieurs **opérateurs désignés** intermédiaires;
- 3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de **l'opérateur désigné** qui remet les envois à **un** autre **opérateur désigné**.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque **opérateur désigné** de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'**opérateur désigné** de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. L'**opérateur désigné** de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'**opérateur désigné** de destination.

Article 33

Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux **opérateurs désignés** sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1 Tenant compte des taux de base ci-dessus, les **opérateurs désignés** peuvent en outre être **autorisés** à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.

1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'**opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoit des dérogations à ce principe.

1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

2. Les colis échangés entre deux **opérateurs désignés** ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'un ou de plusieurs autres **opérateurs désignés** sont soumis, au profit des **opérateurs désignés** dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2.1 Pour les colis en transit à découvert, les **opérateurs désignés** intermédiaires sont **autorisés** à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'**opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoit des dérogations à ce principe.

3. **Tout opérateur désigné** dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'**opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoit des dérogations à ce principe.

3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3.2 Les **opérateurs désignés** ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, ils peuvent la réduire à leur gré.

Article 34

Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les **opérateurs désignés** selon les conditions énoncées dans les Règlements:

1.1 frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;

1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;

1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;

1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers;

1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.

2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux **opérateurs désignés** assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

QUATRIEME PARTIE

Dispositions finales

Article 35

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.
2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale ayant le droit de vote.
3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:
 - 3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote et ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications;
 - 3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.
4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 36

Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.
2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.
3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.
4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

*Article 37***Mise à exécution et durée de la Convention**

1. La présente Convention sera mise à exécution le **1er janvier 2010** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à **Genève**, le **12 août 2008**.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 13 à 45.

*

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

*Article I****Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse***

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.
2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.
3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.
4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, **à la Belgique**, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.
5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).
6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.
7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

*Article II***Taxes**

1. Par dérogation à l'article **6, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés** à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

*Article III***Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes**

1. Par dérogation à l'article **7, l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie**, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article **7, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse** ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

*Article IV***Services de base**

1. Nonobstant les dispositions de l'article 12, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

3. Par dérogation à l'article 12.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.

*Article V***Avis de réception**

1. **Le Canada est autorisé** à ne pas appliquer l'article 13.1.1 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

*Article VI***Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)**

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, **la Bulgarie (Rép.)** assurera le service CCRI après une négociation avec **le Pays-membre intéressé**.

*Article VII***Interdictions (poste aux lettres)**

1. A titre exceptionnel, **le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée** n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres

précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. **Ils** ne sont pas **tenus** par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, **l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam** n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. **Myanmar** se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 15.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. **Le Népal** n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. **L'Ouzbékistan** n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

6. **L'Iran (Rép. islamique)** n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.

7. **Les Philippines se réservent** le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. **L'Australie** n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. **La Chine (Rép. pop.)**, à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. **La Lettonie et la Mongolie** se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. **Le Brésil** se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. **Le Viet Nam** se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

13. **L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.**

14. **Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de**

monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

15. Le Kazakhstan n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

16. La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

Article VIII

Interdictions (colis postaux)

1. **Myanmar et la Zambie sont autorisés** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 15.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, **le Liban et le Soudan** n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. **Ils** ne sont pas **tenus** par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. **Le Brésil est autorisé** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. **Le Ghana est autorisé** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Arabie saoudite** n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Oman** n'accepte pas les colis contenant:

- 6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;
- 6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;
- 6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Iran (Rép. islamique) est autorisé** à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.

8. **Les Philippines sont autorisées** à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

9. **L’Australie** n’accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.
10. **La Chine (Rép. pop.)** n’accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l’or ou de l’argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d’autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.
11. **La Mongolie** se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.
12. **La Lettonie** n’accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d’avarie concernant de tels envois.
13. **La Moldova, l’Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l’Ukraine n’acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d’avarie de ce genre d’envois.**
14. **Le Kazakhstan n’accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d’autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d’avarie de ce genre d’envois.**

Article IX

Matières radioactives et substances infectieuses admissibles

1. **Nonobstant les dispositions de l’article 16, la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, conformément à sa législation nationale, les envois postaux contenant des matières radioactives ou des substances infectieuses.**

Article X

Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l’article 15, les **Pays-membres** suivants n’acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.
2. Par référence à l’article 15, les **Pays-membres** suivants n’acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, **Kazakhstan**, Lettonie, **Moldova**, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, **Russie (Fédération de)**, Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.
3. Par référence à l’article 15, les **Pays-membres** suivants n’acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.
4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d’urgence nécessité qu’il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

*Article XI***Réclamations**

1. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, l'Égypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.
2. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent** le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.
3. **L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Égypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.
4. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.)** se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

*Article XII***Taxe de présentation à la douane**

1. **Le Gabon** se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.
2. **Le Congo (Rép.) et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

*Article XIII***Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres**

1. **L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande** se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur **tout opérateur désigné** qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.
2. Par dérogation à l'article 26.4, **le Canada** se réserve le droit de percevoir **de l'opérateur désigné** d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.
3. L'article 26.4 autorise **l'opérateur désigné** de destination à réclamer à **l'opérateur désigné** de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.
4. L'article 26.4 autorise **l'opérateur désigné** de destination à réclamer à **l'opérateur désigné** de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les **Pays-membres** suivants se réservent le droit de limiter ce paiement

aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les **Pays-membres** suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark, Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

6. Aux fins de l'application de l'article 26.4, l'**Allemagne** se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait **reçu du** pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article XIV

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 33, l'**Afghanistan** se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XV

Tarifs spéciaux

1. **L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège** ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. **Le Liban est autorisé** à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. **Le Panama (Rép.) est autorisé** à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à **Genève**, le **12 août 2008**.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 13 à 45.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6640/01

N° 6640¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation de

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de la Chambre des Métiers (25.11.2013).....	1
2) Avis de la Chambre de Commerce (5.12.2013).....	2

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(25.11.2013)

Par sa lettre du 16 octobre 2013, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi est constitué par le texte du projet de loi, l'exposé des motifs avec le commentaire des articles et le texte des Protocoles et Amendements à approuver.

Le projet de loi approuve le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle, le Premier Protocole additionnel au Règlement général et les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

Le 24ème Congrès de l'Union Postale Universelle s'est déroulé à Genève du 23 juillet au 12 août 2008 à l'invitation du Gouvernement de la Confédération helvétique. Cent quatre-vingts Pays membres de l'UPU ont été représentés à ce Congrès.

Le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux en se servant des nouvelles technologies. La stratégie postale de Nairobi (2009-2012), formellement adoptée par le Congrès de 2008, servira d'instrument de navigation pour atteindre cet objectif.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernaient la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs orientés sur les coûts.

Le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'Union Postale Universelle. En outre, il a remplacé un certain nombre de définitions pour les adapter aux réalités de la libéralisation dans le secteur postal.

Comme l'objectif du projet de loi permet une plus grande flexibilité et une meilleure préparation pour l'avenir des services postaux, la Chambre des Métiers peut approuver sans réserve le projet de loi.

Luxembourg, le 25 novembre 2013

Pour la Chambre des Métiers

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(5.12.2013)

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation (i) du Huitième protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, (ii) du premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle, ainsi que (iii) des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés lors du 24ème Congrès de l'Union postale universelle tenu à Genève du 23 juillet au 12 août 2008.

L'Union postale universelle (ci-après „l'UPU“), actuellement régie par la Constitution adoptée à Vienne en 1964, a pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser le développement de la collaboration internationale en la matière sur l'ensemble du territoire des Pays membres. Elle compte à ce jour 192 membres.

La Constitution de l'UPU est l'acte fondamental contenant l'ensemble des règles organiques de l'UPU. Le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'UPU procède notamment à la substitution du terme „*administration postale*“ par le terme „*Pays membre*“, au renforcement de l'obligation pour tout Pays membre intermédiaire de transporter un envoi postal en transit sur son territoire et à destination d'un autre Pays membre, avec le même traitement qu'un envoi intérieur, et à l'introduction du statut „*d'opérateur désigné*“ correspondant à toute entité désignée officiellement par un Pays membre pour assurer l'exploitation des services postaux sur son territoire.

Le Règlement général de l'UPU assure l'application de la Constitution et le fonctionnement concret de l'UPU. Le premier Protocole additionnel au Règlement général de l'UPU comprend notamment certaines modifications quant aux fonctions du Congrès, organe suprême de l'UPU, quant au fonctionnement du Conseil d'administration ou bien encore l'introduction d'un mode de financement plus flexible.

La Convention postale universelle et son Protocole final, comportant les règles communes applicables au service postal international, aux services de la poste aux lettres et aux colis postaux, ont également fait l'objet de modifications inventoriées dans l'exposé des motifs du projet de loi sous avis.

Dans un souci de précision des textes auxquels le présent projet de loi se réfère, la Chambre de Commerce suggère de modifier l'intitulé dudit projet de loi comme suit:

„Projet de loi portant approbation

- du Huitième protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,*
- du premier Protocole additionnel au Règlement général **de l'Union Postale Universelle,***
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,*
signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008“

De l'avis de la Chambre de Commerce, l'article unique du présent projet de loi serait également à modifier en ce sens.

La Chambre de Commerce n'a pas d'autres remarques à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du projet de loi sous avis.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut approuver le projet de loi sous rubrique.

6640/02

N° 6640²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation de

- du **Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,**
 - du **Premier Protocole additionnel au Règlement général,**
 - **des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,**
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(6.5.2014)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat du 18 octobre 2013, le Conseil d'Etat fut saisi du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères.

Au texte du projet de loi proprement dit, étaient annexés un exposé des motifs avec un commentaire sur les principales modifications apportées aux actes de l'Union Postale Universelle, le texte du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle, le texte du Premier Protocole additionnel au Règlement général, les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, une fiche financière et une fiche d'évaluation d'impact.

Les avis de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce sont parvenus au Conseil d'Etat respectivement le 9 décembre 2013 et le 20 décembre 2013.

Le projet de loi a pour objet l'approbation

- 1) du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - 2) du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postal Universelle ainsi que
 - 3) des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés lors du 24e Congrès de l'Union Postale Universelle tenu à Genève du 23 juillet au 12 août 2008 à l'invitation du Gouvernement de la Confédération helvétique. Cent quatre-vingts pays membres de l'Union Postale Universelle (ci-après UPU) ont été représentés à ce Congrès.

D'après l'exposé des motifs et sur le plan stratégique, le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir, et s'est fixé comme objectif de développer davantage les services postaux en se servant des nouvelles technologies. La stratégie postale de Nairobi (2009-2012), formellement adoptée par le Congrès de 2008, servira d'instrument de navigation pour atteindre cet objectif.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques ainsi que d'élargir l'EMS („express mail service“) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernaient la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs orientés sur les coûts. Par ailleurs, le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'UPU afin de permettre de combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en œuvre des stratégies décidées. Par ailleurs, il a remplacé un certain nombre de définitions pour les adapter aux réalités de la libéralisation dans le secteur postal.

A l'instar de l'attitude adoptée face aux mises à jour antérieures des textes constitutifs et organiques de l'UPU, le Conseil d'Etat n'entend pas entrer dans le détail des décisions adoptées lors du 24e Congrès Postal Universel qui trouve son approbation de principe.

Par contre, et à l'instar de l'avis de la Chambre de commerce, le Conseil d'Etat suggère de modifier l'intitulé dudit projet de loi comme suit:

„Projet de loi portant approbation

- du Huitième protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008“.

L'article unique du projet de loi sous rubrique serait à modifier dans le même sens.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 mai 2014.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

6640/03

N° 6640³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE, DES MEDIAS,
DES COMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE**

(30.6.2014)

La Commission se compose de: Mme Simone BEISSEL, Président; Mme Tess BURTON, Rapportrice; M. Claude ADAM, Mme Diane ADEHM, MM. André BAULER, Eugène BERGER, Yves CRUCHTEN, Mmes Martine HANSEN, Octavie MODERT, MM. Roger NEGRI, Marcel OBERWEIS, Roy REDING et Serge WILMES, Membres

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes.

Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné Mme Tess Burton comme rapportrice.

La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES ET OBJET DU PROJET DE LOI**1. Introduction**

Le 24e Congrès de l'Union Postale Universelle (ci-après UPU), s'est déroulé à Genève du 23 juillet au 12 août 2008 sur invitation du Gouvernement de la Confédération helvétique. Cent quatre-vingts pays membres de l'UPU étaient représentés au Congrès.

2. Remarques préliminaires

Au cours du Congrès ont été signés des documents concernant l'avenir des services postaux. Lors de la signature des Actes, le Luxembourg s'est joint à la déclaration faite par les Etats membres de l'Union européenne d'appliquer les Actes adoptés par le Congrès de Genève dans le respect du Traité établissant l'Union européenne et des règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Arrangement concernant les services postaux de paiement n'a pas été modifié par le Congrès de Genève. Le Luxembourg a signé cet arrangement lors du Congrès de Genève et exprime ainsi sa volonté de rester lié par l'arrangement en question.

3. Principales modifications

- *Sur le plan stratégique*

Le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux par le biais des nouvelles technologies. La stratégie postale de Nairobi (2009-2012), formellement adoptée par le Congrès de 2008, a été choisie comme instrument de navigation pour atteindre cet objectif.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernent la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs s'orientant aux coûts.

- *Parmi les décisions d'ordre financier*

Le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux pays membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à la leur au cours de la période entre deux Congrès (les Congrès ont lieu tous les quatre ans). Cette flexibilité devrait servir à l'avenir à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en oeuvre de certaines décisions et de projets ambitieux de l'Union.

- *Sur le plan législatif*

La définition du „Pays membre“ a été remplacée, à différents endroits des actes du Congrès, par la définition de „l'opérateur désigné“ ceci pour tenir compte de la libéralisation dans le secteur postal. Les régimes de responsabilité et de réclamation ont également été adaptés à la pratique actuelle.

- *Sur le plan organisationnel*

Le Congrès a élu un nouveau Conseil d'administration et un nouveau Conseil d'exploitation postale. Le Luxembourg n'a pas posé de candidature pour ces deux organes.

*

III. LES PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTEES AUX ACTES DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

1. Le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale

Le Huitième Protocole contient les modifications à la Constitution de l'UPU. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union.

Le relevé détaillé des modifications se trouve dans l'exposé des motifs et le commentaire figurant dans le document parlementaire 6640.

2. Le Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle

Le Premier Protocole additionnel contient les modifications au Règlement général. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les pays membres.

(Pour le détail des modifications, prière de se référer au document parlementaire 6640).

3. Les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final

3.1. Les amendements à la Convention postale universelle

La Convention postale universelle comporte les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces actes sont obligatoires pour tous les pays membres.

3.2. Le Protocole final à la Convention postale universelle

Les amendements au Protocole final portent sur les exceptions spécifiques applicables à certains pays membres. Le Luxembourg n'est pas concerné par ces amendements.

*

III. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 6 mai 2014, le Conseil d'Etat note qu'à l'instar de l'attitude adoptée face aux mises à jour antérieures des textes constitutifs et organiques de l'UPU, il n'entend pas entrer dans le détail des décisions adoptées lors du 24e Congrès Postal Universel qui trouve son approbation de principe.

Par contre, et à l'instar de l'avis de la Chambre de Commerce, le Conseil d'Etat suggère de modifier l'intitulé dudit projet de loi comme suit:

„Projet de loi portant approbation

- du Huitième protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008⁶⁶

L'article unique du projet de loi sous rubrique serait à modifier dans le même sens.

La commission parlementaire se rallie à cette vue.

*

IV. LES AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

La Chambre des Métiers a avisé le texte le 25 novembre 2013. Elle l'approuve sans réserve, estimant que l'objectif du projet de loi permet une plus grande flexibilité et une meilleure préparation pour l'avenir des services postaux.

Dans son avis du 5 décembre 2013, la Chambre de Commerce suggère, dans un souci de précision des textes auxquels le présent projet de loi se réfère, de modifier l'intitulé dudit projet de loi. (cf. le point III ci-dessus). La même adaptation s'imposerait au niveau de l'article unique du projet de loi.

La Chambre de Commerce n'a pas d'autres remarques à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui, selon elle, expliquerait clairement le cadre et les objectifs du texte.

*

V. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE ET TRAVAUX EN COMMISSION

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a examiné le projet de loi et les avis y afférents au cours de sa réunion du 26 mai 2014.

Elle s'est ralliée à l'avis du Conseil d'Etat et de la Chambre de Commerce proposant, dans un souci de rigueur, de compléter l'intitulé et le libellé de l'article unique.

*

VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

**PROJET DE LOI
portant approbation**

- **du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,**
 - **du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,**
 - **des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,**
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008**

Article unique.– Sont approuvés:

- le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- le Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

Luxembourg, le 30 juin 2014

La Rapportrice,
Tess BURTON

Le Président,
Simone BEISSEL

6640

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 02/07/2014 15:43:38
 Scrutin: 2
 Vote: PL 6640 Union Postale
 Universelle
 Description: Projet de loi 6640

Président: M. Di Bartolomeo Mars
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	2	0	55
Procuration:	4	0	0	4
Total:	57	2	0	59

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Kox Henri	Oui	
Mme Lorsché Josée	Oui		Mme Loschetter Viviane	Oui	
M. Traversini Roberto	Oui		Mme Wickler Christiane	Oui	

CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Eicher Emile	Oui	
M. Eischen Félix	Oui		M. Frieden Luc	Oui	(Mme Arendt Nancy)
M. Gloden Léon	Oui		M. Halsdorf Jean-Marie	Oui	
Mme Hansen Martine	Oui		Mme Hetto-Gaasch Franç	Oui	
M. Juncker Jean-Claude	Oui	(Mme Adehm Diane)	M. Kaes Aly	Oui	
M. Lies Marc	Oui		M. Meyers Paul-Henri	Oui	
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schank Marco	Oui		M. Spautz Marc	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Arndt Fränk	Oui	
M. Bodry Alex	Oui		Mme Bofferding Taina	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		M. Cruchten Yves	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		Mme Hemmen Cécile	Oui	
M. Negri Roger	Oui				

DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		Mme Brasseur Anne	Oui	(M. Bauler André)
M. Delles Lex	Oui		Mme Elvinger Joëlle	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
M. Krieps Alexander	Oui		M. Mertens Edy	Oui	
Mme Polfer Lydie	Oui				

ADR					
M. Gibéryen Gast	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Reding Roy	Oui	(M. Kartheiser Fernan)			

déi Lénk					
M. Turpel Justin	Abst		M. Urbany Serge	Abst	

Le Président:

Le Secrétaire général:

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 2/2

Date: 02/07/2014 15:43:38	Président: M. Di Bartolomeo Mars
Scrutin: 2	Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Vote: PL 6640 Union Postale Universelle	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi 6640	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	2	0	55
Procuration:	4	0	0	4
Total:	57	2	0	59

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

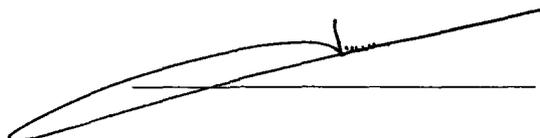
CSV

M. Wiseler Claude

Le Président:



Le Secrétaire général:



6640/04

N° 6640⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(11.7.2014)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 4 juillet 2014 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 2 juillet 2014 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 6 mai 2014;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 11 juillet 2014.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 30 juin 2014

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 7 et 26 mai 2014
2. 6420 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public; modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg
- Rapporteur : Monsieur André Bauler
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6637 Projet de loi portant approbation
– des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
– des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya_et du 22 octobre 2010 à Guadalajara
- Rapporteur: Monsieur Claude Adam
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 6640 Projet de loi portant approbation
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008
- Rapporteur: Madame Tess Burton
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
5. Avis des groupes politiques sur la composition de l'assemblée consultative de l'ALIA

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gilles Baum remplaçant M. Eugène Berger, Mme Simone Beissel, Mme Taina Bofferding,

Mme Tess Burton, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser remplaçant M. Roy Reding, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Gilles Roth remplaçant M. Marcel Oberweis, M. Justin Turpel, observateur

M. Pierre Decker, M. Robert Kerger, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Francine Cocard, Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Yves Cruchten, M. Marcel Oberweis, M. Roy Reding, M. Serge Wilmes

*

Présidence: Mme Simone Beissel, Président de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 7 et 26 mai 2014

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

2. 6420 Projet de loi : modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg **- Présentation et adoption d'un projet de rapport**

M. le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport tel qu'il a été diffusé par courrier électronique le 25 juin 2014.

Echange de vues

- Le représentant de la sensibilité politique ADR constate que les trois projets de loi dont l'adoption des projets de rapport fait l'objet de la présente réunion figurent à l'ordre du jour de la séance publique de ce mercredi 2 juillet 2014. L'article 22, paragraphe 5 du Règlement de la Chambre des Députés dispose toutefois que les rapports «sont distribués avant la discussion en séance publique, au moins trois jours avant les débats, à moins que la Chambre n'en décide autrement». Par conséquent, la procédure retenue ne semble pas conforme au Règlement.

La représentante du groupe politique CSV se rallie à ce constat. En tout état de cause, il aurait été utile que les membres de la Commission en aient été informés au préalable.

En réaction, il est noté que la Commission avait fixé l'adoption des trois projets de rapport au jour de la présente réunion, étant entendu que la Chambre se réunirait également en séance publique la semaine prochaine. Or, la Conférence des Présidents a décidé de mettre les trois projets en question à l'ordre du jour du 2 juillet 2014. Il s'agit donc d'une décision prise par la

Conférence des Présidents en vertu de la dérogation prévue par l'article 22, paragraphe 5 précité du Règlement.

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » relève que dans son avis du 7 juin 2012 relatif au projet de loi sous rubrique, la Chambre des Salariés souligne que la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche permet de déroger aux dispositions légales jusque-là en vigueur concernant le contrat à durée déterminée, en permettant à l'Université du Luxembourg, aux centres de recherche publics et à d'autres bénéficiaires éligibles par le Fonds national de la recherche de recourir, pour les chercheurs qu'ils entendent embaucher, à des contrats à durée déterminée même en l'absence d'une tâche précise et non durable et pour une durée pouvant aller jusqu'à soixante mois. Selon la Chambre des Salariés, le recours élargi au contrat à durée déterminée, qui est rendu possible par la loi précitée, ne permet pas aux chercheurs et à leurs membres de famille d'organiser leur vie personnelle et professionnelle à moyen et à long terme. L'orateur estime qu'au-delà du présent projet de loi, cette problématique devrait être analysée de plus près. En réponse, il est précisé qu'il s'agit d'une disposition ancrée dans le Code du travail, qui n'a toutefois pas de lien direct avec le présent projet de loi.

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » signale encore que, dans son avis précité, la Chambre des Salariés approuve la fonctionnarisation des agents employés auprès du service Recherche et Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche puisqu'ils exécutent des missions souveraines de l'Etat. Elle estime cependant que le statut de fonctionnaire devrait être accordé rétroactivement aux personnes concernées à partir de leur entrée en service, étant donné qu'elles ont exécuté les mêmes missions depuis ce moment-là.

L'orateur considère qu'au cas où il existerait des précédents d'une fonctionnarisation rétroactive, elle devrait aussi être appliquée dans le présent cas, et ce au nom du principe de l'égalité de traitement.

Soumis au vote, le projet de rapport est adopté par les membres présents avec 9 voix pour et une abstention (M. Fernand Kartheiser).

3. 6637 Projet de loi portant approbation

– des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

– des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

- *Présentation et adoption d'un projet de rapport*

Le rapporteur présente le contenu du projet de rapport tel que diffusé par courrier électronique. Il rappelle que le Dr Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications depuis janvier 2007, a effectué une visite au Grand-Duché de Luxembourg en mars 2014. A cette occasion il a donné une conférence sur les développements récents du Satellite et du Broadband. L'événement avait été organisé par l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs, la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance et le *Interdisciplinary Centre for Security & Trust* de l'Université du Luxembourg. L'UIT s'est posé pour mission de connecter le monde et d'aider à atteindre les Objectifs du

Millénaire pour le développement, en tirant parti du potentiel extraordinaire des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les Conférences ont lieu tous les quatre ans. Le représentant de «déli Lénk» critique le manque de transparence et s'interroge sur le délai endéans duquel la Chambre devrait approuver les décisions qui seront prises cette année.

Il est rappelé que le détail des réserves formulées en 2006 et en 2010 par le Luxembourg figure dans le document parlementaire 6637-0, à la page 5.

Le projet de rapport trouve l'assentiment de tous les députés présents.

Le projet de loi figure à l'ordre du jour de la séance publique de mercredi après-midi 2 juillet.

4. 6640 **Projet de loi portant approbation**
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Mme la Rapporteuse présente le contenu du projet de rapport tel que diffusé par courrier électronique.

Le projet de rapport trouve l'assentiment de tous les députés présents.

Le texte figure à l'ordre du jour de la séance publique de mercredi après-midi 2 juillet.

5. Avis des groupes politiques sur la composition de l'assemblée consultative de l'ALIA

Mme le Président rappelle que les députés sont invités à se prononcer sur la composition de l'assemblée consultative de l'ALIA. Aucun groupe et aucune sensibilité politique représentés à la Chambre n'ont émis un avis.

Le représentant de «déli gréng» informe que son groupe souhaiterait voir complétées les propositions émanant de l'ALIA (voir la copie du courriel transmis aux députés par courrier électronique le 13 mai dernier) par un représentant d'un organisme œuvrant en faveur de la sauvegarde de la nature et de l'environnement («Natur an Ëmwelt»). «Déli gréng» ont en outre un préjugé favorable en faveur de la représentation des partis politiques (représentés à la Chambre) au sein de l'assemblée consultative.

Mme le Président rappelle que le nombre de représentants est limité à 25 personnes. Elle préconise que seuls les partis représentés à la Chambre puissent y envoyer un délégué. Cette proposition trouve l'assentiment de la majorité des membres, dont certains regrettent que la possibilité de nommer des suppléants fait défaut.

En guise de faciliter les réflexions au niveau des groupes et sensibilités parlementaires, les membres demandent à pouvoir disposer d'une copie du courrier du 13 mai (voir nouveau courrier électronique du 30 juin et en annexe).

Le représentant de l'ADR estime que la Chambre devrait pouvoir avoir son mot à dire suite à l'établissement de la liste par les soins du Ministère d'Etat.

Le représentant de «déli Lénk» estime que le représentant des nouveaux médias ne devrait pas simplement être une personne déléguée par «Bee secure». Il estime en outre que les médias (et surtout les petits acteurs de la scène médiatique) devraient avoir leur représentant au sein de la commission consultative.

Mme le Président lance un nouvel appel aux députés pour qu'ils lui fassent parvenir leurs propositions avant la fin de la semaine.

*

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Christiane Huberty

Le Président,
Simone Beissel

La Secrétaire,
Francine Cocard

ANNEXE: courriel de M. Hoscheit (courrier électronique du 13 mai)



Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias,
des Communications et de l'Espace
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 13 mai 2014

Pr le Secrétaire-administrateur de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la
Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace


Francine Cocard

From: Thierry HOSCHEIT <thierry.hoscheit@justice.etat.lu>
To: Francine COCARD <fcocard@chd.lu>,
Cc: Carole Kickert <Carole.Kickert@alia.etat.lu>
Date: 12/05/2014 16:06
Subject: TR: Assemblée consultative: composition-proposition

Bonjour Mme Cocard

Suite à notre entrevue ce matin avec la Commission des médias, veuillez trouver ci-dessous le courriel que nous avons adressé au SMC suite à leur proposition de liste d'organismes à inclure dans l'assemblée consultative de l'ALIA.

Meilleures salutations

Thierry Hoscheit
Président
Autorité luxembourgeoise indépendante de la radiodiffusion

De : Thierry HOSCHEIT
Envoyé : vendredi 25 avril 2014 17:00
À : Michèle Bram
Cc : claude.wolf@pt.lu; Jeannot Clement; Marc Thewes; Valérie Dupong (vdupong@pt.lu)
Objet : RE: Assemblée consultative: composition-proposition

Bonjour Michèle

Comme annoncé, voici quelques observations au sujet de la liste que tu nous a fait parvenir. En fin de compte, elles sont quand même un peu plus substantielles qu'annoncées.

1/ Le mode de nomination des membres de l'Assemblée s'inspire de l'ancien article 31(4) de la loi de 1991 qui traitait de la composition du Conseil national des programmes. Mais l'article 35ter ne comprend plus la précision qu'il y a lieu d'inclure parmi les organisations les plus représentatives «les cultes reconnus, les groupes politiques parlementaires, les syndicats les plus représentatifs sur le plan national et les organisations patronales, ainsi que les fédérations nationales d'associations actives notamment dans le domaine culturel, sportif, familial,

caritatif, écologique, des jeunes et des immigrés». Les organisations énumérées par l'ancien texte peuvent évidemment continuer à être prises en compte, mais il n'est pas légalement obligatoire qu'elles soient toutes représentées au sein de la future Assemblée consultative.

Nous pensons que l'approche consistant à ne plus inclure les cultes reconnus, les groupes politiques parlementaires, les syndicats et les organisations patronales est la bonne.

Le texte actuel ne prévoit (malheureusement) plus la possibilité de compléter les membres permanents par des suppléants. Si vous voyez un moyen de les ajouter dans le cadre du RGD à adopter, nous pensons que ce serait une bonne chose.

2/ Ensuite, la composition de la future Assemblée consultative doit en premier lieu tenir compte des missions dévolues par la loi à l'Assemblée consultative. Elle doit obligatoirement être consultée dans le cadre d'instructions :

- a) pour des faits d'incitation à la haine fondée sur la race, le sexe, l'opinion, la religion ou la nationalité (art. 26bis)
- b) pour des atteintes à la protection des mineurs du fait de la diffusion de programmes de télévision (art. 27ter), de programmes à la demande (art. 28quater) et de programmes de radio (article 28quinquies).
- c) si l'ALIA est saisie (y compris par la voie de autosaisine) d'une plainte fondée sur la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques. L'objet principal de cette législation est de restreindre l'accès – en principe libre – aux représentations cinématographiques lorsque le film «est susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs», et ce notamment «eu égard aux éléments critiques suivants : violence, horreur, sexualité, discrimination raciale, sexuelle, d'opinion, de religion ou de nationalité, incitation à la haine, abus de drogues ou d'alcool, langage impropre, thématiques sensibles dont le suicide et l'éclatement des familles, impact global du film ou des images projetées» (art. 2 de la loi de 2009).

Les matières dans lesquelles l'Assemblée consultative doit obligatoirement être consultées ont donc toutes trait à la protection des mineurs et la protection des minorités. Il semble donc important d'assurer, au sein de l'Assemblée, une représentation appropriée d'organisations actives dans ce domaine.

L'Assemblée consultative est cependant appelée à remplir un rôle consultatif plus large puisqu'elle peut être invitée par le Conseil d'administration à se prononcer sur toute autre question relevant des attributions de l'ALIA. Afin de permettre à l'Assemblée consultative de remplir ce rôle, il convient alors d'assurer, outre les mineurs et les minorités, notamment la représentation en son sein :

- a) des acteurs du secteur des médias électroniques
- b) des acteurs du secteur culturel

La prise en compte du secteur culturel (institutions culturelles) permet de contrebalancer le fait que les acteurs du secteur des médias électroniques sont, dans leur grande majorité, des entreprises commerciales.

c) des consommateurs de médias électroniques et des usagers en général
d) du monde social, éducatif et académique.

Une présence du monde académique, de la recherche et de l'éducation paraît opportune pour diverses raisons.

3/ Pour opérer le choix des organismes représentés, nous nous sommes interrogés sur la question s'il valait mieux prendre en compte des organismes dont l'existence prend appui sur une loi (avec le risque d'une représentation institutionnelle trop forte) ou des organismes issus de l'initiative privée (avec le risque d'un manque d'engagement, d'intérêt ou de disponibilité). Nous n'avons pas de réponse définitive à cette question, sauf une préférence pour les organismes institutionnalisés. La réponse se trouve peut-être dans un panachage approprié des uns et des autres.

4/ Remarques particulières sur certains des organismes proposés

- CLAE et ASTI poursuivent le même objet. Des alternatives institutionnelles seraient l'OLAI et la CET dont l'existence est consacrée par la loi.
- Caritas et Croix rouge poursuivent le même objet. D'autres organismes dans cette matière sont ARCUS et Elisabeth.
- Action familiale et populaire défend des idées philosophiques et politiques très marquées. Il conviendrait pour le moins de contrebalancer sa présence par un organisme militant en sens inverse, tel que Initiative Liewensufank.
- Conférence générale de la jeunesse. C'est un regroupement d'autres organisations, nous nous demandons si cet organisme a une réelle activité.
- Coalition nationale pour les droits de l'enfant. D'après nos renseignements, cet organisme n'a pas de réelle activité. Il ne s'est pas intéressé à la CNP.
- Chambres professionnelles. Nous ne voyons pas directement l'intérêt d'inclure ces trois chambres. Cela risque de conduire, au moins en apparence, à une représentation trop forte du patronat.
- UCL. Il faut lire ULC.
- St Pie. Cet organisme ne montrait pas d'intérêt aux travaux de la CNP. Par ailleurs, il ne se confond pas avec l'UGDA.
- Ligue médico sociale. Cet organisme figure avec la mention « alimentation ». Nous pensons que l'organisme œuvre surtout dans le domaine social et n'est pas le mieux placé pour représenter les problèmes liés à la nutrition.

5/ Nous suggérons encore d'ajouter à la liste :

- pour les mineurs : ORK. Bien que l'ORK ait été sollicité pour désigner un membre du Conseil de l'Autorité, celui-ci y siège à titre personnel. Il nous semble approprié de donner une place institutionnelle à l'Ombudscomité.
- pour le monde des médias : Bee Secure. Cette initiative pourrait y figurer au titre des nouveaux médias, et non pas au titre de la protection des mineurs, afin de ne pas conférer une représentation trop importante à ce volet.
- pour les questions d'alimentation : Association nationale des diététiciens du Luxembourg ou Slow Food Luxembourg pour couvrir le volet alimentaire
- pour le monde éducatif : Association nationale des communautés éducatives et sociales
- pour le monde académique : Université du Luxembourg

- pour le monde culturel : Œuvres Grande-Duchesse Charlotte, Fonds culturel National, Centre national de l'audiovisuel

Pour leur information, je mets les membres de l'Autorité en copie.

Bien à toi

Thierry



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 26 mai 2014

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 mai 2014
2. Demande des organisateurs de la manifestation des étudiants contre le projet de loi 6670 d'organiser une réunion de la Commission à laquelle huit représentants de la manifestation pourraient prendre part et qui serait retransmise sur Chamber TV (cf. courrier électronique du 15 mai 2014)
 - Prise d'une décision par la commission parlementaire
3. 6637 Projet de loi portant approbation
 - des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite
 - des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010
 - Rapporteur : Monsieur Claude Adam
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 6640 Projet de loi portant approbation de
 - du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008
 - Rapportrice: Madame Tess Burton
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
5. Examen du document européen suivant:

COM (2014) 72 : COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS
Politique et gouvernance de l'Internet: le rôle de l'Europe à l'avenir
 - Rapportrice: Madame Diane Aehm

6. Divers

*

Présents: M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Roy Reding, M. Gilles Roth remplaçant M. Serge Wilmes

M. Félix Eischen, M. Justin Turpel, observateurs

Mme Anne Blau, Mme Claudine Kariger, du Service des Médias et des Communications

Mme Francine Cocard, Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés: Mme Taina Bofferding, M. Yves Cruchten, M. Serge Wilmes

*

Présidence: Mme Simone Beissel, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 mai 2014

Le projet de procès-verbal susmentionné est adopté.

2. **Demande des organisateurs de la manifestation des étudiants contre le projet de loi 6670 d'organiser une réunion de la Commission à laquelle huit représentants de la manifestation pourraient prendre part et qui serait retransmise sur Chamber TV (cf. courrier électronique du 15 mai 2014)** **- Prise d'une décision par la Commission**

Mme le Président rappelle que, lors de la réunion du 19 mai 2014 (cf. procès-verbal afférent), la Commission a procédé à un premier échange de vues concernant la demande d'entrevue sous rubrique. Afin que chaque membre ait la possibilité de consulter au préalable son groupe ou sa sensibilité politique, il avait été retenu de reporter à la présente réunion la prise d'une décision.

Considérant qu'il ne serait guère conforme aux lignes de conduite de la Chambre des Députés de n'accueillir, dans le cadre de l'instruction d'un projet de loi, qu'un seul des acteurs concernés, le représentant du groupe politique DP propose d'inviter, à côté de l'«Aktiounskomitee 6670», également des représentants d'autres organisations de la jeunesse qui ont pris position dans ce dossier. Il s'agirait en l'occurrence des principales organisations estudiantines et des organisations politiques de la jeunesse. Une telle entrevue permettrait aux membres de prendre connaissance des réflexions des différents groupes, de sorte que celles-ci pourraient nourrir la suite des débats au sein de la Commission. Comme il s'agirait d'une initiative émanant en toute indépendance de la

Commission parlementaire, il ne serait pas indispensable que M. le Ministre assiste à cet échange de vues. En termes de calendrier, il serait évidemment souhaitable que la réunion ait lieu dans des délais plutôt rapprochés. Elle pourrait éventuellement être prévue pour le jeudi 5 juin 2014, soit au début de l'après-midi si la Chambre des Députés ne se réunit pas ce jour en séance publique, soit à l'issue de la séance publique¹.

Au nom de son groupe, le représentant du groupe politique LSAP se rallie à cette proposition.

Le représentant du groupe politique «déi gréng» y adhère également au nom de son groupe. Il estime que pour garantir l'indépendance du travail parlementaire, il n'est guère de mise de n'entendre qu'un seul groupe concerné par un projet de loi. Or, dans le cas où une Commission se trouve confrontée à un dossier impliquant un réel besoin de discussion, elle devrait pouvoir procéder, à titre exceptionnel, à des échanges de vues avec différents interlocuteurs. Au vu de l'historique du présent dossier, il serait en effet intéressant d'inviter les différentes organisations des jeunes ayant pris position au sujet du projet de loi 6670 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures.

La représentante du groupe politique CSV signale que son groupe est aussi favorable à l'idée d'accueillir les différents acteurs. Elle estime toutefois que la présence de M. le Ministre pourrait avoir dans ce contexte un effet tout à fait bénéfique.

Le représentant de la sensibilité politique «déi Lénk» salue que les autres groupes parlementaires soient disposés à entendre les concernés. Il soulève des questionnements concernant le cadre et le déroulement concret d'une telle réunion. Ainsi, il souhaiterait savoir quelles autres organisations, hormis l'«Aktiounskomitee 6670», ont introduit une demande d'entrevue. N'existe-t-il pas le risque d'un certain dédoublement, dans la mesure où le comité précité regroupe d'ores et déjà plusieurs organisations qui s'étaient en principe mises d'accord pour demander une entrevue commune? Plutôt que d'inviter d'office d'autres organisations, ne serait-il pas préférable d'inciter les groupes qui souhaiteraient intervenir à côté de l'«Aktiounskomitee» à manifester leur intérêt?

En réponse, il est fait valoir que si d'autres organisations n'ont jusqu'à présent pas introduit de demande d'entrevue auprès de la Commission, c'est qu'elles partaient du principe que cela n'est pas conforme à l'usage. Pour cette raison, elles ont eu recours à d'autres voies. D'un point de vue organisationnel, il est incontournable de procéder par invitations officielles. Il est évident qu'une invitation n'équivaut nullement à une obligation de se faire représenter à la réunion.

Quant aux modalités concrètes, il serait envisageable d'inviter deux représentants par groupe. Cela n'empêche nullement que plusieurs organisations puissent défendre une position commune, si elles le souhaitent. Il est évident qu'il appartient à la Commission de fixer le cadre du déroulement de la réunion, mais il sera évidemment veillé à écouter tous les acteurs qui souhaitent s'exprimer et à accorder à chacun d'entre eux un temps de parole adéquat.

Un membre du groupe politique CSV fait valoir que pour permettre aux membres de la Commission de se préparer convenablement à cette entrevue et pour assurer un déroulement structuré des débats, il serait primordial que les différents interlocuteurs introduisent au préalable une prise de position qui récapitule leurs revendications en la matière.

¹ La réunion a été finalement fixée au 3 juin 2014, à 16 heures.

Dans ce contexte, il est constaté que l'«Aktiounskomitee 6670» a d'ores et déjà fait parvenir aux députés un avis substantiel concernant le projet de loi éponyme. L'on pourra toutefois suggérer à tous les acteurs visés de mettre préalablement à la disposition des membres un bref *topo* exposant leur position respective, sans qu'il soit indiqué d'en faire une obligation.

Un autre membre du groupe politique CSV soulève la question de l'opportunité d'inviter des représentants des organisations politiques de la jeunesse. N'est-il pas plutôt d'usage de se limiter à des acteurs du domaine ou du secteur concerné par le dossier, donc, dans le cas présent, aux représentants des étudiants? Il ne faut pas perdre de vue que le monde politique est de toute façon représenté à la Chambre des Députés, d'autant que les organisations politiques de la jeunesse ont toujours la possibilité de contacter leur parti mère respectif pour transmettre des messages. Il existe en effet le risque que ces organisations, qui sont nombreuses, finissent par accaparer une part trop importante de l'entrevue. Le représentant de la sensibilité politique «déi Lénk» se rallie à ces mises en garde.

Après un échange de vues, il est retenu d'inviter en principe des représentants de l'«Aktiounskomitee 6670», des principales organisations estudiantines (ACEL (Association des cercles d'étudiants luxembourgeois), UNEL (Union nationale des étudiants du Luxembourg) et LUS (Luxembourg University Students' Organisation)), ainsi que, le cas échéant, des organisations politiques de la jeunesse (CSJ, JS, JDL, déi jonk gréng, ADRenalin, Jonk Lénk), étant entendu que la question de l'opportunité d'y associer les organisations politiques de la jeunesse sera soumise à l'appréciation de la Conférence des Présidents.

Quant à la question d'une éventuelle transmission en direct de la réunion en question par la chaîne télévisée de la Chambre des Députés, le représentant de la sensibilité politique «déi Lénk» signale qu'il y est favorable. Rappelant que le Règlement de la Chambre des Députés prévoit que, sur demande d'une commission, la Conférence des Présidents peut décider d'une telle transmission, l'orateur propose de s'engager dans cette voie.

En réaction, il est souligné que dans le présent cas, il s'agit d'une réunion de commission régulière, s'inscrivant dans le cadre de l'instruction d'un projet de loi, de sorte que la question de la publicité ne se pose guère. En termes de procédure, conformément à la ligne de conduite retenue en 2011, l'invitation des représentants des organisations visées est soumise à l'accord préalable de la Conférence des Présidents, dans la mesure où il ne s'agit pas d'instances faisant partie intégrante de la procédure législative ou étant habilitées de par la loi à donner des avis sur des textes législatifs.

Le représentant de la sensibilité politique «déi Lénk» plaide en outre pour publier sous forme de document parlementaire l'avis de l'«Aktiounskomitee 6670» concernant le projet de loi en question.

A ce sujet, il est fait valoir qu'il serait éventuellement plus adéquat d'intégrer des éléments du procès-verbal de la réunion visée dans le rapport final de la Commission, d'autant que les interlocuteurs ne présenteront sans doute pas tous un avis écrit.

Il convient aussi de souligner que jusqu'à présent, l'avis précité de l'«Aktiounskomitee 6670» n'a pas été introduit par la voie officielle à la Chambre des Députés.

3. 6637 Projet de loi portant approbation
- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010

Le projet de loi porte approbation d'amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre et du 22 octobre 2010. Les modifications concernent la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (UIT) telles qu'elles ont été amendées depuis leur signature. Le projet concerne aussi les réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de 2006 et de 2010.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'Union. Les Conférences ont lieu tous les quatre ans. Elle adopte notamment les plans stratégique et financier et apporte, si nécessaire, des modifications aux textes de base et de régulation.

Le projet de loi 6637 propose l'approbation des modifications concernant la méthode de travail de l'UIT. L'Union a notamment décidé de s'ouvrir davantage à la société civile, au secteur privé et au monde académique.

Une autre modification touche le système des contributions en vue de le rendre plus flexible en faveur des Etats membres et les membres des secteurs participant aux travaux de l'UIT.

Le détail des modifications figure au commentaire des articles joint au projet de loi 6637 déposé par le gouvernement.

Dans son avis du 6 mai, le Conseil d'Etat propose une modification d'ordre rédactionnel au niveau de l'intitulé:

„Projet de loi portant approbation

– des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

– des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara“.

Dans le même ordre d'idées, la même modification s'impose à l'endroit de l'article unique du projet de loi.

La commission parlementaire se rallie à la proposition de la Haute Corporation.

Le projet de rapport sera prêt après la Pentecôte.

4. 6640 Projet de loi portant approbation de
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

Le projet de loi a pour objet l'approbation

- 1) du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - 2) du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postal Universelle ainsi que
 - 3) des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
- signés lors du 24e Congrès de l'Union Postale Universelle tenu à Genève du 23 juillet au 12 août 2008. Cent quatre-vingts pays membres de l'Union Postale Universelle (ci-après UPU) ont été représentés à ce Congrès.

D'après l'exposé des motifs et sur le plan stratégique, le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir, et s'est fixé comme objectif de développer davantage les services postaux en se servant des nouvelles technologies. La stratégie postale de Nairobi (2009-2012), formellement adoptée par le Congrès de 2008, servira d'instrument de navigation pour atteindre cet objectif.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques ainsi que d'élargir l'EMS („express mail service“) par de nouveaux services.

D'autres décisions importantes concernaient la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs orientés sur les coûts.

Par ailleurs, le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'UPU afin de permettre de combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en œuvre des stratégies décidées.

Par ailleurs, il a remplacé un certain nombre de définitions pour les adapter aux réalités de la libéralisation dans le secteur postal.

Le détail des décisions adoptées lors du 24e Congrès Postal Universel se trouve dans le document parlementaire 6640-0. La représentante du Ministère informe qu'une refonte des textes est en élaboration.

Dans son avis du 6 mai 2014, le Conseil d'Etat a fait connaître son approbation de principe quant au texte.

A l'instar de l'avis de la Chambre de commerce, le Conseil d'Etat suggère de modifier l'intitulé dudit projet de loi comme suit:

„Projet de loi portant approbation

- du Huitième protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008“.

La même adaptation s'impose au niveau de l'article unique du projet de loi.

La commission parlementaire donne son approbation.

Suite à une question de Mme la Rapportrice concernant l'approbation des décisions éventuelles prises lors du 25^e Congrès de 2012, la représentante du Service des Médias et des Communications du Ministère d'Etat signale que le Conseil d'Etat favorise une approbation "une après l'autre" des textes pour assurer qu'ainsi toutes les modifications font l'objet d'une approbation formelle par la loi nationale.

En réponse à une question de la représentante du groupe CSV, il est rappelé que la Poste n'est pas tributaire de l'adoption formelle du projet de loi. Elle doit d'ores et déjà respecter les obligations internationales découlant des textes internationaux. La contribution financière du Luxembourg auprès de l'UPU correspond à une unité contributive que le Grand-Duché détient auprès de l'UPU. En 2013 cette somme s'est élevée à 34543,50 euros.

Le projet de rapport sera présenté après la Pentecôte.

5. Examen du document européen suivant :

COM (2014) 72 : COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS
Politique et gouvernance de l'Internet: le rôle de l'Europe à l'avenir
- Rapportrice: Madame Diane Aehm

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

Mme la Rapportrice présente le contenu de cette communication.

Au vu du potentiel économique d'Internet, la Commission européenne souligne l'importance d'un Internet fiable et sûr, libre d'accès, sans restrictions ou ralentissement des flux. En présence d'un effritement des consommateurs et utilisateurs dans les réseaux, et pour préserver les avantages du web, elle propose des mesures en vue de la mise en place d'une gouvernance durable de l'internet, qui associe toutes les parties prenantes.

La gouvernance de l'internet est généralement définie comme «l'élaboration et l'application par les États, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'internet». La Commission craint l'apparition de nouvelles structures de gouvernance régionales et nationales susceptibles d'entraîner un morcellement de l'internet.

Depuis plus de deux ans, la Commission européenne prône une approche résumée par l'acronyme **COMPACT**: envisager l'internet comme un espace Civiquement responsable, Organisé comme un ensemble unifié régi par une approche Multipartenaire, visant à

Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, fondé sur une Architecture qui inspire Confiance et facilite l'établissement d'une gouvernance Transparente, pour l'infrastructure sous-jacente de l'internet comme pour les services fournis par son intermédiaire. Elle plaide pour une vision européenne commune selon un modèle multipartenaire et coopératif.

La Commission propose d'adopter des mesures concrètes, à savoir:

- de fixer un calendrier précis pour la mondialisation des fonctions de l'ICANN et de l'IANA,
- de renforcer le forum mondial sur la gouvernance de l'Internet,
- de mettre en place l'Observatoire mondial de la politique de l'Internet, une plateforme en ligne qui favorisera la transparence des politiques liées à l'Internet,
- de procéder à un examen des conflits entre lois ou juridictions nationales afin de chercher d'éventuelles solutions,
- de prendre l'engagement permanent de renforcer la transparence et le rôle intégrateur des processus multipartenaires et de leurs acteurs tout en accroissant la responsabilisation,
- de s'engager à créer un ensemble de principes de gouvernance de l'Internet qui préserve le caractère ouvert et non morcelé du réseau,
- de s'engager à mondialiser les principaux processus de prise de décision (par exemple, la coordination des noms de domaine et des adresses IP) pour préserver la stabilité, la sécurité et la résilience de l'Internet.

La représentante du Service des Médias du Ministère d'Etat ajoute que la Communication représente le plus récent papier de position de la Commission européenne sur le rôle de l'EU dans la gouvernance de l'internet à l'avenir.

La Communication en question sert de prise de position EU, complémentaire aux éventuelles prises de position des Etats membres.

La représentante du SMC explique que l'ICANN (société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet) est en train d'accroître son indépendance, en projetant de transférer le contrat pour le management de la racine internet qui le liait jusqu'ici au Gouvernement US, à la communauté internet. Le Luxembourg est représenté au Comité consultatif des gouvernements de l'ICANN par le SMC.

Il est précisé que fin avril l'Union européenne a été présente à la Conférence NETmundial sur la gouvernance future d'internet à Sao Paulo au Brésil. La communication que les députés viennent d'analyser a fait partie des contributions des représentants européens (Commission EU) aux discussions sur la gouvernance mondiale d'Internet. Des prises de position des pays-membres de l'Union ne sont pas nécessairement requises.

Parallèlement à l'approche européenne de la Commission, il appartient aux Etats membres de l'Union de prendre des mesures au niveau national. ICANN (société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet) est en train d'accroître son indépendance. Le Luxembourg est représenté au conseil d'administration de l'ICANN.

Il est précisé que fin avril l'Union européenne a été présente à la Conférence NETmundial sur la gouvernance future d'internet à Sao Paulo au Brésil. La communication que les députés viennent d'analyser a fait partie des contributions des représentants européens aux discussions sur la gouvernance mondiale d'Internet. Des prises de position des pays-membres de l'Union ne sont pas nécessairement requises.

Discussion

Le représentant du DP estime qu'il n'est pas nécessaire de communiquer un avis à la Commission européenne.

La représentante du CSV s'exprime en faveur d'un débat en séance publique.

Le représentant de déi Lénk souhaiterait qu'une discussion ait lieu sur le droit à l'oubli, le droit d'accès et de gestion des données personnelles et d'autres aspects touchant la protection de la vie privée.

Mme le Président rappelle que la commission parlementaire est toujours en attente de réponses et précisions portant sur les volets mentionnés. La commission pourrait, le moment venu, revenir à la gouvernance d'Internet.

6. Divers

a) La prochaine réunion de la Commission aura lieu le **lundi 2 juin 2014, à 10.30 heures**.

Mme le Président informe que lors de cette réunion, qui sera essentiellement consacrée à une présentation proposée par Mme Monique Kieffer, directrice de la Bibliothèque nationale de Luxembourg.

b) Amendement concernant le projet de loi 6535

Mme le Président informe que les membres se verront soumettre une nouvelle proposition d'amendement concernant le projet de loi 6535 (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) au cours de la prochaine réunion prévue pour le 2 juin (voir le document parlementaire 6535-9).

c) Proposition des groupes parlementaires concernant la composition de l'assemblée consultative auprès de l'ALIA

- Mme le Président rappelle que les groupes parlementaires sont invités à se prononcer sur la **composition de l'assemblée consultative de l'ALIA** (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) (cf. procès-verbal de la réunion du 12 mai 2014), sur base de prises de positions émises par les groupes parlementaires et partis représentés à la Chambre des Députés et sur base des réflexions transmises par les deux courriers électroniques du 6 et du 15 mai 2014. Les groupes sont priés d'introduire leurs avis au plus tard pour le 16 juin 2014.

d) Dépôt des amendements gouvernementaux concernant le projet de loi 6670

- Suite à une question afférente de la part de la représentante du groupe politique CSV, Mme le Président informe qu'après avoir approuvé en principe, dans sa séance du 14 mai 2014, les adaptations à apporter au **projet de loi 6670** concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, le Conseil de Gouvernement a adopté les amendements y relatifs le 23 mai 2014. Le dépôt de ces **amendements gouvernementaux** à la Chambre des Députés devrait donc être imminent.

- e) Publicité des discussions en réunion

D'un point de vue plus général, le représentant du groupe politique DP rappelle que les **réunions des Commissions parlementaires ne sont pas publiques**. Par conséquent, il

n'est pas convenable de divulguer textuellement dans les médias des affirmations que l'un ou l'autre membre a formulées au cours d'une telle réunion. Constatant que ce principe n'a pas été respecté après la réunion du 19 mai 2014 de la présente Commission, l'orateur en appelle à la déontologie des députés.

*

Luxembourg, le 20 juin 2014

La Secrétaire,
Francine Cocard

Le Président,
Simone Beissel

Le Secrétaire-administrateur,
Christiane Huberty



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CH/vg

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 19 mai 2014

ORDRE DU JOUR :

1. 6670 Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures
 - Explications de M. le Ministre concernant des amendements à prévoir
 - Question de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'affaire « C-347/12 » sur les dispositions « anti-cumul » prévues dans le projet de loi sous rubrique (demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV du 14 mai 2014)
2. 6535 Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel
 - Rapporteur : Madame Simone Beissel
 - Présentation et adoption de deux amendements parlementaires
3. 6637 Projet de loi portant approbation
 - des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite
 - des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010
 - Rapporteur : Monsieur Claude Adam
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 6640 Projet de loi portant approbation de
 - du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008
- Rapporteuse : Madame Tess Burton
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

5. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser remplaçant M. Roy Reding, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Gilles Roth remplaçant M. Serge Wilmes
M. Gilles Baum, M. Justin Turpel, observateurs

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
M. Marc Hansen, Secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
Mme Anne Blau, du Service des Médias et des Communications
M. Léon Diederich, M. Jerry Lenert, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Mme Christiane Huberty, Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Taina Bofferding, M. Roy Reding, M. Serge Wilmes

*

Présidence : Mme Simone Beissel, Président de la Commission

*

1. 6670 Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures
- Explications de M. le Ministre concernant des amendements à prévoir
- Question de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'affaire « C-347/12 » sur les dispositions « anti-cumul » prévues dans le projet de loi sous rubrique (demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV du 14 mai 2014)

- **Explications de M. le Ministre**

- Adaptations proposées par le Gouvernement

M. le Ministre présente les adaptations que le Gouvernement propose d'apporter au projet de loi sous rubrique, suite à des échanges de vues avec différents acteurs concernés (cf.

ACEL, organisations politiques de la jeunesse). L'orateur précise que jusqu'à présent, le dialogue n'a pas pu s'établir avec les organisateurs de la manifestation étudiante, regroupés en un « Streikcomité » qui se désigne entre-temps d'« Aktiounscomité ». En effet, le Gouvernement n'étant pas disposé à mener des négociations sur la place publique, il n'a pas pu accepter la condition formulée par le comité, en vertu de laquelle l'entrevue avec M. le Ministre devrait être enregistrée. Ce dernier souligne qu'il est toujours prêt à rencontrer les représentants du comité précité, étant entendu que suite à l'adoption des présents amendements, la marge de manœuvre en vue d'autres modifications est plutôt réduite.

Les adaptations prévues se présentent comme suit :

- Le montant maximum de la bourse sociale passe de 2.500 euros à 3.000 euros. En même temps, l'échelonnement des sous-catégories en fonction du revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien est revu, afin d'en assurer une progression plus régulière. Il s'agit notamment d'éviter que la différence entre le montant auquel a droit l'étudiant si le revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien est compris entre une fois et une fois et demie le salaire social minimum pour non-qualifiés, d'une part, et celui auquel a droit l'étudiant si ce revenu est compris entre une fois et demie et deux fois le salaire social minimum pour non-qualifiés, d'autre part, soit de 1.000 euros, comme le prévoyait le projet initial.

- Le prêt de base de l'étudiant qui ne bénéficie pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré d'un prêt supplémentaire équivalant au montant de la bourse sociale pour lequel l'étudiant n'est pas éligible. En d'autres termes, le prêt de base, qui est de 6.500 euros par année académique, peut être majoré d'un montant maximal de 3.000 euros duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordé à l'étudiant en question.

Cette disposition est censée garantir notamment l'autonomie des étudiants dont les parents ont certes les moyens nécessaires, mais ne sont pas prêts à satisfaire à leur obligation légale d'entretien.

Les frais additionnels de cette mesure sont difficiles à évaluer. Ils sont tributaires de l'évolution du taux d'intérêt prêteur, ainsi que de la proportion des étudiants qui ne remboursent pas leur prêt au terme de leurs études. Etant donné que le taux d'intérêt prêteur est actuellement faible et que jusqu'à présent, les cas des personnes qui ne remboursent pas leur prêt sont plutôt rares, il est à prévoir que les frais supplémentaires qui découleront de cette disposition seront limités. Dans l'hypothèse où chaque étudiant profiterait du prêt supplémentaire, le montant annuel total de ce dernier s'élèverait à quelque 36 millions d'euros. Il viendrait s'ajouter aux 162,5 millions d'euros correspondant au montant annuel total des prêts de base accordés (cf. fiche financière accompagnant le projet de loi initial).

A préciser toutefois qu'à l'instar de ce qui vaut pour le prêt de base, l'étudiant n'est nullement obligé de solliciter le prêt supplémentaire. L'expérience montre qu'en règle générale, le nombre de prêts contractés est inférieur au nombre de prêts accordés.

- Conformément à une revendication récurrente, le nombre d'enfants qui poursuivent des études supérieures dans une famille sera dorénavant pris en considération. Dans cette optique est introduite une bourse familiale qui est accessible à l'étudiant ayant un ou plusieurs frères ou sœurs tombant sous le champ d'application du présent projet de loi. Le montant accordé par année académique et par enfant étudiant est de 500 euros.

- Dans le cas où l'étudiant a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de ce cycle d'études, il a la possibilité, au niveau du deuxième cycle, de se voir attribuer les aides financières pendant une année supplémentaire à la durée officiellement prévue.

En relation avec la bourse de mobilité, M. le Ministre précise qu'il n'est nullement prévu d'accorder cette aide également aux étudiants qui, souvent sans motif objectif, quittent le foyer familial, tout en faisant des études dans leur Etat de résidence. Afin de tenir compte du fait que certains étudiants sont toutefois amenés à quitter le foyer familial pour éviter de longs trajets ou pour disposer d'un endroit propice aux études, le Gouvernement poursuivra ses efforts en vue de favoriser la création de suffisamment de logements pour étudiants au Luxembourg. Il sera tout particulièrement veillé à ce que ces logements soient également accessibles à des étudiants résidents. Ces efforts seront prochainement documentés.

En définitive, plutôt que d'augmenter de manière indifférenciée le montant de la bourse de base, le Gouvernement a privilégié une approche favorable aux familles à faibles revenus ou ayant au moins deux enfants à charge qui poursuivent des études supérieures. En vertu des adaptations préconisées, le montant maximum (bourse et prêt confondus) dont peut disposer l'étudiant peut atteindre, le cas échéant, 14.000 euros par année académique, soit 1.000 euros de plus que dans le système actuellement en vigueur, en dehors des majorations pour frais d'inscription et pour situation grave et exceptionnelle.

Les adaptations prévues s'inscrivent parfaitement dans la logique du texte initial, tout en y apportant des améliorations ponctuelles. Il s'agit encore et toujours d'assurer l'autonomie de l'étudiant et de lui permettre de poursuivre les études supérieures de son choix. Par ailleurs, la mobilité internationale est encouragée. En même temps, il est tâché de faire intervenir une certaine sélectivité sociale et de prendre en compte les besoins réels de l'étudiant.

Il est vrai que la nouvelle bourse familiale n'est pas fondée sur des critères sociaux. De fait, la sélectivité sociale est censée être couverte par le biais de la bourse sociale.

Compte tenu des modifications préconisées, les frais annuels du nouveau régime présidant à l'attribution des bourses s'élèveront à quelque 125 millions d'euros, soit à environ 16 millions d'euros supplémentaires par rapport au montant avancé dans la fiche financière accompagnant le projet de loi initial.

M. le Ministre admet que, comme le fait observer la Chambre des Salariés dans son avis du 24 avril 2014, les estimations des dépenses pour les bourses sociales destinées aux étudiants résidents sont peut-être légèrement surévaluées dans la fiche financière accompagnant le projet initial. Il semble en effet que la proportion d'étudiants issus de ménages à faibles revenus et ayant donc droit à une bourse sociale substantielle ait été surestimée. Il est toutefois difficile de faire des calculs plus précis sur base des chiffres disponibles. Pour cette raison, la même observation vaut sans doute pour le montant précité de 125 millions d'euros.

- Question de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'affaire « C-347/12 » sur les dispositions anti-cumul prévues dans le projet de loi sous rubrique (demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV du 14 mai 2014)

Par lettre du 14 mai 2014 (cf. annexe 1), le groupe politique CSV a demandé de mettre également à l'ordre du jour la question de l'impact que pourrait avoir l'arrêt rendu le 8 mai 2014 par la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'affaire « C-347/12 » sur les dispositions anti-cumul prévues par le projet de loi sous rubrique.

Dans cet arrêt, la CJUE retient que les prestations pour congé parental ou « Elterngeld » perçues en Allemagne ne sauraient être prises en compte pour le calcul du complément différentiel versé par la Caisse nationale des prestations familiales luxembourgeoise (CNPF) à un travailleur frontalier. Il se trouve en effet que l'« Elterngeld » prévu par la législation allemande n'est pas de même nature que les allocations familiales prévues par la législation luxembourgeoise.

Il se pose ainsi la question de savoir si cet arrêt ne risque pas de mettre en cause certaines dispositions de l'article 9 du présent projet de loi. Selon les points a) et b) de cet article, l'aide financière pour études supérieures n'est pas cumulable avec « les aides financières

pour études supérieures et autres aides équivalentes attribuées et versées dans l'Etat de la résidence de l'étudiant » (point a)), de même qu'avec « tout avantage financier découlant du fait que le demandeur est un étudiant au sens de la présente loi » (point b)).

M. le Ministre informe que cette formulation a été vérifiée d'un point de vue juridique. Sous réserve de l'évolution future de la jurisprudence européenne, évolution difficile à prévoir, les dispositions anti-cumul prévues sont parfaitement défendables à ce stade. Il ne faut pas oublier que, d'un point de vue historique, le principe d'une bourse de base accessible à chaque étudiant a été introduit en 2010 afin de compenser la suppression des allocations familiales pour les enfants majeurs poursuivant des études supérieures. Dans cette optique, l'aide financière pour études supérieures présente un certain lien avec les prestations familiales. Il semble donc justifié de prendre en considération, pour la détermination de l'anti-cumul, aussi bien les aides directes pour études supérieures que tout autre avantage financier qui est dû en raison d'une inscription à un établissement d'enseignement supérieur (cf. allocations familiales).

- **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

- D'un point de vue procédural, il est précisé que, lors de sa séance du 14 mai 2014, le Gouvernement en conseil a approuvé en principe les adaptations qu'il est proposé d'apporter au projet de loi sous rubrique. L'adoption du texte même des amendements figurera à l'ordre du jour du prochain Conseil de Gouvernement. Une fois approuvés par le Gouvernement, les amendements seront mis à la disposition des membres de la Commission.

- Suite à un questionnement afférent, il est confirmé que le montant de la bourse sur critères sociaux est déterminé sur base du revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien de l'étudiant. En principe, il est prévu de se fonder à cet effet sur la déclaration d'impôt sur le revenu, étant donné que les ménages sont bel et bien dans l'obligation de déclarer l'ensemble de leur revenu. Dans le cas des personnes qui ne sont pas obligées de déposer une déclaration d'impôt sur le revenu, il est envisagé de se fonder sur le salaire pour déterminer le montant de la bourse sociale.

A noter que le revenu dont disposeraient d'autres personnes composant le ménage n'est pas pris en considération dans ce contexte ; c'est uniquement le revenu total de la ou des personnes ayant l'obligation d'entretien de l'étudiant qui compte.

A ce sujet, le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » observe que la fortune des personnes en charge n'entre pas en ligne de compte, ce qui risque de donner lieu à certaines déformations.

Etant donné qu'il existe un décalage dans le temps entre le moment où l'aide financière devrait être versée à l'étudiant et l'introduction de la déclaration d'impôt sur le revenu concernant la même période, il faudra, le cas échéant, opérer rétrospectivement les ajustements qui s'imposent dans le cas où la situation de revenu des personnes ayant l'obligation d'entretien aurait changé de manière significative. En aucun cas, il ne saurait être question de retarder pour cette raison le versement de la bourse.

Les modalités précises seront déterminées par règlement grand-ducal. M. le Ministre propose de présenter à la Commission un projet afférent dès qu'il sera disponible.

Comme il est encore ajouté que la même procédure devra aussi être appliquée pour déterminer le revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien des étudiants non résidents, la représentante du groupe politique CSV estime qu'il sera difficile d'obtenir toutes ces données. Le représentant de la sensibilité politique ADR se demande dans quelle mesure les autorités luxembourgeoises pourront contrôler l'exactitude des informations fournies par les non-résidents.

- Prenant acte du fait que les données statistiques figurant dans le projet de loi initial et relatives à la répartition des bénéficiaires potentiels de la bourse sociale entre les différentes catégories de revenu sont fondées sur les chiffres fournis par l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale), le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » fait valoir qu'il serait primordial pour les responsables gouvernementaux de chercher à se doter d'une méthodologie qui permette de s'approcher davantage des chiffres réels, c'est-à-dire du nombre d'étudiants provenant des différentes catégories de revenu. Il ne faut pas oublier non plus que l'analyse de l'écart entre le nombre total d'enfants ayant l'âge de faire des études supérieures que l'on répertorie dans les différentes catégories de revenu des personnes ayant l'obligation d'entretien, d'une part, et le nombre d'enfants issus des différentes catégories qui font effectivement de telles études, d'autre part, peut être révélatrice d'un point de vue socioéconomique.

De façon plus globale, au-delà du présent projet de loi, il serait utile de disposer d'une étude sur les frais réels qui attendent les étudiants dans les différents pays et villes. Il serait aussi intéressant d'analyser l'impact du facteur socioéconomique sur le choix du lieu d'études et de la ou des matières étudiées. L'intervenant rappelle dans ce contexte que, lors de la réunion de la Commission du 3 mars 2014, il a attiré l'attention sur le fait qu'un nombre croissant de personnes éprouvent des difficultés à rembourser le prêt qui leur a été accordé dans le cadre de l'aide financière pour études supérieures. Cette donnée est liée au fait que les salaires des universitaires sont de nos jours souvent moins élevés que par le passé. Il s'agit d'une problématique qui devrait également être prise en compte.

En attendant la réalisation des études nécessaires, l'orateur recommande de se fonder sur les données afférentes qui ont été rassemblées par le comité d'action précité.

En réaction, M. le Ministre regrette que, compte tenu de la nécessité de réformer dans les meilleurs délais le régime d'aide financière pour études supérieures suite à l'arrêt de la CJUE du 20 juin 2013, il n'ait pas été possible de faire réaliser au préalable des analyses approfondies portant sur les sujets évoqués par l'intervenant. Il est toutefois résolu à initier des études consacrées à la multiplicité des aspects qui marquent la situation des étudiants d'aujourd'hui. Il serait en effet souhaitable que les résultats de ces travaux soient disponibles au moment où sera révisé le présent projet de loi, après quelques années de fonctionnement.

Le représentant de la sensibilité politique ADR met en garde devant une collecte démesurée de données. Il est d'avis qu'il n'appartient guère à l'Etat de faire des analyses sur le lien entre le nombre de jeunes qui font des études supérieures et la catégorie de revenu de leurs parents. De telles investigations risquent de constituer une atteinte à la sphère privée.

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » défend le point de vue que le montant de la bourse de base devrait plus ou moins correspondre à la somme des allocations familiales abolies en 2010 pour tout enfant au-delà de 18 ans qui n'est pas inscrit dans un cycle de l'enseignement secondaire ou secondaire technique. A titre indicatif, ce montant s'élèverait aujourd'hui à 3.893 euros pour les familles ayant un enfant à charge et à 4.391 euros pour les familles ayant deux enfants à charge. De cette façon serait aussi établie l'égalité avec les montants alloués pour les enfants majeurs qui fréquentent encore l'enseignement secondaire ou secondaire technique. Dans le cas des enfants étudiants viendraient s'y ajouter, le cas échéant, la bourse de mobilité et la bourse sur critères sociaux. Il est vrai que la nouvelle bourse familiale pallie à peu près la différence entre les anciennes allocations familiales accordées respectivement aux familles avec un ou deux enfants à charge. Mais cela ne vaut guère pour les ménages ayant plus de deux enfants à charge, dans la mesure où, dans l'ancien système, le montant des allocations familiales augmentait progressivement en fonction du nombre d'enfants, tandis que la bourse familiale préconisée dans le cadre des amendements gouvernementaux table sur le montant fixe de 500 euros par enfant étudiant.

M. le Ministre estime que la bourse de base prévue est bel et bien censée pallier la suppression des allocations familiales décidée en 2010. C'est pour cette raison qu'elle est accordée à chaque demandeur remplissant les conditions générales, sans que d'autres critères entrent en jeu. Il n'est cependant pas évident d'aboutir dans tous les cas à une équivalence quasi parfaite par rapport au montant des allocations familiales, lequel variait en fonction de plusieurs facteurs. En outre, il ne faut pas perdre de vue que, dans l'hypothèse où la bourse de base serait par exemple fixée à 4.500 euros par année académique et que les montants des autres bourses resteraient inchangés, cela engendrerait des coûts annuels supplémentaires de quelque 50 millions d'euros. Au vu de la situation budgétaire actuelle, les autres bourses devraient inévitablement être revues à la baisse.

Or, serait-il opportun de réduire le montant de la bourse de mobilité, alors que d'aucuns font d'ores et déjà valoir qu'il n'est pas adapté aux loyers actuels ? Faudrait-il renoncer à faire intervenir une véritable sélectivité sociale et donc à accorder des bourses sociales plus substantielles aux étudiants issus de milieux moins favorisés ?

Comme signalé ci-dessus, le Gouvernement a choisi d'introduire une certaine sélectivité sociale et de tenir compte des besoins réels des étudiants, plutôt que d'accorder de façon indifférenciée des bourses de base importantes à tous les étudiants. C'est précisément dans cette optique que s'inscrivent les présents amendements gouvernementaux.

Au demeurant, d'un point de vue méthodologique, il semble problématique de comparer le montant des allocations familiales accordées jusqu'en 2010 avec la seule bourse de base. Si déjà l'on veut établir une telle comparaison, alors il convient de confronter les allocations familiales, les bourses et les prêts alloués avant la réforme de 2010 avec l'ensemble des bourses et des prêts prévus par le nouveau système.

Enfin, il ne faut pas oublier que le Gouvernement prévoit aussi d'introduire une politique plus sélective en matière d'allocations familiales.

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » donne encore à penser que le fait de lier l'attribution de la bourse de mobilité non seulement à la condition selon laquelle l'étudiant est tenu de faire état de frais de location, mais aussi à une obligation de poursuivre des études en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie, risque d'être considéré comme discriminatoire.

M. le Ministre concède que, comme il ressort d'ailleurs des estimations avancées dans la fiche financière initiale, les étudiants résidents sont effectivement susceptibles de profiter dans une plus grande mesure de la bourse de mobilité que les étudiants enfants de travailleurs frontaliers. Cette réalité tient à l'exiguïté du pays qui ne dispose que d'une seule université, si bien que, dans bon nombre de cas, les étudiants sont quasiment forcés de poursuivre leurs études à l'étranger. De plus, il est une constante de la politique luxembourgeoise de l'enseignement supérieur d'encourager les étudiants résidents à faire leurs études dans un autre pays. De fait, les expériences ainsi gagnées sont susceptibles de constituer un enrichissement non seulement pour l'individu mais aussi pour la société et l'Etat luxembourgeois.

D'un autre côté, il semble tout aussi évident qu'en général, les étudiants enfants de travailleurs frontaliers pourront profiter davantage de la bourse sociale que les étudiants résidents. Ce fait serait-il alors aussi à récuser ?

En définitive, le système prévu ne saurait être qualifié de discriminatoire, dans la mesure où les conditions présidant à l'éligibilité sont exactement les mêmes pour tous les demandeurs.

Comme il a été exposé ci-dessus, M. le Ministre ne juge par ailleurs pas opportun que l'Etat aide financièrement les étudiants résidents qui souhaitent simplement quitter le foyer familial, sans qu'il existe un besoin objectif. Il lui semble par contre primordial de garantir que les logements étudiants soient également accessibles à des résidents qui se trouvent dans l'impossibilité objective de rester dans le foyer familial (cf. trajet très long, manque de place et/ou de calme dans le foyer familial).

Dans ce contexte, le représentant de la sensibilité politique ADR se demande selon quels critères l'Etat entend vérifier si un étudiant ne dispose pas d'assez de place et/ou de calme à la maison.

En réaction à cette intervention, M. le Ministre tient à préciser qu'il ne saurait être question de réserver l'accès à des logements étudiants aux seuls résidents qui n'ont pas assez de place ou de calme dans le foyer familial. Il s'agit plutôt de veiller à ce que ces logements soient accessibles à tous les étudiants résidents intéressés. Il est toutefois évident qu'un étudiant qui jouit de bonnes conditions dans son foyer familial est peut-être moins motivé à prendre en location un tel logement.

- Il a été retenu ci-dessus que l'étudiant qui a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue a la possibilité, au niveau du deuxième cycle, de se voir attribuer les aides financières pendant une année supplémentaire à la durée officiellement prévue. A ce sujet, le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » se demande si, surtout au niveau du deuxième cycle, il est toujours indiqué de faire peser une certaine pression sur l'étudiant pour l'amener à terminer ses études dans des délais rapprochés.

- La représentante du groupe politique CSV soulève un certain nombre d'interrogations relatives aux dispositions anti-cumul prévues par le présent projet de loi. De l'échange de vues relatif à cette problématique, il convient de retenir ce qui suit :

- L'oratrice constate qu'en vertu de l'arrêt précité du 8 mai 2014 de la CJUE, des prestations sont à considérer comme étant de même nature lorsque leur objet et leur finalité, ainsi que leur base de calcul, leurs conditions d'octroi et leurs bénéficiaires sont identiques. S'il est évident que les aides visées sous le point a) de l'article 9 du projet de loi (« les aides financières pour études supérieures et autres aides équivalentes attribuées et versées dans l'Etat de la résidence de l'étudiant ») sont de même nature que l'aide financière pour études supérieures luxembourgeoise, il reste douteux, selon la représentante du groupe politique CSV, que les aides auxquelles fait allusion le point b) – on n'a qu'à penser aux allocations familiales – cadrent effectivement avec les critères énumérés ci-dessus.

- Suite à une question afférente, il est confirmé qu'il sera établi une liste regroupant toutes les aides étrangères qui sont susceptibles d'entrer en ligne de compte dans le cadre des présentes dispositions anti-cumul.

Ne sont pas prises en considération dans le cadre des dispositions anti-cumul les bourses Erasmus, ainsi que d'éventuelles bourses spéciales attribuées aux étudiants sur base du mérite.

Est pris en compte le revenu régulier de l'étudiant découlant directement d'un contrat « d'apprentissage » conclu dans le cadre de ses études et en faisant partie intégrante. N'est pas pris en compte le revenu découlant d'un travail étudiant ou l'indemnité de stage que l'étudiant pourrait percevoir lors d'un stage obligatoire.

- A préciser encore que les demandes des étudiants non résidents ne sont recevables que du moment où elles sont dûment accompagnées des certificats émis par les autorités compétentes, prouvant, d'une part, que l'étudiant a effectivement demandé les aides en question dans son Etat de résidence et indiquant, d'autre part, le montant des aides et autres avantages financiers auxquels il peut avoir droit de la part des autorités de l'Etat de résidence. Ce montant est déduit du montant total auquel aurait droit le demandeur de la part des autorités luxembourgeoises.

- Il est vrai que les autorités luxembourgeoises ont dû mener des discussions intenses avec les autorités allemandes compétentes pour l'attribution de l'aide dite « BAföG » (*Bundesausbildungsförderungsgesetz*).

De fait, dans le cadre du BAföG, la détermination de l'aide accordée implique une réévaluation de la situation de l'étudiant en cours de route. Ainsi, au départ, l'étudiant se voit accorder un montant déterminé. Dans le cas d'un étudiant enfant de travailleurs frontaliers, ce montant est alors déduit de l'aide à laquelle il aurait droit au Luxembourg. L'étudiant est par la suite amené à signaler aux autorités allemandes

l'aide luxembourgeoise qui lui a été octroyée. Celles-ci peuvent alors en venir à la conclusion que l'étudiant n'a plus droit à une aide allemande, ce que ce dernier signale au Luxembourg pour y revendiquer également une réévaluation de sa situation. Or, le Luxembourg applique une procédure annuelle, impliquant des paiements semestriels, et ne procède donc pas à de telles réévaluations.

Lors des discussions susmentionnées, les autorités luxembourgeoises ont fait valoir que le Luxembourg accorde aux étudiants enfants de travailleurs frontaliers une aide financière de substitution, correspondant à la différence entre le montant total auquel ils auraient théoriquement droit et le montant des aides analogues qui leur sont accordées dans leur Etat de résidence.

- En relation avec ce qui précède, il est observé que le libellé du point a) de l'article 9 du projet de loi évoque les aides « attribuées et versées » dans l'Etat de résidence de l'étudiant. Il est ainsi envisageable qu'un étudiant fasse bel et bien une demande dans son Etat pour se voir indiquer le montant auquel il pourrait prétendre, mais renonce par la suite à se faire verser cette aide, ce qui lui permettrait, compte tenu de la formulation retenue, d'obtenir la totalité de l'aide à laquelle il a droit au Luxembourg.

Les représentants gouvernementaux estiment qu'il convient effectivement de vérifier s'il n'y a pas lieu de reformuler cette disposition.

- Pour des raisons de sécurité juridique, il est prévu de préciser, par voie de règlement grand-ducal, la procédure à suivre dans le cas où un dossier est incomplet. Etant donné que le nouveau régime d'aide financière pour études supérieures repose sur une approche modulaire, il est envisageable de définir à chaque fois un délai endéans duquel les documents en vue de l'obtention de la bourse de mobilité ou de la bourse sociale doivent être introduits auprès du CEDIES (Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur). Passé ce délai, l'étudiant ne se verra pas accorder la bourse visée. En tout état de cause, il appartient à l'étudiant de fournir l'ensemble des documents requis. Il n'est pas le devoir de l'administration de faire des démarches auprès des autorités étrangères pour se procurer les pièces nécessaires.
- D'un point de vue financier, il est à prévoir que le montant total qui pourra être déduit de l'aide luxembourgeoise en application des dispositions anti-cumul concernant les aides financières pour études supérieures accordées aux demandeurs dans nos trois pays voisins s'élève à quelque 2,8 millions d'euros. La fiche financière qui accompagnera les amendements gouvernementaux fournira les précisions nécessaires.

- Suite à une observation afférente, il est confirmé qu'il existe des abus en relation avec le système d'aide financière pour études supérieures. L'on constate que des étudiants s'inscrivent à l'Université du Luxembourg uniquement pour la durée d'un semestre et qu'ils disparaissent par la suite du système sans laisser de trace. Il est toutefois difficile de déterminer pourquoi ils abandonnent leurs études. Se sont-ils sentis dépassés ou mal orientés ? Ou voulaient-ils en effet profiter uniquement, pendant un semestre, de la bourse ? Il est vrai que sous le régime actuellement en vigueur, de telles pratiques s'avèrent particulièrement lucratives, dans la mesure où l'étudiant qui satisfait aux conditions générales touche de suite l'ensemble de la bourse. Or, le nouveau système, fondé sur une approche modulaire, aura peut-être un effet plus dissuasif, étant donné que l'étudiant doit remplir davantage de conditions et introduire les documents requis pour bénéficier de l'ensemble des bourses.

A rappeler en outre que, pour éviter d'éventuels abus, les aides financières sont liquidées chaque année en deux tranches, une pour le semestre d'hiver et une pour le semestre d'été. Pour bénéficier de la seconde tranche, l'étudiant doit ainsi fournir certaines preuves de son assiduité pendant le premier semestre de l'année académique. Concrètement, il doit avoir obtenu au minimum 6 ECTS pendant le semestre en cause. Dans le cas d'inscriptions

semestrielles, il est aussi tenu de produire le certificat d'inscription pour le semestre d'été ainsi qu'une preuve de paiement des frais d'inscription.

Les étudiants qui abandonnent leurs études au cours du semestre ne sont toutefois pas obligés de rembourser les montants qui leur ont été attribués d'ores et déjà sous forme de bourse. Il est évident qu'ils devront néanmoins rembourser le prêt.

Une autre sorte d'abus consiste à se doter d'une adresse au Luxembourg sans y résider réellement. Pour y faire face, l'administration devrait pouvoir procéder à des contrôles ponctuels.

- Concernant la question du risque que courent les autorités compétentes d'être confrontées à une ribambelle de recours dans le cas où des dossiers sont refusés parce qu'ils sont incomplets, les responsables gouvernementaux estiment qu'au nom de la sécurité juridique, il faut veiller à ce que les textes législatifs et réglementaires soient aussi clairs, précis et complets que possible. Il est toutefois évident que plus le système est complexe, plus grand est le risque de recours. Il faudra en tout cas insister sur le principe selon lequel il appartient à l'étudiant de fournir dans les délais les documents prescrits. Il est d'ailleurs à prévoir que de cette façon, les autorités étrangères sont plus disposées à émettre les pièces requises que si celles-ci leur sont demandées de la part des autorités luxembourgeoises.

Comme il est observé qu'il se peut que dans certains cas, les étudiants n'obtiennent pas, en dépit de demandes réitérées, les documents en question, M. le Ministre affirme que les autorités luxembourgeoises tâcheront évidemment d'entretenir des contacts approfondis avec les autorités étrangères compétentes et de leur fournir les informations nécessaires. Elles ne sauraient toutefois exercer de contraintes sur les autorités étrangères.

- Il est encore donné à penser qu'il ne faut pas oublier non plus le point de vue de la gestion : plus le système d'aide financière pour études supérieures est complexe, moins il est gérable.

- Il est constaté que l'« Aktiounscomité » susmentionné, regroupant les organisateurs de la manifestation des étudiants contre le projet de loi sous rubrique, a introduit, par courriel adressé à M. le Président de la Chambre des Députés et à Mme le Président de la Commission, une demande d'entrevue. Saisie de la question, la Conférence des Présidents a estimé qu'il appartient à la Commission de décider si elle entend donner suite à cette demande, laquelle lui a été alors transmise par courrier électronique le 15 mai 2014 (cf. annexe 2).

Le représentant du groupe politique DP suggère de ne pas donner suite à la demande. Il donne à penser que si la Commission accueille le comité en question, elle sera inévitablement amenée, au nom de l'égalité, à recevoir aussi d'autres organisations concernées par le présent dossier (cf. ACEL, organisations politiques de la jeunesse, etc.). La Commission risquera alors de se voir confrontée à toute une ribambelle de demandes et de déclencher un processus qu'il sera difficile de gérer et de limiter, alors que l'instruction du projet de loi est censée être achevée d'ici le mois de juillet.

L'orateur rappelle que, dans le cadre précis de l'instruction de projets de loi, il est d'usage que les commissions parlementaires invitent, le cas échéant, les instances qui font partie intégrante de la procédure législative (chambres professionnelles, organes consultatifs, comme par exemple la Commission Consultative des Droits de l'Homme, etc.) ou qui sont habilitées de par la loi à donner des avis sur des textes législatifs. Faire dérogation à cette ligne de conduite risque de créer un précédent. Par ailleurs, il va sans dire que les groupes et les sensibilités politiques sont libres d'entendre tous les acteurs qu'ils souhaitent.

Tout en affirmant comprendre l'argument de l'orateur précédent, selon lequel il serait difficile pour la Commission d'accueillir toutes les organisations concernées, le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » fait valoir que l'on se trouve ici en présence d'une demande

concrète qui émane d'un comité regroupant plusieurs organisations et défendant une position commune. Il ne serait pas indiqué de saluer, d'un côté, la capacité de mobilisation des jeunes et de leur fermer, de l'autre côté, la porte de la Commission parlementaire. Une telle attitude reviendrait à émettre un message contreproductif à la jeunesse.

Le représentant du groupe politique DP précise que si d'autres organisations n'ont jusqu'à présent pas introduit de demande d'entrevue auprès de la Commission, c'est qu'elles partaient du principe que cela n'est pas conforme à l'usage. Pour cette raison, elles ont eu recours à d'autres voies.

Estimant que le Parlement ne saurait se dérober à ses responsabilités en cette matière, le représentant de la sensibilité politique ADR plaide pour recevoir des représentants du comité.

L'orateur rappelle que, par ailleurs, la pétition publique n° 329 (Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière), émanant d'un autre initiateur, est susceptible d'atteindre le seuil de 4.500 signatures, de sorte que, conformément à la procédure en vigueur, un débat public au sein de la Commission des Pétitions et de la présente Commission devra être organisé dans ce contexte.

L'intervenant entend prendre position de façon plus détaillée par rapport au projet de loi sous rubrique une fois que la Commission aura auditionné les acteurs concernés.

Le représentant du groupe politique « déi gréng » propose de reporter la prise d'une décision dans cette matière à la prochaine réunion, pour que chaque membre ait la possibilité de consulter au préalable son groupe ou sa sensibilité politique. La représentante du groupe politique CSV se rallie à cette proposition.

2. 6535 Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel **- Présentation et adoption de deux amendements parlementaires**

Sur base d'un projet de lettre d'amendements, transmis aux membres par courrier électronique du 14 mai 2014, Mme le Président-Rapporteur présente succinctement les deux amendements parlementaires qu'il est proposé d'apporter au projet de loi sous rubrique et qui concernent la question de la représentation équilibrée entre hommes et femmes dans les organes de décision des établissements publics.

L'oratrice rappelle dans ce contexte que, lors de la réunion du 12 mai 2014 (cf. procès-verbal afférent), la Commission s'est également penchée sur cette problématique dans le cadre de l'examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 6420 modifiant notamment la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public (FNR). Dans ce projet de loi ont été inscrites, par voie d'amendements parlementaires, des dispositions selon lesquelles, au sein du conseil d'administration et du conseil scientifique du FNR, la proportion des membres de chaque sexe ne peut être inférieure à 40%. Dans l'avis complémentaire précité du 6 mai 2014, le Conseil d'Etat se demande, de manière générale, comment le Gouvernement entend faire légiférer sur la matière ainsi abordée. Va-t-il procéder en modifiant chaque loi relative à un établissement public, ou de manière plus générique par l'adoption d'une loi générale portant sur tous les établissements publics ? Cette dernière solution aurait la préférence du Conseil d'Etat, car elle éviterait toute discussion au sujet du principe de l'égalité devant la loi. Par ailleurs, cette façon de procéder éviterait l'omission de dispositions similaires lors de

l'élaboration d'autres textes de loi. Et de signaler dans ce contexte que le projet de loi sous rubrique ne comporte pas de disposition analogue.

La Commission s'est vu informer que Mme la Ministre de l'Egalité des chances s'attachera à proposer rapidement au Gouvernement une stratégie d'ensemble en cette matière. En attendant, celui-ci plaide pour maintenir les dispositions en question aussi bien dans le projet de loi 6420 que dans le projet de loi 6527 concernant les centres de recherche publics.

Il a été retenu alors que, pour des raisons de cohérence, il convient d'introduire une disposition similaire dans le projet de loi sous rubrique.

L'amendement 1 a ainsi pour objectif de compléter le premier alinéa de l'article 4 par l'ajout de la disposition selon laquelle, au sein du conseil d'administration du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, la proportion des membres de chaque sexe ne peut être inférieure à quarante pour cent. Par l'amendement 2 concernant le premier alinéa de l'article 11, la volonté politique de la représentation de 40% du sexe sous-représenté est également appliquée au comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Echange de vues

- Au nom de son groupe, le représentant du groupe politique LSAP se déclare d'accord avec les amendements proposés.

- La représentante du groupe politique CSV y apporte l'accord de son groupe. Elle signale toutefois que le groupe politique CSV donne à penser que dans certains conseils d'administration, il sera sans doute difficile d'atteindre la quote-part de 40%. Par ailleurs, le même groupe juge préférable de s'engager dans la voie d'une loi générale.

- Le représentant de la sensibilité politique ADR affirme que cette dernière s'oppose à toute disposition visant à introduire des quotas.

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » rappelle que lors des réunions des 7 et 12 mai 2014, il a été constaté qu'en relation avec le conseil d'administration du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, la quote-part de 40% soulève une difficulté d'ordre arithmétique, dans la mesure où ce conseil n'est composé que de trois membres. Dans ce contexte, l'intervenant avait proposé, le 12 mai 2014, de régler de façon générale la question de la représentation au sein des conseils d'administration comptant moins de cinq membres, moyennant la mise en place d'une solution arithmétiquement viable (par exemple : quote-part d'un tiers).

Mme le Président-Rapporteur considère que cette problématique pourra être approfondie dans le cadre de la loi générale. En attendant l'élaboration de cette dernière, il est proposé, au nom de l'unicité des textes législatifs, d'inscrire d'ores et déjà le principe de la représentation équilibrée entre hommes et femmes tant dans les projets de loi concernant respectivement le FNR et les centres de recherche publics que dans le projet de loi sous rubrique, relatif au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Suite à cet échange de vues, les amendements prévus sont adoptés par les membres présents contre la voix du représentant de la sensibilité politique ADR.

3. 6637 Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010

Pour des raisons de temps, ce point n'a pas pu être abordé. Il est reporté à la réunion du 26 mai 2014.

- 4. 6640** **Projet de loi portant approbation de**
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

Pour des raisons de temps, ce point n'a pas pu être abordé. Il est reporté à la réunion du 26 mai 2014.

5. Divers

La prochaine réunion de la Commission aura lieu le **lundi 26 mai 2014, à 10.30 heures.**

Luxembourg, le 26 mai 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Christiane Huberty

Le Président,
Simone Beissel

Annexes :

1. Demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV du 14 mai 2014
2. Demande d'entrevue des organisateurs de la manifestation estudiantine

Demande de mise à l'ordre du jour de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'affaire « C-347/12 » sur les dispositions « anti-cumul » prévues dans le projet de loi N°6670

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
- aux Membres de la Conférence des Présidents
- à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 15 mai 2014

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,





CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

14 MAI 2014

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 14 mai 2014

Concerne : Demande de mise à l'ordre du jour

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons du fait que le projet de loi n° 6670 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures figure finalement à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 19 mai 2014. Il est rappelé dans ce contexte que notre groupe politique avait demandé la mise à l'ordre du jour de ce projet dès le 4 avril dernier.

Or, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) vient de rendre un arrêt dans l'affaire « C-347/12 » dans lequel elle y relève que les prestations pour congé parental ou « Elterngeld » perçues en Allemagne ne sauraient être prises en compte pour le calcul du complément différentiel versé par la CNPF luxembourgeoise à un travailleur frontalier.

Dans la mesure où cette décision risque, le cas échéant, d'avoir un impact sur les dispositions « anti-cumul » prévues dans le projet de loi sous rubrique, notre groupe politique souhaiterait que la question des implications éventuelles de l'arrêt sub-mentionné au niveau des dispositions relatives à l'aide financière pour études supérieures y soit également abordées en présence de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche lors de la réunion précitée.

Nous vous saurions gré de bien vouloir transmettre la présente missive à Madame la Présidente de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace.

En vous remerciant d'avance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

Claude Wiseler

Président adjoint du groupe
politique chrétien-social

Martine Hansen
Députée

Demande des organisateurs de la manifestation des étudiants contre le projet de loi N°6670 d'organiser une réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace à laquelle huit représentants de la manifestation pourraient prendre part et qui serait retransmise sur Chamber TV

Transmis en copie pour information

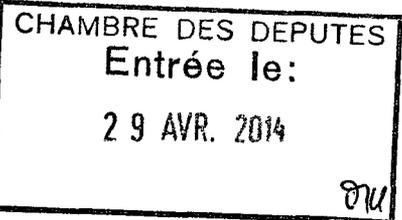
- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 14 mai 2014

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.



— Forwarded by Sylvie SORBELLI/GREFFE/CHD on 29/04/2014 08:47 —

From: Streik 6670 <streik6670@hotmail.com>
To: presidence@chd.lu, sbeissel@chd.lu,
Cc: info@unel.lu
Date: 28/04/2014 18:23
Subject: Fwd: Streikcomité: Dialog

Léif Madame Beissel,

am Numm vun den Organisateuren vum Schüler*innen a Student*innen-Streik wollt ech Iech iwwer eis Propose informéieren, dat eng ëffentlech Sëtzung vun der Chamberkommissioun (Education supérieur) initiéiert gi kéint. Dëst schéngt ons déi adequatesten Form an dësem Dossier ze sinn, déi dem groussen ëffentlechen Interessi gerecht gi kann.

Un dës Mail hänken ech eise Bréif un den Minister Meisch un, an deem mer eis Propose duerleeën a begrënnen.

Mat beschte Gréiss,

Lars Schmitz

----- Original-Nachricht -----

Betreff: Streikcomité: Dialog

Datum: Sun, 27 Apr 2014 11:55:50 +0200

Von: Streik 6670

[<streik6670@hotmail.com>](mailto:streik6670@hotmail.com)

An: claude.meisch@men.lu

Kopie (CC): info@unel.lu

Léiwen Här Meisch,

No den Evenementer vun de leschten Deeg, erlaben ech mir Iech dës Message vum Streikcomité 6670 ze iwermëttelen:

Mir sinn der Meenung, dass den Dialog nom Streik net méi sou ausgesi kann wéi virdrun. Iwwer 17'000 Schüler*innen a Student*inne sinn op d'Strooss gaangen an eis Petitioun mat konkrete Fuerderunge gouf iwwer 5500 mol ënnerschriwwen. Vu Regierungssäit gëtt allerdéngs nach ëmmer just vu Schéinheitsfehler geschwat: Konkret op d'Protestbeweegung duergaangen sidd Dir nach net. Och interpretéiere mir souwuel d'Ofleene vun enger Mentioun vun déi Lénk virum Budgetsvote, de Budgetsvote selwer, Är immens onkonkret Beschreiwunge vu „Schéinheitsfehler“ an Äert ëffentlecht Gespréich e Méinden mat der Madame Hansen iwwer

Chamber-TV amplaz mat engem/enger Vertrieder*in vun der Protestbeweegung als e Versuch Fakten ze schafen an den oppenen Dialog mat der Protestbeweegung ze vermeiden.

An der Konsequenz vun eiser gelongener Demonstratioun wëlle mir Iech dowéinst de Virschlag maachen, deem och vun Iech gewënschten Dialog eng aner, méi transparent Form ze ginn. Mir mengen, dass souwuel Dir als Minister, wéi och mir als ënnerschiddlech Organisatioune vun der Streikbeweegung, eng Verpflichtung géigeniwwer deene méttlerweil dausenden Interesséierten a Concernéierten hunn, déi sech an de Verhandlungsprozess mat abréngen oder sech zumindest selwer e Bild iwwert d'Argumentatioune maache wëllen.

Konkret fuerdere mir eng oppe Chamberkommissiouns-Sëtzung, an där 8 Vertrieder*innen vum Streikcomitée eis Standpunkter a Kritike virdroe kënnen, an där konkret Froen un Iech gestallt gi kënnen, un där souwuel Public wéi och Press deelhuele kann, an an där och endlech d'Standpunkter vun de jeeweilege Regierungsparteie kloer ginn. E Signal, dat eis weise géif, dass Dir et mat de Verhandlung wierech eescht mengt, wier et, de Projet de Loi an Tëschenzäit op Äis ze leeën.

Weist, dass Dir net dee selwechte Politikstil fuert wéi déi viregt Regierungen, déi Protester einfach ausgesaat huet a gemaach huet, wéi wann näicht wier. Ween ugetrueden ass, fir Erneuerung ze bréngen, muss dat och aléisen.

Mat frëndleche Gréiss,
Lars Schmitz
R22 – Member vum Streikcomitée

15



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

AT/vg

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 07 mai 2014

ORDRE DU JOUR :

1. 6640 Projet de loi portant approbation de
 - du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008
 - Désignation d'un rapporteur
2. 6637 Projet de loi portant approbation
 - des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite
 - des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010
 - Désignation d'un rapporteur
3. 6535 Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel
 - Rapporteur : Madame Simone Beissel
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat (disponible le 6 mai 2014)
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gilles Baum remplaçant M. Eugène Berger, Mme Simone Beissel, Mme Tess Burton, Mme

Claudia Dall'Agnol remplaçant M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Roy Reding

M. Guy Daleiden, du Service des Médias et des Communications

Mme Christiane Huberty, Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Yves Cruchten, M. Serge Wilmes

*

Présidence : Mme Simone Beissel, Président de la Commission

*

- 1. 6640** **Projet de loi portant approbation de**
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,
signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

- Désignation d'un rapporteur

Mme Tess Burton est désignée Rapporteuse du projet de loi 6640.

- 2. 6637** **Projet de loi portant approbation**
- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010

- Désignation d'un rapporteur

M. Claude Adam est désigné Rapporteur du projet de loi 6637.

- 3. 6535** **Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel**

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

La Commission procède à l'examen de l'avis complémentaire du 6 mai 2014 du Conseil d'Etat :

Amendement 1

L'amendement 1 concerne l'article 2 du projet de loi qui définit la mission du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le « Fonds ») et répond à une opposition formelle du Conseil d'Etat en supprimant le terme « notamment » dans la phrase introductive de cet article. Par ailleurs, la liste des missions est complétée par une nouvelle mission qui trouve son origine dans le programme gouvernemental qui dispose que « Des synergies spécifiques avec la place financière seront mises en œuvre notamment au travers de la création d'un fonds structurel faisant appel à l'investissement privé et permettant la gestion et la valorisation de portefeuilles de droits audiovisuels par des sociétés nationales ». Cette position est désormais intégrée dans les missions du Fonds par l'ajout d'un point 11 qui se lit de la manière suivante : « 11. d'encourager la mise en œuvre d'un fonds structurel destiné à favoriser l'investissement privé dans la production audiovisuelle ».

Le Conseil d'Etat approuve cet amendement.

Amendement 2

Le Conseil d'Etat note que l'amendement 2, concernant l'article 3, points 5 et 6 du projet de loi, doit se lire dans le contexte de la révision de la gouvernance du Fonds, telle que proposée par l'amendement 7. En effet, l'ancien « comité consultatif d'évaluation » a été transformé en « comité de sélection », si bien que la nouvelle dénomination doit être changée à cet endroit.

Amendement 3

Le Conseil d'Etat note que l'amendement 3, concernant l'article 5 du projet de loi, répond à une opposition formelle du Conseil d'Etat et dispose désormais que le jeton de présence à charge du Fonds sera fixé par règlement grand-ducal.

Amendement 4

L'amendement 4 reste sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 5

L'amendement 5, concernant l'article 9 du projet de loi, répond à une critique du Conseil d'Etat que certaines dispositions du projet de règlement grand-ducal portant exécution de la loi sous examen manquent de base légale relative aux critères d'attribution, les modalités de remboursement et la caducité et restitution des aides. C'est la raison pour laquelle les auteurs du projet de loi ajoutent à la fin de l'article 9 le texte suivant : « Un règlement grand-ducal précise le contenu de la convention qui portera sur les critères d'attribution, les modalités de remboursement et la caducité et restitution des aides ».

Le Conseil d'Etat marque son accord avec cette façon de procéder, compte tenu notamment des articles 99 et 103 de la Constitution. Il donne à considérer que les règlements grand-ducaux pris en vertu de ces bases légales ne sauraient aller au-delà d'une simple précision des dispositions législatives visées.

Cette observation vaut également pour l'amendement 8 qui porte sur l'article 13.

Amendement 6

L'amendement 6 reste sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 7

L'amendement 7, portant sur les articles 11 et 12 du projet de loi sous avis, introduit une nouvelle gouvernance du Fonds et répond ainsi à une autre opposition formelle du Conseil d'Etat.

Il s'agit avant tout de clarifier la prise de décision en ce qui concerne l'attribution des aides financières sélectives. Le pouvoir de décision revient dorénavant au comité consultatif d'évaluation qui sera, de ce fait, dénommé « comité de sélection ». La décision ainsi prise sera exécutée par l'administration du Fonds, ce qui contribue largement à simplifier les procédures administratives.

Le comité de sélection se compose désormais d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 7 membres. Il dispose d'un pouvoir décisionnel au sujet de l'attribution des aides financières sélectives. Voilà pourquoi l'amendement prévoit d'y intégrer un représentant du ministère ayant dans ses attributions le Fonds. Le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec cette nouvelle gouvernance.

Il constate par ailleurs que le nouveau libellé tient compte de toutes ses observations légistiques et de la suppression d'une autre occurrence de l'expression « notamment ».

La nouvelle formulation prévoit aussi que les indemnités des membres du comité de sélection sont fixées par voie de règlement grand-ducal, ce qui lève une autre opposition formelle du Conseil d'Etat.

Amendement 8

Le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement 8 et réitère que les règlements grand-ducaux pris en vertu de ces bases légales ne sauraient aller au-delà d'une simple précision des dispositions législatives visées.

Amendement 9

L'amendement 9 reste sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 10

L'amendement 10 supprime les paragraphes 2 et 3 de l'article 31 et tient compte d'une opposition formelle du Conseil d'Etat relative aux dispositions formulées à l'endroit de l'article 32 du projet de loi initial. Il rencontre ainsi l'objet d'une opposition formelle du Conseil d'Etat.

*

Enfin, le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs sur des observations formulées dans son troisième avis complémentaire relatif au projet de loi – modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; – modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg (doc. parl. n° 6420) concernant la représentation équilibrée entre femmes et hommes dans les organes de prise de décision des établissements publics.

La Commission a longuement discuté de cette dernière remarque du Conseil d'Etat relative à la représentation équilibrée entre femmes et hommes. De cet échange de vues, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Le programme gouvernemental prévoit que « le Gouvernement garantira la promotion d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics ».

- Mme le Président rappelle que la proposition de directive visant à améliorer l'équilibre entre les femmes et les hommes au sein des conseils des entreprises de l'UE entend corriger le déséquilibre entre les femmes et les hommes au sein des conseils de surveillance et des

administrateurs non exécutifs des sociétés cotées, en visant qu'en 2020, 40% des membres parmi les administrateurs non exécutifs des conseils des sociétés cotées d'Europe, sont du sexe sous-représenté. Les entreprises publiques cotées doivent quant à elles atteindre ce taux dès 2018.

- La Commission constate que le Conseil d'Etat a une préférence pour l'adoption d'une loi générale portant sur tous les établissements publics afin d'éviter toute discussion au sujet du principe de l'égalité devant la loi.

- Plusieurs membres de la Commission insistent qu'il faut trouver une solution uniforme pour les trois projets de loi concernés, à savoir le projet de loi 6535 sous examen, le projet de loi 6420 portant sur le FNR et le projet de loi 6527 concernant les CRP. En effet, il est fort probable que le Conseil d'Etat formulera la même critique dans le contexte de son avis relatif au projet de loi 6527. Il ne serait donc pas cohérent de maintenir la disposition des 40% dans les projets de loi relatifs au FNR et au CRP, d'une part, et d'y renoncer au niveau du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, d'autre part.

- Le représentant de la sensibilité politique ADR est d'avis que l'introduction des quotas en matière de représentation de sexes est anticonstitutionnelle dans la mesure où il y aurait une rupture du principe d'égalité.

- Il est constaté que la quote-part de 40% soulève une difficulté d'ordre arithmétique, dans la mesure où le conseil d'administration du Fonds n'est composé que de trois membres.

- Le directeur du Fonds ajoute que le comité de sélection se compose d'experts étrangers dont le recrutement s'avère d'ores et déjà peu aisé. L'application de quotas pour ce comité ne facilitera certainement pas le recrutement de ses membres. Alors que les quotas s'appliquent en principe aux organes de décision d'un établissement, un intervenant s'interroge si le comité de sélection est concerné par la représentation équilibrée entre femmes et hommes. M. le Président souligne que le comité de sélection dispose du pouvoir décisionnel dans la mesure où il sélectionne les productions audiovisuelles pouvant bénéficier de l'aide financière du Fonds.

- En guise de conclusion, il est décidé d'attendre la prise de position du Gouvernement concernant une éventuelle loi générale au sujet de la représentation équilibrée des sexes dans les établissements publics. Ce point sera discuté lors de la prochaine réunion de la Commission du 12 mai 2014 dans le contexte de l'examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 6420.

4. Divers

En examinant l'état des travaux de la Commission, il est constaté que plusieurs demandes de mise à l'ordre du jour datant de la législature précédente y figurent toujours. M. le Présidente invite les groupes politiques à trancher quelles demandes ils souhaitent maintenir sur l'état des travaux et d'en informer la Commission lors d'une des prochaines réunions.

Le Secrétaire-administrateur,
Anne Tescher

Le Président,
Simone Beissel

Luxembourg, le 24 juin 2014

6640

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 178

15 septembre 2014

Sommaire

Loi du 27 août 2014 portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008 page **3480**

Loi du 27 août 2014 portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 2 juillet 2014 et celle du Conseil d'Etat du 11 juillet 2014 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Sont approuvés

- le Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,
- le Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,
- les amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Communications et des Médias,
Premier Ministre, Ministre d'Etat,
Xavier Bettel*

Château de Berg, le 27 août 2014.
Henri

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,
Jean Asselborn*

Doc. parl. 6640; sess. extraord. 2013-2014.

HUITIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

*Article I
(Article 1bis modifié)*

Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.
 - 1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.
 - 1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.
 - 1.4 Liberté de transit: principe selon lequel un Pays-membre intermédiaire est tenu de garantir le transport des envois postaux qui lui sont remis en transit à destination d'un autre Pays-membre, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.
 - 1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.
 - 1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.
 - 1.7 Opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire.

- 1.8 Réserve: une réserve est une disposition dérogatoire par laquelle un Pays-membre vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une clause d'un Acte, autre que la Constitution et le Règlement général, dans son application à ce Pays-membre. Toute réserve doit être compatible avec l'objet et le but de l'Union tels que définis dans le préambule et l'article premier de la Constitution. Elle doit être dûment motivée et approuvée par la majorité requise pour l'approbation de l'Acte concerné et insérée dans son Protocole final.

Article II
(Article 4 modifié)

Relations exceptionnelles

Les Pays-membres dont les opérateurs désignés desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenus d'être les intermédiaires des autres Pays-membres. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article III
(Article 8 modifié)

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs opérateurs désignés si la législation de ces Pays-membres ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale.
3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

Article IV
(Article 11 modifié)

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.
2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.
3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.
4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois à compter de la date de la consultation sont considérés comme s'abstenant.
5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article V
(Article 22 modifié)

Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union et ne peut pas faire l'objet de réserves.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres et ne peut pas faire l'objet de réserves.
3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. Les Pays-membres veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant de la Convention et de ses Règlements.
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces Pays-membres. Les Pays-membres signataires veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant des Arrangements et de leurs Règlements.
5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article VI
(Article 25 modifié)

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.
2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.
3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.
4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.
5. Lorsqu'un Pays-membre ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les Pays-membres qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article VII
(Article 29 modifié)

Présentation des propositions

1. Tout Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels il est partie.
2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.
3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à tous les Pays-membres et à tous les opérateurs désignés.

Article VIII
(Article 32 modifié)

Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs Pays-membres relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour un Pays-membre, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

Article IX

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article X

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2010 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à Genève, le 12 août 2008.

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

Pour la République d'Afrique du Sud:



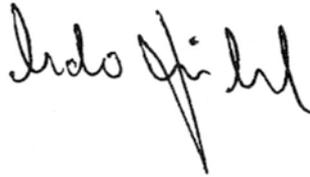
Pour la République d'Albanie:

Etleva Filija

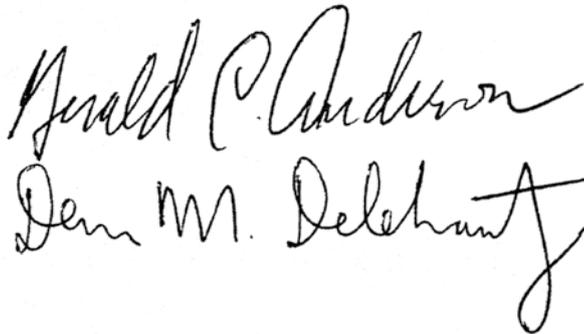


Pour la République algérienne démocratique et populaire:

Pour la République fédérale d'Allemagne:



Pour les Etats-Unis d'Amérique:



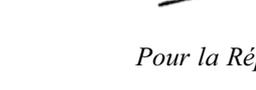
Pour la République d'Angola:



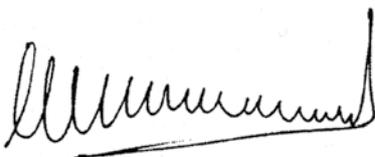
Pour Antigua-et-Barbuda:

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:



 داؤد محمد صالح الطاهر
 عبد العزيز السبيعي
 محمد محمد المظلم
 منيرة بن علي الرويلي
 Mufadhil Z. Al-Kewili
 ابراهيم بن محمد (صباح)
 محمد عبدالله الدميني

Pour la République argentine:



Pour la République d'Arménie:



 J. P. Boon

Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:

A handwritten signature in black ink, consisting of a tall, thin vertical stroke followed by a series of loops and curves, resembling the name 'Austria' in a cursive script.

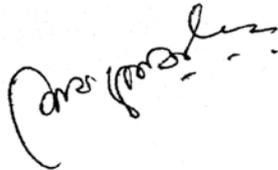
Pour la République d'Azerbaïdjan:

Pour le Commonwealth des Bahamas:

Pour le Royaume de Bahrain:

A handwritten signature in black ink, featuring a long, horizontal, slightly wavy line that tapers at both ends, with a few small loops underneath.

Pour la République populaire du Bangladesh:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, circular loop followed by several smaller, connected loops and a final horizontal stroke.

Pour la Barbade:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'B' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Pour la République du Bélarus:

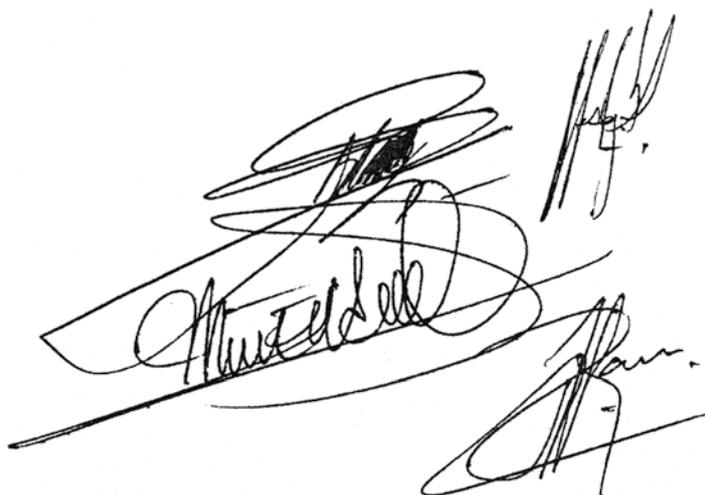
A handwritten signature in black ink, starting with a large, stylized initial 'L.' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la Belgique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a more complex, angular structure on the right. The initials "JW" are clearly visible in the center of the signature.

Pour Belize:

Pour la République du Bénin:

A collection of handwritten signatures in black ink. On the left, there is a large, dense signature with many overlapping loops. To its right, there is a smaller, more vertical signature. Below these, there is another signature that appears to be a name, possibly "Moustel", and a final signature on the right side.

Pour le Royaume de Bhoutan:

A handwritten signature in black ink, consisting of several large, sweeping, and somewhat parallel strokes that form a stylized, elongated shape.A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a more complex, angular structure on the right, similar in style to the signature for Belgium.

Pour la République de Bolivie:

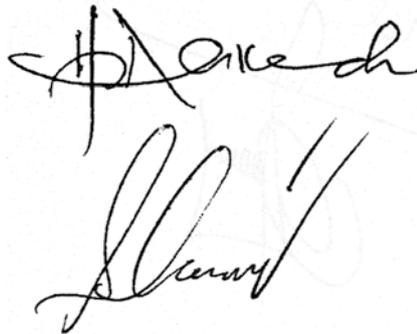
Pour la République de Bosnie-Herzégovine:

Pour la République du Botswana:

Pour la République fédérative du Brésil:



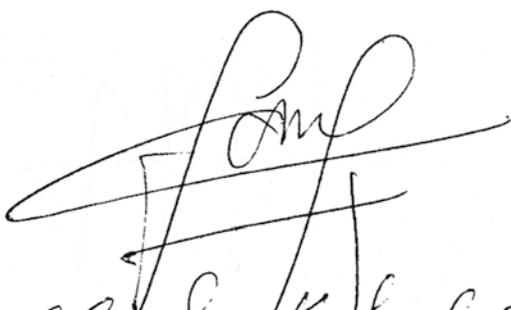
Pour Brunei Darussalam:



Pour la République de Bulgarie:

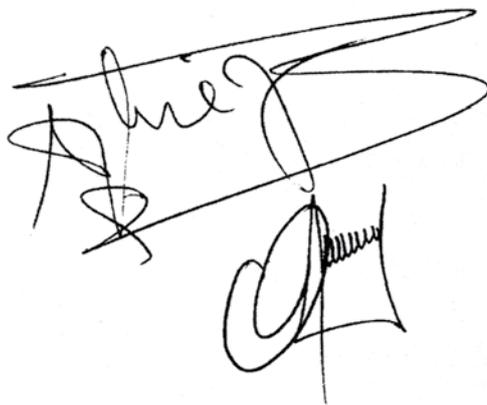


Pour le Burkina Faso:



Cleophas Kunkyalé SOMÉ
Conseiller technique du MPITC

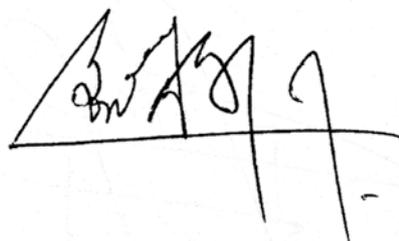
Pour la République du Burundi:

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the top.

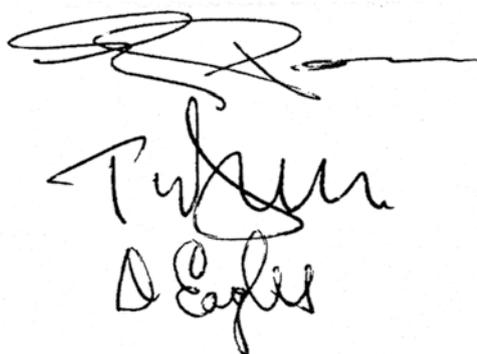
Pour le Royaume du Cambodge:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Vann'.

Pour la République du Cameroun:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes.

Pour le Canada:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and the name 'Tubert' and 'D. Egles' written below.

Pour la République du Cap-Vert:

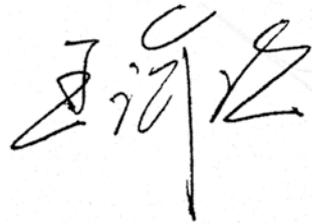
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Soares'.

Pour la République centrafricaine:

Pour le Chili:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, connected strokes. The signature is written on a light-colored background.

Pour la République populaire de Chine:

A handwritten signature in black ink, featuring stylized Chinese characters. The signature is written on a light-colored background.

2008. 8. 12

Pour la République de Chypre:

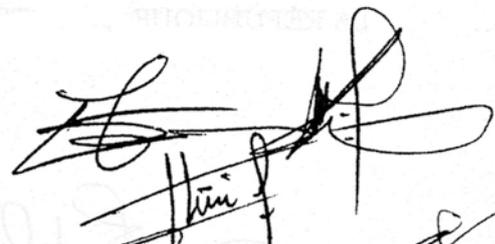
A handwritten signature in black ink, with a prominent horizontal stroke at the bottom. The signature is written on a light-colored background.

Pour la République de Colombie:

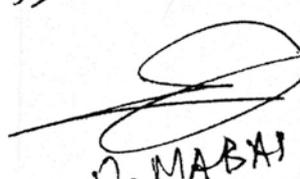
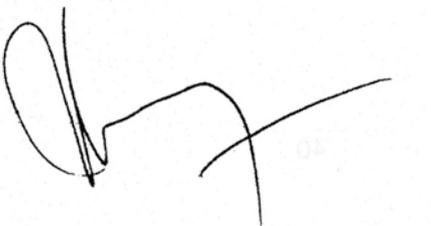
Pour l'Union des Comores:


IBRAHEIM ABDALLAH

Pour la République du Congo:

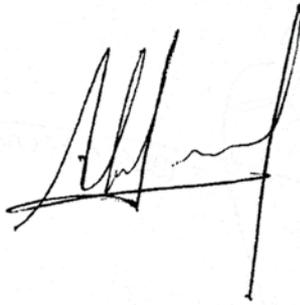
BECKOS .H.L.

OSSONABO

O. MABAI


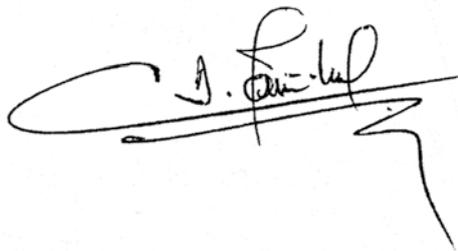
Pour la République de Corée:

Kwang Sup Ko

Pour la République de Costa-Rica:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes.

Pour la République de Côte d'Ivoire:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial stroke followed by a more complex, cursive-like structure.

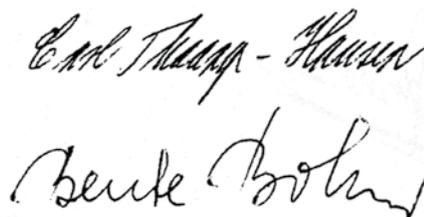
Pour la République de Croatie:

Two handwritten signatures in black ink. The top one is a cursive signature, and the bottom one is a more stylized, blocky signature.

Pour la République de Cuba:

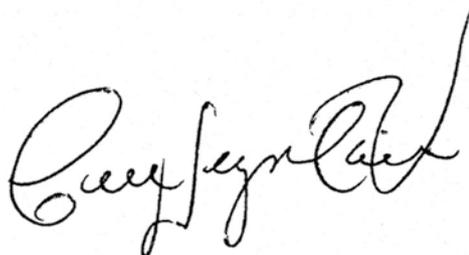
A handwritten signature in black ink, characterized by a large, bold initial stroke and a diagonal line crossing through it.

Pour le Royaume de Danemark:

Two handwritten signatures in black ink. The top one is a cursive signature, and the bottom one is a more stylized, blocky signature.

Pour la République de Djibouti:

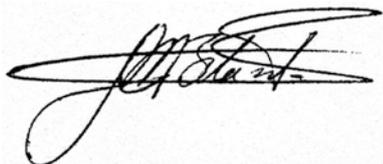
Pour la République dominicaine:



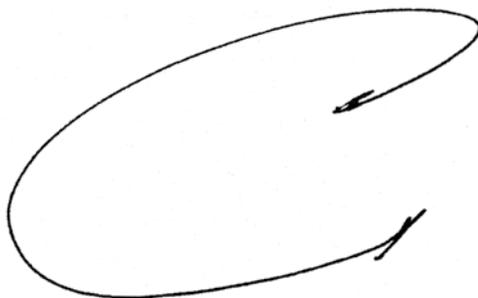
Pour le Commonwealth de la Dominique:

Pour la République arabe d'Egypte:

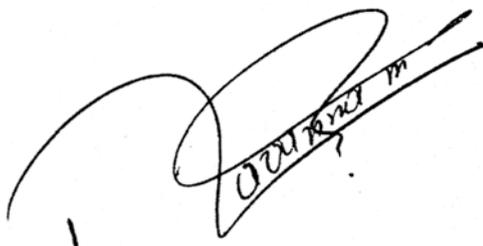
Pour la République de El Salvador:



Pour les Emirats arabes unis:

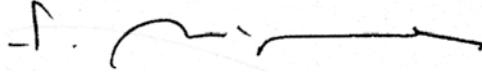


Pour la République de l'Equateur:



Pour l'Erythrée:

Pour l'Espagne:



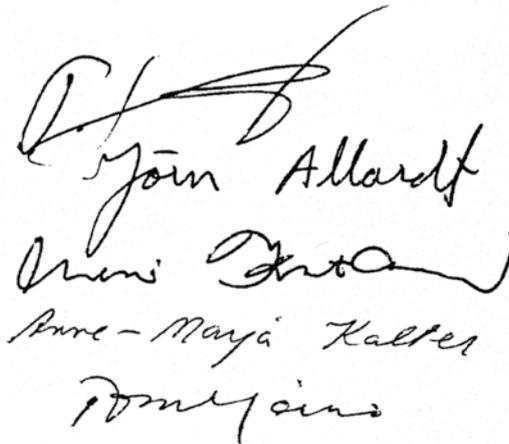
Pour la République d'Estonie:



Pour l'Ethiopie:

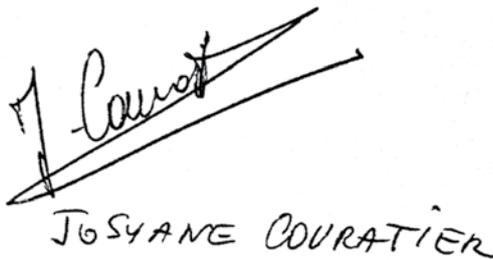
Pour Fidji:

Pour la République de Finlande:



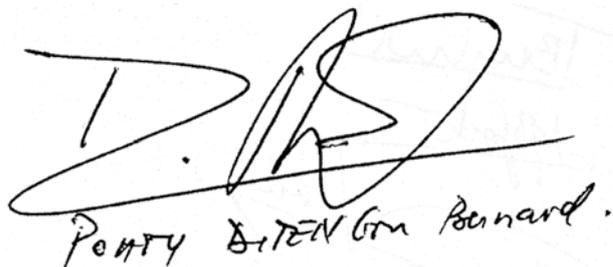
Joan Allardt
Anni Anttonen
Anne-Mari Kallio
Jouko Vartiainen

Pour la République française:



JOSYANE COURATIER

Pour la République gabonaise:



Ponty Ditengou Bernard.

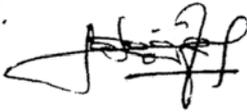
Pour la Gambie:

Pour la République de Géorgie:

Pour la République du Ghana:



Kwabena Baah-Duodu
AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA
Embassy
Björnsäter



*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Iles de la Manche et Ile de Man:*

*Pour les Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales
sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord:*

Pour la Grèce:

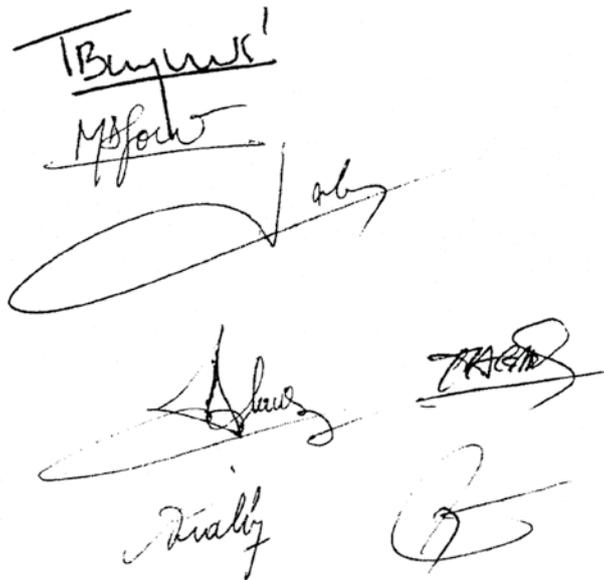


A. Tsipras

Pour la Grenade:

Pour la République du Guatemala:

Pour la République de Guinée:



Handwritten signatures for the Republic of Guinea, including names like 'Bourkou' and 'M. S. Fofé'.

Pour la République de Guinée-Bissau:

Pour la République de Guinée équatoriale:



Handwritten signature for the Republic of Equatorial Guinea, including the name 'J. M. G. Soares'.

Pour la Guyane:

Pour la République d'Haïti:

Jean-Claude Pierre

Pour la République du Honduras:

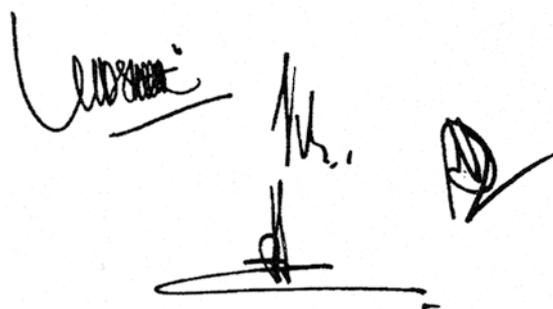
Pour la République de Hongrie:



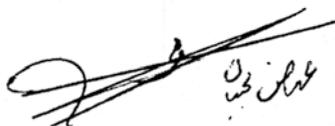
Pour l'Inde:

Melwan
12/08/08

Pour la République d'Indonésie:

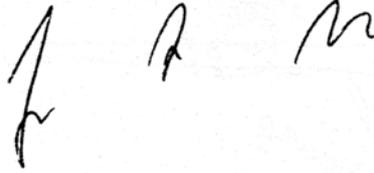


Pour la République islamique d'Iran:

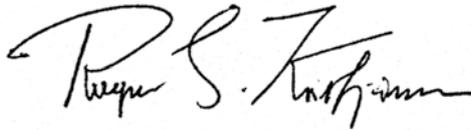


Pour la République d'Iraq:

Pour l'Irlande:

Handwritten signature consisting of three distinct, stylized characters.

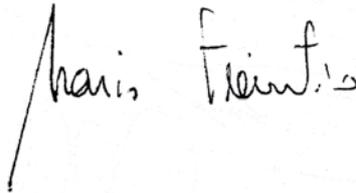
Pour la République d'Islande:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'P. S. Kristjánsson'.

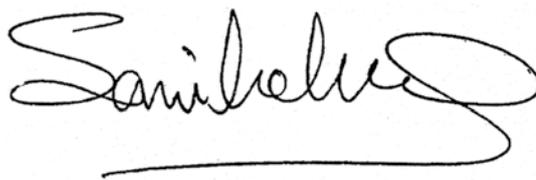
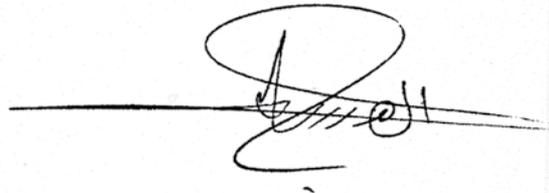
Pour Israël:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Yigal Levi'.

Pour l'Italie:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Maurice Fiorini'.

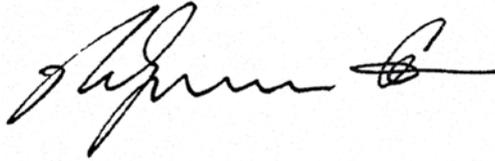
Pour (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Sanikellu'.Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'D. Ghannouchy'.

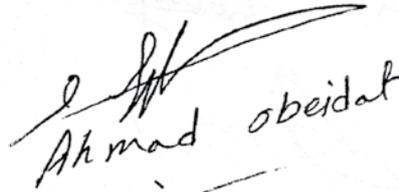
Pour la Jamaïque:



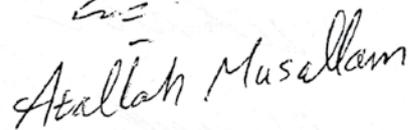
Pour le Japon:



Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

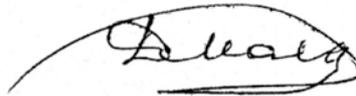


Ahmad Obeidat



Atallah Musallam

Pour la République du Kazakhstan:



Pour la République de Kenya:

Pour la République du Kirghizistan:

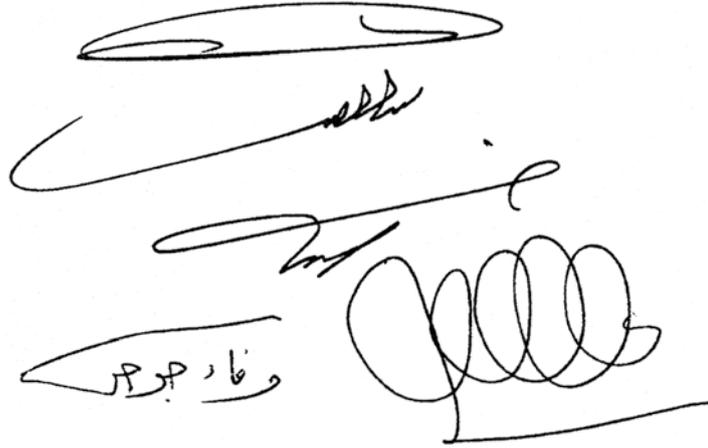


H. Council



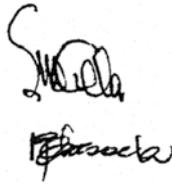
Pour la République de Kiribati:

Pour le Kuwait:

A collection of handwritten signatures. At the top is a long, horizontal, slightly wavy line. Below it is a signature with a long, sweeping underline. To the right of this is another signature with a long, sweeping underline. Below these are two more signatures: one on the left that appears to be in Arabic script, and one on the right consisting of several overlapping loops.

Pour la République démocratique populaire Lao:

Pour le Royaume du Lesotho:

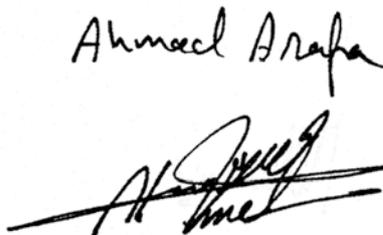
Two handwritten signatures. The top one is a cursive signature with a large initial 'S'. The bottom one is a more stylized signature with a large initial 'R'.

Pour la République de Lettonie:

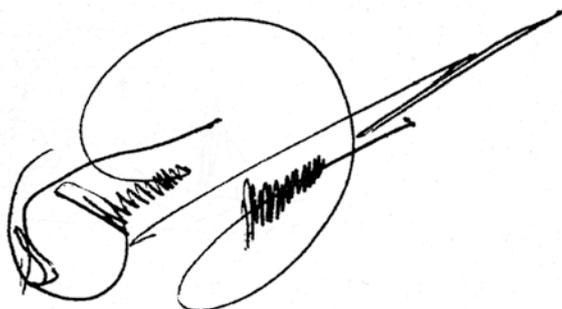
A single handwritten signature, appearing to be a cursive 'T' followed by some less distinct characters.

Pour l'Ex-République yougoslave de Macédoine:

Pour la République libanaise:

Two handwritten signatures. The top one is 'Ahmed Arafat' written in a cursive hand. The bottom one is a more stylized signature, possibly 'Ahmed', with a long horizontal line underneath.

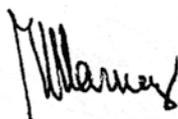
Pour la République de Libéria:

A handwritten signature consisting of several overlapping loops and a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

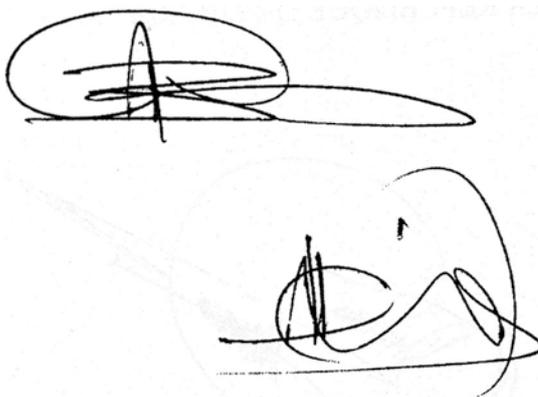
Pour la Principauté de Liechtenstein:

A handwritten signature with a large, stylized initial 'S' followed by several loops and a long horizontal stroke.

Pour la République de Lituanie:

A handwritten signature consisting of several vertical, parallel strokes followed by a few loops.

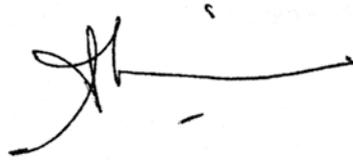
Pour le Luxembourg:

Two handwritten signatures. The first is a stylized signature with a large loop and a long horizontal stroke. The second is a more complex signature with multiple loops and a long horizontal stroke.

Pour la République de Madagascar:

A handwritten signature consisting of a large, stylized initial 'S' followed by a long horizontal stroke.

Pour la Malaisie:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'H' followed by a horizontal line that ends in a small hook.

Pour le Malawi:

Pour la République des Maldives:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'M' with a horizontal line crossing through it.

Pour la République du Mali:

A handwritten signature in black ink, starting with a stylized 'M' and 'A' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Pour Malte:

A collection of handwritten signatures in black ink. The most prominent one is 'Philip Yell' written in a cursive style. Below it are several other signatures, including one that appears to be 'Gupa' and another that is more abstract.

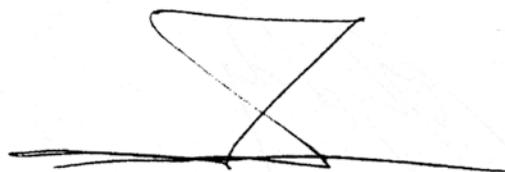
Pour le Royaume du Maroc:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, abstract shape.

Pour Maurice:

Pour la République islamique de Mauritanie:

Pour les Etats-Unis du Mexique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold, stylized letter 'E' or similar shape, with a horizontal line extending from its base.

Eduardo Olivares de Lachica

Pour la République de Moldova:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, circular flourish followed by a series of vertical, parallel strokes that resemble a stylized 'M' or a similar character.

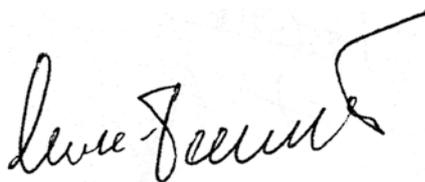
Pour la Principauté de Monaco:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few simple, vertical strokes that form a stylized, abstract shape.

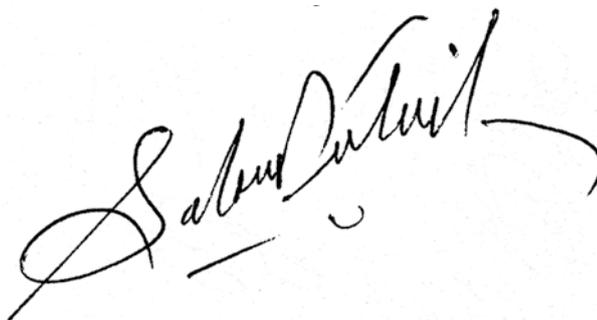
Pour la Mongolie:

A handwritten signature in cursive script, likely representing the Mongolian representative.

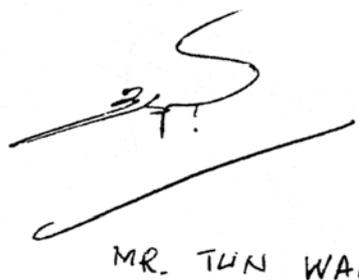
Pour la République du Monténégro:

A handwritten signature in cursive script, likely representing the Montenegrin representative.

Pour la République populaire du Mozambique:

A handwritten signature in cursive script, likely representing the Mozambican representative.

Pour l'Union de Myanmar:

A handwritten signature in cursive script, likely representing the Myanmar representative.
MR. TUN WAI

Pour la République de Namibie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Nauru:

Pour le Népal:

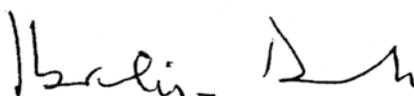
A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined.

Pour la République du Nicaragua:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the main part of the signature.

Pour la République du Niger:

Pour la République fédérale du Nigéria:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

Pour la Norvège:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Sultanat d'Oman:



Pour la République de l'Ouganda:

Pour la République d'Ouzbékistan:



Pour la République islamique du Pakistan:



Pour la République de Panama:



Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

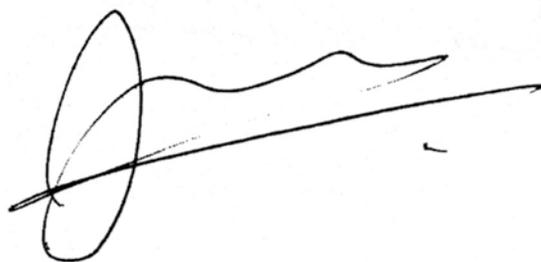
Pour la République de Paraguay:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a long, horizontal stroke extending to the right.

Pour les Pays-Bas:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, rounded loop on the left and a long, horizontal stroke extending to the right.

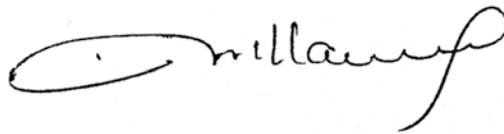
Pour les Antilles néerlandaises et Aruba:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, rounded loop on the left and a long, horizontal stroke extending to the right.A handwritten signature in black ink, featuring a large, rounded loop on the left and a long, horizontal stroke extending to the right.

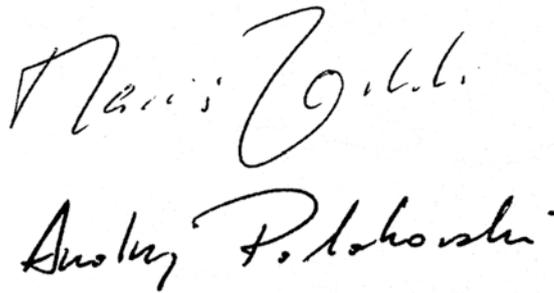
Pour la République du Pérou:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long, sweeping tail that ends in a small dot.

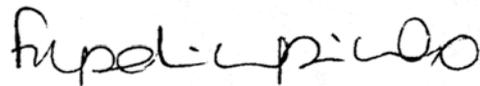
Pour la République des Philippines:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, rounded 'O' followed by a series of connected loops and a long, sweeping tail.

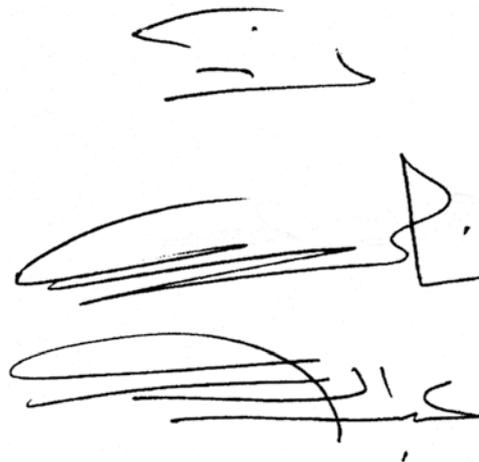
Pour la Pologne:

Two handwritten signatures in black ink. The first is 'Maciej Gubli' and the second is 'Andrzej Polakowski', both written in a cursive style.

Pour le Portugal:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, rounded 'P' followed by several loops and a long, sweeping tail.

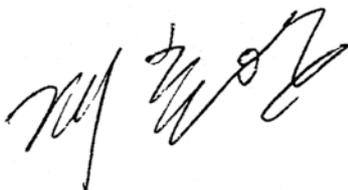
Pour l'Etat de Qatar:

Three handwritten signatures in black ink. The first is a simple, stylized signature. The second and third are more complex, featuring multiple loops and a long, sweeping tail.

Pour la République démocratique du Congo:

A handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, vertical strokes followed by a horizontal line and a final upward stroke.

Pour la République populaire démocratique de Corée:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of connected, flowing loops and curves.

Pour la Roumanie:

A large, stylized handwritten signature in black ink, characterized by a prominent, sweeping curve on the left side and a long, diagonal stroke extending towards the top right.

Pour la Fédération de Russie:

A handwritten signature in black ink, showing a series of connected, fluid loops and curves.

Pour la République rwandaise:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kagame'.

Pour Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis:

Pour Sainte-Lucie:

Pour la République de Saint-Marin:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicola de G. Bergeggi'.

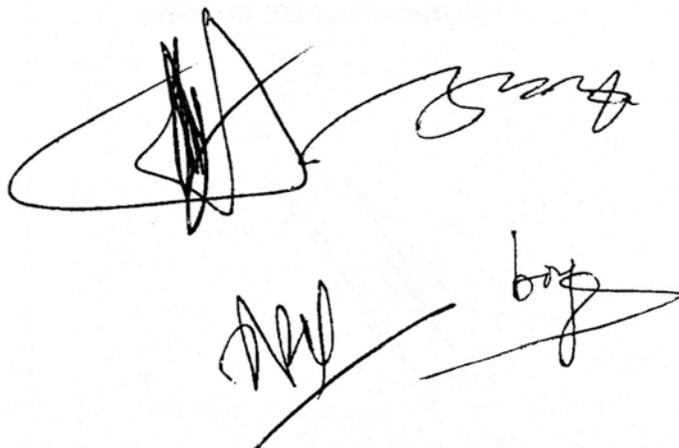
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines:

Pour les Iles Salomon:

Pour l'Etat indépendant de Samoa:

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe:

Pour la République du Sénégal:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'S' followed by a cursive name.

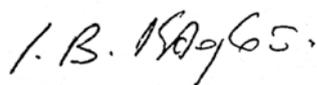
Pour la République de Serbie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Matic'.

Pour la République des Seychelles:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'S' followed by a cursive name.

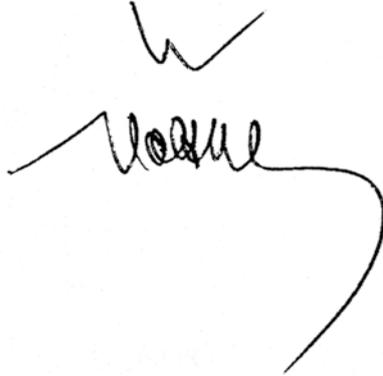
Pour la République de Sierra Leone:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'I. B. Kargbo'.

Pour la République de Singapour:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'S' followed by a cursive name.

Pour la République slovaque:

A handwritten signature in black ink, consisting of a small 'W' at the top, followed by a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

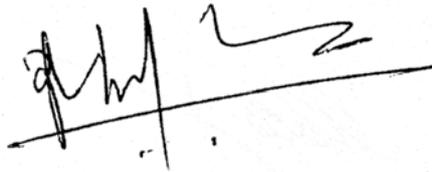
Pour la République de Slovénie:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République démocratique de Somalie:

Pour la République du Soudan:

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

A handwritten signature in black ink, with a complex, multi-stroke design that includes a prominent horizontal line across the middle.

Pour la Suède:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la Confédération suisse:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'W' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

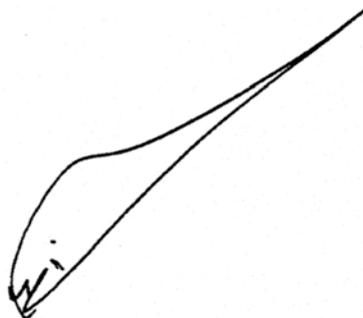
Pour la République du Suriname:

A handwritten signature consisting of a long horizontal line with a loop underneath.

Pour le Royaume du Swaziland:

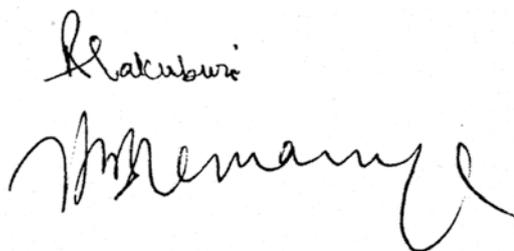
A complex, circular handwritten signature with multiple overlapping loops.

Pour la République arabe syrienne:

A handwritten signature that is a long, thin, curved line tapering at both ends.

Pour la République du Tadjikistan:

Pour la République unie de Tanzanie:

Two handwritten signatures. The top one is 'Rakuburi' and the bottom one is 'Memanze'.

Pour la République du Tchad:

ARAME
Moussa

Pour la République tchèque:

Jouma

Pour la Thaïlande:

Sue Lo-Utai

Pour la République démocratique de Timor-Leste:

Pour la République togolaise:

Stéphane
Boum

Pour le Royaume des Tonga:

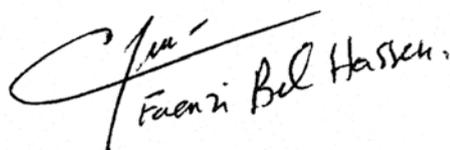


Pour la République de Trinité-et-Tobago:

Pour la République tunisienne:



Z. BASLY



Faouzi Bel Hassan

Pour le Turkménistan:

Pour la République de Turquie:

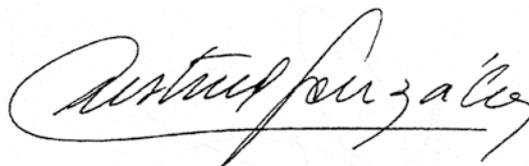


Pour Tuvalu:

Pour l'Ukraine:



Pour la République orientale de l'Uruguay:



Pour la République de Vanuatu:

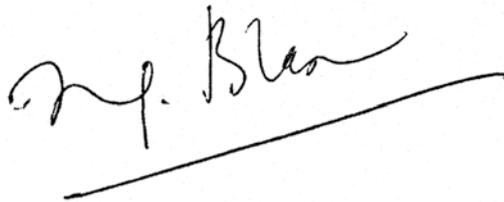
Pour l'Etat de la Cité du Vatican:



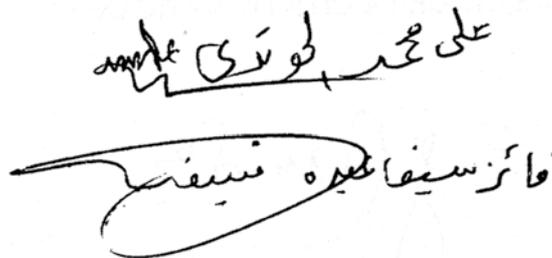
Pour la République bolivarienne du Venezuela:



Pour la République socialiste du Viet Nam:



Pour la République du Yémen:



Pour la République de Zambie:

Pour la République de Zimbabwe:



*

**PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL AU REGLEMENT GENERAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

TABLE DES MATIERES:

Article	
I.	(art. 101bis nouveau) Fonctions du Congrès
II.	(art. 102 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration
III.	(art. 103 modifié) Information sur les activités du Conseil d'administration
IV.	(art. 104 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale
V.	(art. 105 modifié) Information sur les activités du Conseil d'exploitation postal
VI.	(art. 106 modifié) Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif
VII.	(art. 107 modifié) Information sur les activités du Comité consultatif
VIII.	(art. 110 modifié) Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service
IX.	(art. 112 modifié) Fonctions du Directeur général
X.	(art. 114 modifié) Secrétariat des organes de l'Union
XI.	(art. 116 modifié) Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
XII.	(art. 118 modifié) Formules fournies par le Bureau international
XIII.	(art. 119 modifié) Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
XIV.	(art. 121 modifié) Rapport biennal sur les activités de l'Union
XV.	(art. 122 modifié) Procédure de présentation des propositions au Congrès
XVI.	(art. 123 modifié) Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès
XVII.	(art. 124 modifié) Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
XVIII.	(art. 125 modifié) Examen des propositions entre deux Congrès
XIX.	(art. 126 modifié) Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
XX.	(art. 128 modifié) Fixation et règlement des dépenses de l'Union
XXI.	(art. 130 modifié) Classes de contribution
XXII.	(art. 131 modifié) Paiement des fournitures du Bureau international
XXIII.	(art. 132 modifié) Procédure d'arbitrage
XXIV.	(art. 135 modifié) Modification, mise à exécution et durée du Règlement général
XXV.	Adhésion au Protocole additionnel
XXVI.	Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

**PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL AU REGLEMENT GENERAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 22.2 de la Constitution conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, adopté les modifications suivantes au Règlement général.

Article I

(Article 101bis)

Fonctions du Congrès

1. Sur la base des propositions des Pays-membres, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, le Congrès:
 - 1.1 détermine les politiques générales pour la réalisation de la mission et du but de l'Union énoncés dans le préambule de la Constitution et à son article premier;
 - 1.2 examine et adopte, le cas échéant, les propositions de modification à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et aux Arrangements formulées par les Pays-membres et les Conseils, conformément aux articles 29 de la Constitution et 122 du Règlement général;
 - 1.3 fixe la date d'entrée en vigueur des Actes;
 - 1.4 adopte son Règlement intérieur et les amendements y relatifs;

- 1.5 examine des rapports complets sur les travaux présentés respectivement par le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Comité consultatif couvrant la période écoulée depuis le Congrès précédent, conformément aux dispositions des articles 103, 105 et 107 du Règlement général;
 - 1.6 adopte la stratégie de l'Union;
 - 1.7 fixe le montant maximal des dépenses de l'Union, conformément à l'article 21 de la Constitution;
 - 1.8 élit les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale;
 - 1.9 élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international;
 - 1.10 fixe par résolution le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, en chinois, en portugais et en russe.
2. Le Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union, traite d'autres questions concernant notamment les services postaux.

Article II
(Article 102 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. La présidence est dévolue de droit au Pays-membre hôte du Congrès. Si ce Pays-membre se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le Pays-membre hôte.
3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.
4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.
5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:
 - 6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
 - 6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
 - 6.4 examiner et approuver le Programme et budget biennal et les comptes de l'Union;
 - 6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 128.3 à 5;
 - 6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
 - 6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
 - 6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;
 - 6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
 - 6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;
 - 6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
 - 6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 130.6;
 - 6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un Pays-membre le demande, en tenant compte des avis exprimés par les Pays-membres des groupes géographiques concernés;
 - 6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
 - 6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;
 - 6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;
 - 6.17 approuver les rapports biennaux établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;
 - 6.18 décider des contacts à prendre avec les Pays-membres pour remplir ses fonctions;

- 6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général, les organisations internationales, les associations, les entreprises et les personnes qualifiées qui doivent être invitées à se faire représenter à des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès, et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
- 6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;
- 6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des Pays-membres, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Pays-membres dans l'intervalle des Congrès;
- 6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Pays-membres conformément à l'article 125;
- 6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;
- 6.26 désigner le Pays-membre siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;
- 6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:
- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
 - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 6.29 examiner et approuver, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, le projet de stratégie à présenter au Congrès;
- 6.30 approuver le rapport quadriennal, établi par le Bureau international en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, pour soumission au Congrès suivant;
- 6.31 établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;
- 6.32 établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;
- 6.33 désigner ses membres qui feront partie du Comité consultatif;
- 6.34 réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.
7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.
8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.
9. Le Président, les Vice-Présidents et les Présidents des Commissions du Conseil d'administration forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
10. Les frais de voyage du représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, sont à la charge de son Pays-membre. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres classés parmi les pays en développement ou les pays les moins avancés conformément aux listes établies par l'Organisation

des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions ayant lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet d'avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet d'avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

14. Le Pays-membre où le Conseil d'administration se réunit est invité à participer aux réunions en qualité d'observateur, s'il n'est pas membre du Conseil d'administration.

15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions un ou plusieurs Pays-membres intéressés à des questions prévues à son ordre du jour.

16. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:

16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;

16.2 membres du Comité consultatif;

16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;

16.4 autres Pays-membres de l'Union.

17. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

19. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article III
(Article 103 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres, leurs opérateurs désignés, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres, à leurs opérateurs désignés et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article IV
(Article 104 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux Pays-membres en développement et seize sièges aux Pays-membres développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Pays-membres participant au

Conseil d'exploitation postale sont à la charge de ces Pays-membres. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1ère classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président et les Présidents des Commissions.

6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:

- 9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour tous les Pays-membres de l'Union ou leurs opérateurs désignés, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
- 9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgence nécessaire, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;
- 9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
- 9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Pays-membres conformément à l'article 125; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
- 9.6 examiner, à la demande d'un Pays-membre, toute proposition que ce Pays-membre transmet au Bureau international selon l'article 124, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Pays-membres;
- 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des Pays-membres, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
- 9.9 apporter au Conseil d'administration les éléments nécessaires à l'élaboration du projet de stratégie à soumettre au Congrès;
- 9.10 approuver le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
- 9.11 décider des contacts à prendre avec les Pays-membres et leurs opérateurs désignés pour remplir ses fonctions;
- 9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les Pays-membres et leurs opérateurs désignés ainsi que les pays nouveaux et en développement;
- 9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains Pays-membres et leurs opérateurs désignés dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- 9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

- 9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union et leurs opérateurs désignés et, en particulier, avec les pays nouveaux et en développement et leurs opérateurs désignés;
- 9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par tout Pays-membre ou opérateur désigné;
- 9.17 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;
- 9.18 désigner ses membres qui feront partie du Comité consultatif.
10. Sur la base de la stratégie de l'Union adoptée par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.
11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.
12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:
- 12.1 membres du Conseil d'administration;
- 12.2 membres du Comité consultatif;
- 12.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;
- 12.4 autres Pays-membres de l'Union.
13. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.
14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.
15. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.
16. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.
17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:
- 17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
- 17.2 tout Pays-membre n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;
- 17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Article V
(Article 105 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les Pays-membres, leurs opérateurs désignés, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.
2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.
3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres de l'Union, à leurs opérateurs désignés et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VI
(Article 106 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services oeuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises souhaitant contribuer à la réalisation de la mission et des objectifs de l'Union. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.
2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.
3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.
4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.
5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.
6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.
7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:
 - 8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;
 - 8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;
 - 8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;
 - 8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;
 - 8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.
9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.
10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.
11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.
12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:
 - 12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;
 - 12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;

12.3 Unions restreintes;

12.4 autres membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

Article VII

(Article 107 modifié)

Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.

2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union, à leurs opérateurs désignés et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VIII

(Article 110 modifié)

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les Pays-membres intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.
11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.
13. Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Article IX
(Article 112 modifié)

Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de grade D 2 doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.
2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
 - 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
 - 2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;
 - 2.3 notifier à l'ensemble des Pays-membres et à leurs opérateurs désignés les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;
 - 2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;
 - 2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
 - 2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;
 - 2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;
 - 2.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;
 - 2.9 préparer, à l'intention du Conseil d'administration et sur la base des directives données par les Conseils, le projet de stratégie à soumettre au Congrès;
 - 2.10 établir, pour approbation par le Conseil d'administration, un rapport quadriennal sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, qui sera soumis au Congrès suivant;
 - 2.11 assurer la représentation de l'Union;
 - 2.12 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
 - l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;

2.13 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;

2.14 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article X
(Article 114 modifié)

Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Pays-membres de l'organe et à leurs opérateurs désignés, aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Pays-membres et à leurs opérateurs désignés qui en font la demande.

Article XI
(Article 116 modifié)

**Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes.
Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
(Const. 20, Règl. gén. 124, 125, 126)**

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale, des Pays-membres et de leurs opérateurs désignés pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.
2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.
3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Pays-membres et par leurs opérateurs désignés en vue de connaître l'opinion des autres Pays-membres et de leurs opérateurs désignés sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.
4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article XII
(Article 118 modifié)

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés qui en font la demande.

Article XIII
(Article 119 modifié)

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.
2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les Pays-membres et leurs opérateurs désignés de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article XIV
(Article 121 modifié)

Rapport biennal sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport biennal qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Article XV
(Article 122 modifié)

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Pays-membres:
 - a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
 - b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
 - c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Pays-membres;
 - d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Pays-membres; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
 - e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.
3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. De même, chaque proposition susceptible d'entraîner des dépenses substantielles pour l'Union doit être accompagnée de son impact financier préparé par le Pays-membre auteur, en consultation avec le Bureau international, afin de déterminer les ressources financières nécessaires à son exécution.
4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Pays-membres qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.
5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article XVI
(Article 123 modifié)

**Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale
des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu
des décisions prises par le Congrès**

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services postaux de paiement doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par un seul Pays-membre, sans l'appui des autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.
3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.
4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par les Pays-membres, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

Article XVII
(Article 124 modifié)

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par un Pays-membre entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Pays-membres. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres Pays-membres par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article XVIII
(Article 125 modifié)

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116, 124)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: lorsqu'un Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à tous les Pays-membres pour examen. Ceux-ci disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet aux Pays-membres toutes les observations qu'il a reçues et invite chaque Pays-membre ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. Les Pays-membres qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérés comme s'étant abstenus. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seuls les Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Article XIX
(Article 126 modifié)

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 124, 125)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 35.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article XX
(Article 128 modifié)

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 2009 et suivantes:

37.000.000 francs suisses pour les années 2009 et 2010, 37.235.000 francs suisses pour les années 2011 et 2012. La limite de base pour 2012 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 2012.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2.900.000 francs suisses.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125.000 francs suisses par année.

6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 6% par an à partir du quatrième mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.
11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.
12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.
13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.
14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.
15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.
16. Les dispositions mentionnées sous 9 à 13 s'appliquent par analogie aux frais de traduction facturés par le Bureau international aux Pays-membres affiliés aux groupes linguistiques.

Article XXI
(Article 130 modifié)

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 115, 128)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:
- classe de 50 unités;
 - classe de 45 unités;
 - classe de 40 unités;
 - classe de 35 unités;
 - classe de 30 unités;
 - classe de 25 unités;
 - classe de 20 unités;
 - classe de 15 unités;
 - classe de 10 unités;
 - classe de 5 unités;
 - classe de 3 unités;
 - classe de 1 unité;
 - classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.
2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à la classe de contribution à laquelle il appartient durant une période minimale équivalente à celle située entre deux Congrès. Ce changement est annoncé au plus tard lors du Congrès. A la fin de la période entre deux Congrès, le Pays-membre revient automatiquement à son nombre d'unités de contribution d'origine, sauf s'il décide de continuer à payer un nombre d'unités de contribution supérieur. Le paiement de contributions supplémentaires augmente d'autant les dépenses.
3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.
4. Les Pays-membres peuvent se ranger ultérieurement dans une classe de contribution inférieure, à la condition que la demande de changement soit envoyée au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Le Congrès donne un avis non contraignant au sujet de ces demandes de changement de classe de contribution. Le Pays-membre est libre de suivre l'avis du Congrès. La décision finale du Pays-membre doit être transmise au Secrétariat du Bureau international avant la fin du Congrès. Cette demande de changement prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.
5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.
6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus

maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article XXII
(Article 131 modifié)

Paiement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 118)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Article XXIII
(Article 132 modifié)

Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacun des Pays-membres en cause choisit un Pays-membre qui n'est pas directement intéressé dans le litige. Lorsque plusieurs Pays-membres font cause commune, ils ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour un seul.

2. Au cas où l'un des Pays-membres en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois à partir de la date de son envoi, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par le Pays-membre défaillant ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Pays-membre également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, ce Pays-membre est désigné par le Bureau international parmi les Pays-membres non proposés par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Pays-membres qui participent à cet Arrangement.

7. En cas de différend à régler par le jugement arbitral entre opérateurs désignés, les opérateurs concernés saisissent leurs Pays-membres pour agir en vertu de la procédure prévue sous 1 à 6.

Article XXIV
(Article 135 modifié)

Modification, mise à exécution et durée du Règlement général

Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès.

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2006 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

Article XXV

Adhésion au Protocole additionnel

Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps. Les instruments d'adhésion y relatifs doivent être déposés auprès Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article XXVI

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2010 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement général, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à Genève, le 12 août 2008.

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

Pour la République d'Afrique du Sud:

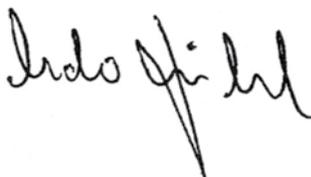


Pour la République d'Albanie:

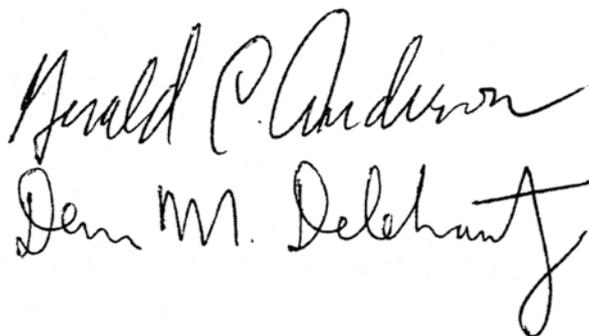


Pour la République algérienne démocratique et populaire:

Pour la République fédérale d'Allemagne:



Pour les Etats-Unis d'Amérique:



Pour la République d'Angola:



Pour Antigua-et-Barbuda:

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:



داؤد محمد صالح الظفيري
 -
 عبد العزيز الدين
 -
 محمد الطاهر
 -
 مصطفى بن محمد الرويلي
 -
 مصطفى بن محمد الرويلي
 -
 محمد عبد الله الدميني

Pour la République argentine:



Pour la République d'Arménie:



Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:



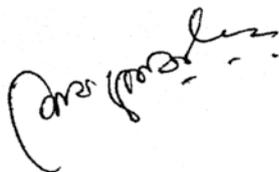
Pour la République d'Azerbaïdjan:

Pour le Commonwealth des Bahamas:

Pour le Royaume de Bahrain:



Pour la République populaire du Bangladesh:



Pour la Barbade:



Pour la République du Bélarus:



Pour la Belgique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a more complex, angular structure on the right. The initials "JLD" are written in a smaller, simpler font in the center of the signature.

Pour Belize:

Pour la République du Bénin:

A collection of handwritten signatures in black ink. On the left, there is a large, highly stylized signature with multiple overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left. To its right, there are two smaller, more distinct signatures, one above the other, both with sharp, vertical strokes.

Pour le Royaume de Bhoutan:

A handwritten signature in black ink, characterized by a series of fluid, connected loops and a long, sweeping horizontal stroke that ends in a small dot.A handwritten signature in black ink, featuring a large, elegant loop on the left side and a series of smaller, connected loops and strokes extending to the right.

Pour la République de Bolivie:

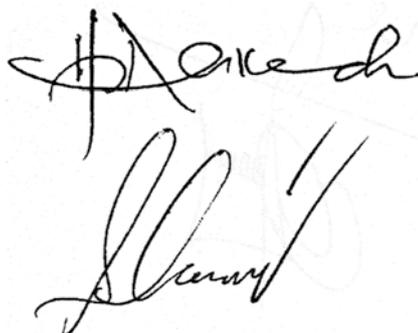
Pour la République de Bosnie-Herzégovine:

Pour la République du Botswana:

Pour la République fédérative du Brésil:



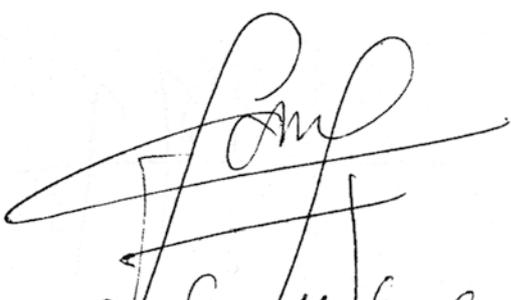
Pour Brunei Darussalam:



Pour la République de Bulgarie:

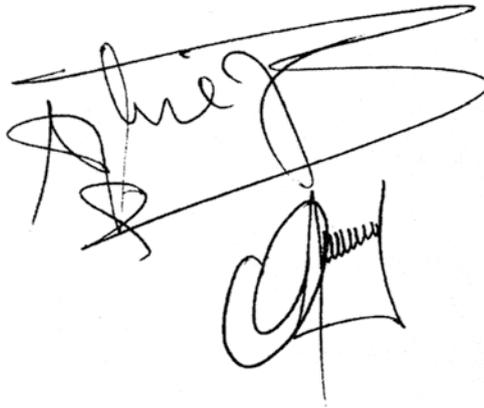


Pour le Burkina Faso:

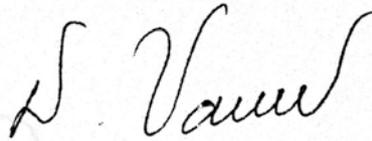


Clément Kunkyalá Somé
Conseiller technique du MPITC

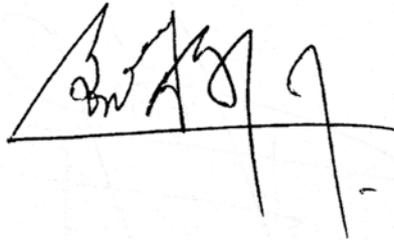
Pour la République du Burundi:

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the top.

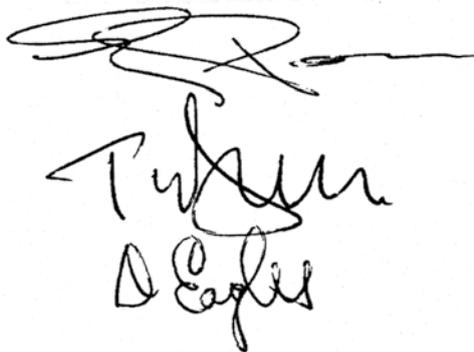
Pour le Royaume du Cambodge:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Vann'.

Pour la République du Cameroun:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large 'A' and other stylized letters.

Pour le Canada:

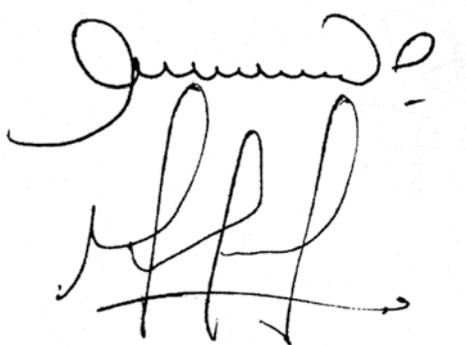
A handwritten signature in black ink, consisting of a large 'P' and other stylized letters.

Pour la République du Cap-Vert:

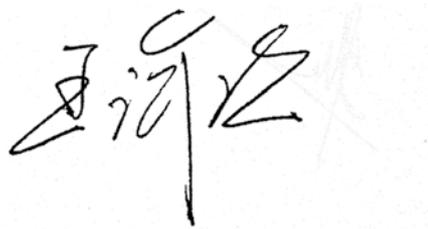
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Soares'.

Pour la République centrafricaine:

Pour le Chili:

Pour la République populaire de Chine:



2007. 8. 12

Pour la République de Chypre:

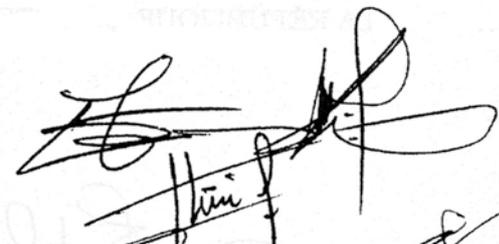


Pour la République de Colombie:

Pour l'Union des Comores:


IBRAHIM ABDALLAH

Pour la République du Congo:

BECKOS . H . L .

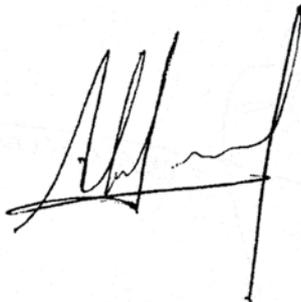
OSSONPBO

D. MABAI

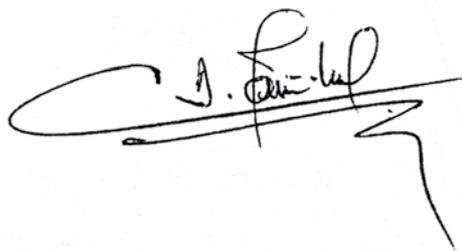

Pour la République de Corée:

Kwang Sup Ko

Pour la République de Costa-Rica:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom.

Pour la République de Côte d'Ivoire:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial 'C' followed by a name and a long horizontal stroke.

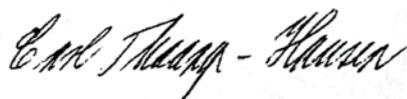
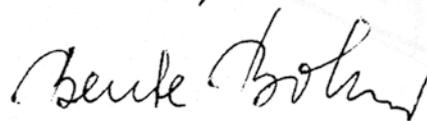
Pour la République de Croatie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be a name written in a cursive style.A second handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by a vertical stroke.

Pour la République de Cuba:

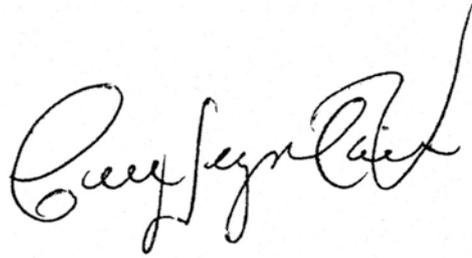
A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'M' followed by a diagonal stroke.

Pour le Royaume de Danemark:

A handwritten signature in black ink, appearing to be a name written in a cursive style.A second handwritten signature in black ink, appearing to be a name written in a cursive style.

Pour la République de Djibouti:

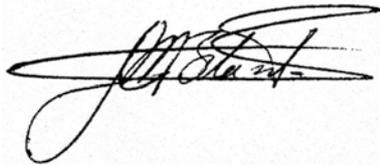
Pour la République dominicaine:



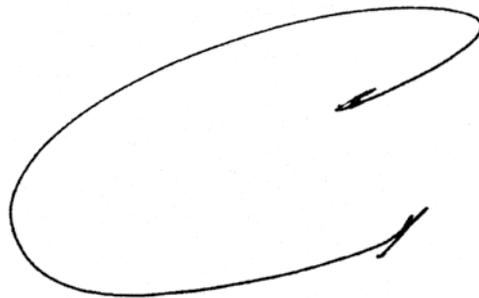
Pour le Commonwealth de la Dominique:

Pour la République arabe d'Egypte:

Pour la République de El Salvador:



Pour les Emirats arabes unis:

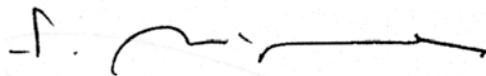


Pour la République de l'Equateur:



Pour l'Erythrée:

Pour l'Espagne:



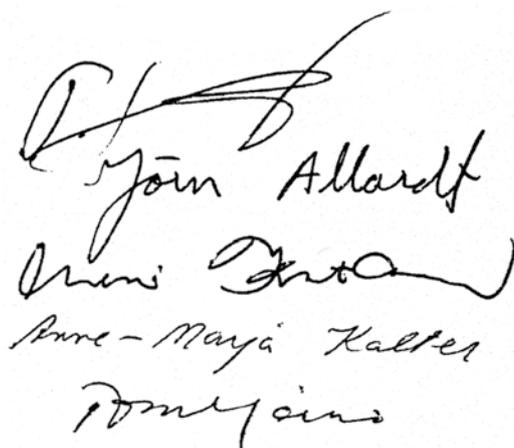
Pour la République d'Estonie:



Pour l'Ethiopie:

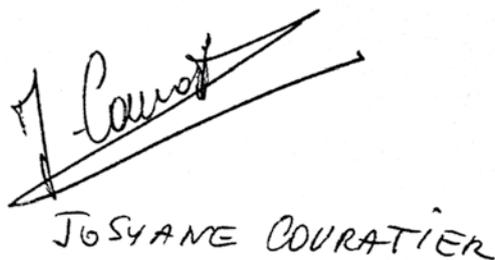
Pour Fidji:

Pour la République de Finlande:



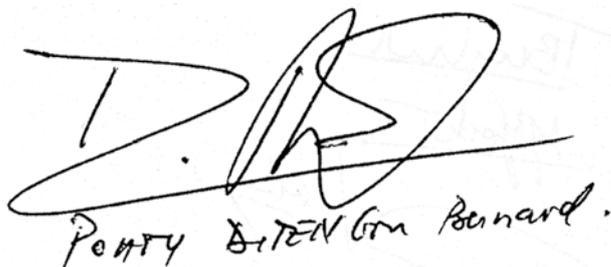
Jouko Allardt
Anni Anttonen
Anne-Mari Kallio
Tommy Sjöström

Pour la République française:



JOSYANE COURATIER

Pour la République gabonaise:



PONTY DITENGOU Bernard.

Pour la Gambie:

Pour la République de Géorgie:

Pour la République du Ghana:



KWABENA BAAH-DWODU
 AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA
 Dansbach
 B. Dwodu

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
 Îles de la Manche et Île de Man:*

*Pour les Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales
 sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
 et d'Irlande du Nord:*

Pour la Grèce:

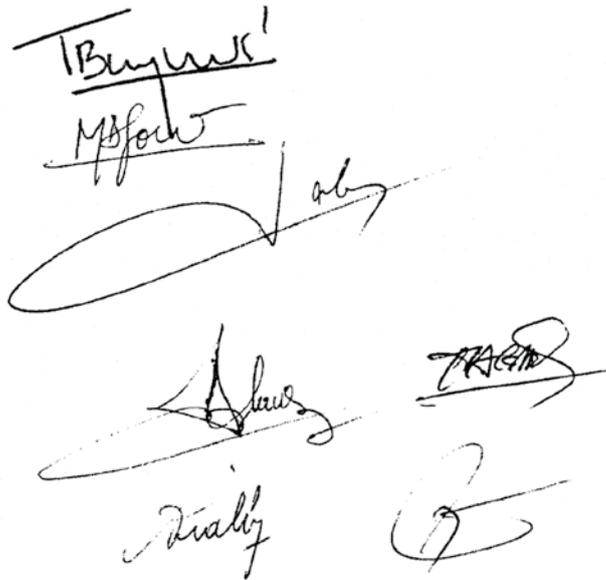


Handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke followed by a series of vertical and diagonal lines, and the name 'Α. Τάπια' written below it.

Pour la Grenade:

Pour la République du Guatemala:

Pour la République de Guinée:



Handwritten signatures in black ink. The top signature is 'T. Bayart' with 'M. S. J. J.' written below it. Below these are two more signatures, one on the left and one on the right, both consisting of large, sweeping horizontal strokes.

Pour la République de Guinée-Bissau:

Pour la République de Guinée équatoriale:



Handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke followed by a series of vertical and diagonal lines, and the name 'J. J. J.' written below it.

Pour la Guyane:

Pour la République d'Haïti:

Jean-Baptiste Pierre

Pour la République du Honduras:

Pour la République de Hongrie:



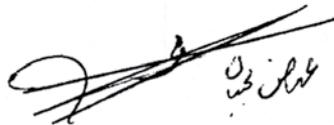
Pour l'Inde:

Prakash
12/08/08

Pour la République d'Indonésie:

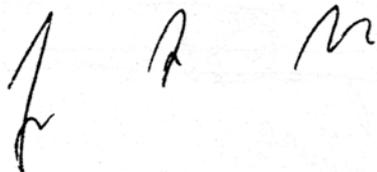


Pour la République islamique d'Iran:

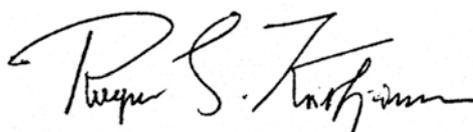


Pour la République d'Iraq:

Pour l'Irlande:

Handwritten signature in cursive script, appearing to be 'A. R. M.'.

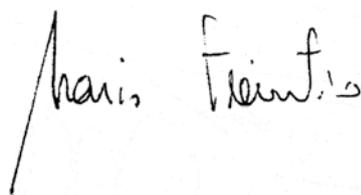
Pour la République d'Islande:

Handwritten signature in cursive script, appearing to be 'R. S. Kristjánsson'.

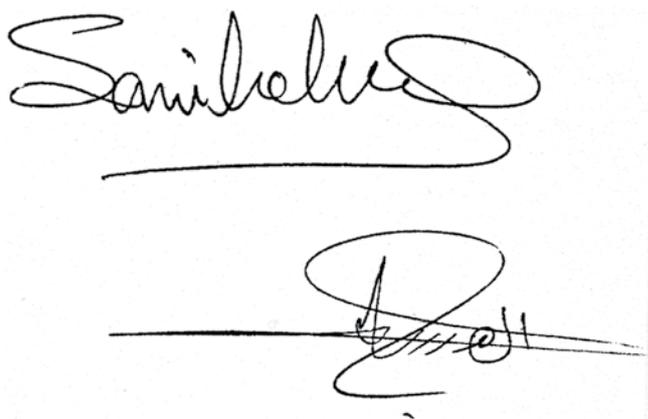
Pour Israël:

Handwritten signature in cursive script, appearing to be 'Yigal Levi'.

Pour l'Italie:

Handwritten signature in cursive script, appearing to be 'Mario Monti'.

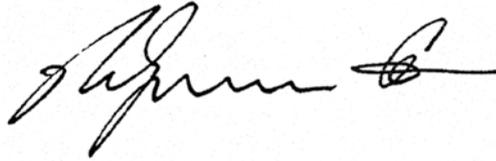
Pour (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste:

Two handwritten signatures in cursive script, one above the other, both appearing to be 'S. Ghannouchi'.

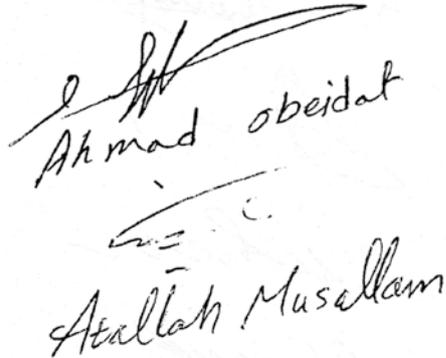
Pour la Jamaïque:



Pour le Japon:



Pour le Royaume hachémite de Jordanie:



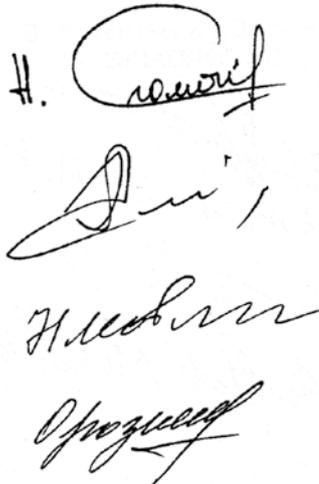
Ahmad obeidat
Atallah Musallam

Pour la République du Kazakhstan:



Pour la République de Kenya:

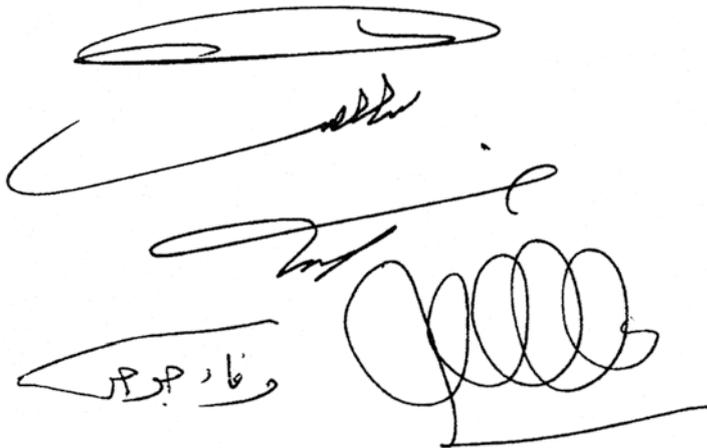
Pour la République du Kirghizistan:



H. Amirif
Amir,
H. Amirif
Amirif

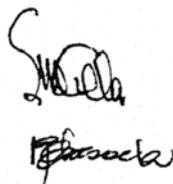
Pour la République de Kiribati:

Pour le Kuwait:

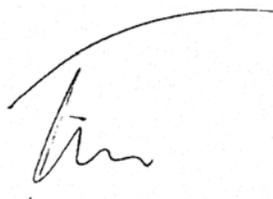
Three handwritten signatures in Arabic script. The top signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end. The middle signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end. The bottom signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end and a series of overlapping loops to the right.

Pour la République démocratique populaire Lao:

Pour le Royaume du Lesotho:

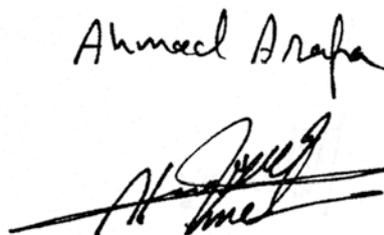
Two handwritten signatures in Sesotho script. The top signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end. The bottom signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end.

Pour la République de Lettonie:

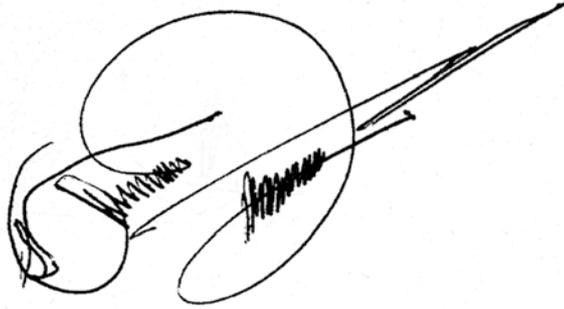
One handwritten signature in Latin script, consisting of a long, horizontal stroke with a loop at the end.

Pour l'Ex-République yougoslave de Macédoine:

Pour la République libanaise:

Two handwritten signatures in Arabic script. The top signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end. The bottom signature is a long, horizontal stroke with a loop at the end and a series of overlapping loops to the right.

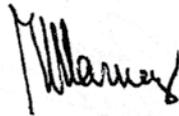
Pour la République de Libéria:

A handwritten signature consisting of two large, overlapping loops, with a long, thin horizontal stroke extending to the right from the bottom of the second loop.

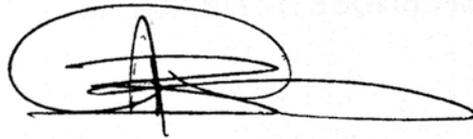
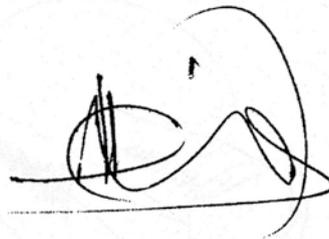
Pour la Principauté de Liechtenstein:

A handwritten signature in a cursive style, starting with a large, sweeping loop on the left and ending with a long, horizontal stroke on the right.

Pour la République de Lituanie:

A handwritten signature consisting of several vertical, parallel strokes of varying lengths, with a short horizontal stroke at the bottom.

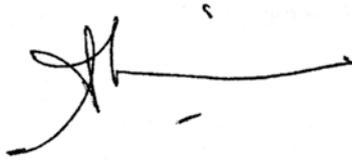
Pour le Luxembourg:

A handwritten signature consisting of a large, horizontal oval shape with a vertical stroke through the center, and a long, thin horizontal stroke extending to the right from the bottom of the oval.A handwritten signature consisting of a large, horizontal oval shape with a vertical stroke through the center, and a long, thin horizontal stroke extending to the right from the bottom of the oval.

Pour la République de Madagascar:

A handwritten signature consisting of a long, thin horizontal stroke with a small, circular loop in the middle.

Pour la Malaisie:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'M' followed by a horizontal line that ends in a small hook.

Pour le Malawi:

Pour la République des Maldives:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'M' with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République du Mali:

A handwritten signature in black ink, starting with a stylized 'M' and 'L' followed by a long horizontal line. Below this, there is a smaller signature and a separate scribble.

Pour Malte:

A collection of handwritten signatures in black ink. The most prominent one is 'Philip Yell' written in a cursive style. Below it are several other signatures, including one that appears to be 'Gopi' and another that looks like 'Lionel'.

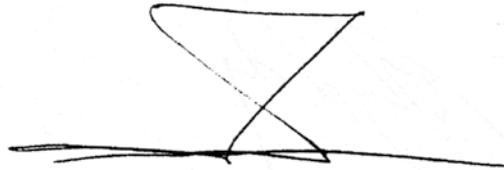
Pour le Royaume du Maroc:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, abstract shape.

Pour Maurice:

Pour la République islamique de Mauritanie:

Pour les Etats-Unis du Mexique:

A handwritten signature in black ink, featuring a prominent, sharp triangular shape at the top, followed by a horizontal line and a diagonal stroke.

Eduardo Olivares de Lachica

Pour la République de Moldova:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, circular loop on the left, followed by a series of vertical, wavy lines that resemble a stylized 'M' or a similar character.

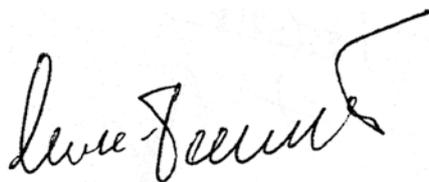
Pour la Principauté de Monaco:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few simple, vertical strokes that form a stylized, abstract shape.

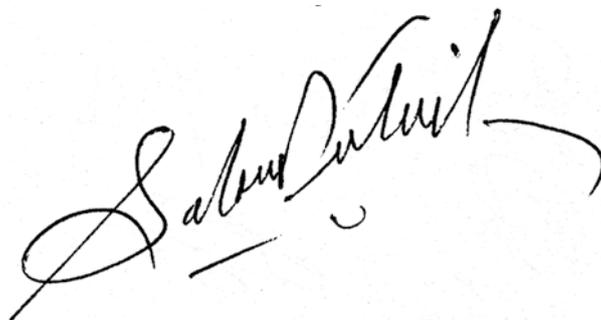
Pour la Mongolie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several large, flowing loops and curves, characteristic of a cursive style.

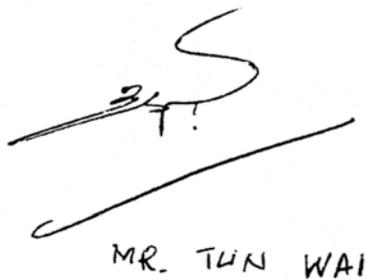
Pour la République du Monténégro:

A handwritten signature in black ink, featuring a prominent, sweeping curve at the top and a more compact, cursive body.

Pour la République populaire du Mozambique:

A handwritten signature in black ink, with a large, stylized initial 'S' and a long, sweeping tail that extends to the right.

Pour l'Union de Myanmar:



MR. TUN WAI

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' shape with a horizontal line underneath. Below the signature, the name 'MR. TUN WAI' is printed in a simple, sans-serif font.

Pour la République de Namibie:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Nauru:

Pour le Népal:

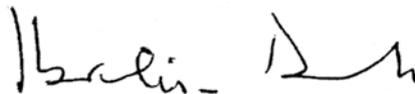
A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined.

Pour la République du Nicaragua:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the main part of the signature.

Pour la République du Niger:

Pour la République fédérale du Nigéria:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Abul-Isa'.

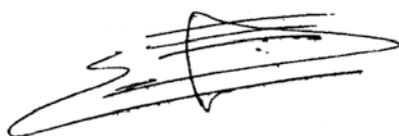
Pour la Norvège:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Egil Thomassen'.

Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Sultanat d'Oman:



Pour la République de l'Ouganda:

Pour la République d'Ouzbékistan:



Pour la République islamique du Pakistan:



Pour la République de Panama:



Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

Pour la République de Paraguay:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop at the top and a long, horizontal stroke extending to the right.

Pour les Pays-Bas:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke extending to the right.

Pour les Antilles néerlandaises et Aruba:

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke. The bottom signature is a large, rounded loop followed by a long, horizontal stroke.

Pour la République du Pérou:



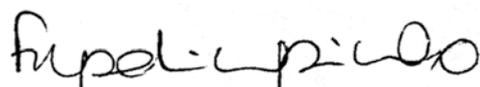
Pour la République des Philippines:



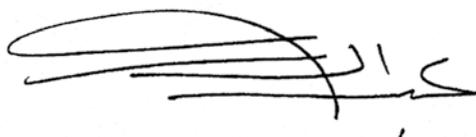
Pour la Pologne:



Pour le Portugal:



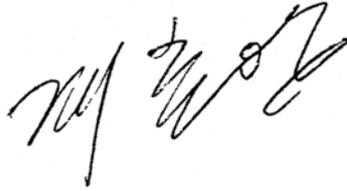
Pour l'Etat de Qatar:



Pour la République démocratique du Congo:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes on the left and a horizontal stroke at the bottom.

Pour la République populaire démocratique de Corée:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of connected, somewhat circular and vertical strokes.

Pour la Roumanie:

A large, stylized handwritten signature in black ink, with a prominent diagonal stroke crossing through the middle.

Pour la Fédération de Russie:

A handwritten signature in black ink, with a large, sweeping initial stroke.

Pour la République rwandaise:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kagame'.

Pour Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis:

Pour Sainte-Lucie:

Pour la République de Saint-Marin:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolaus G. Bergelli'.

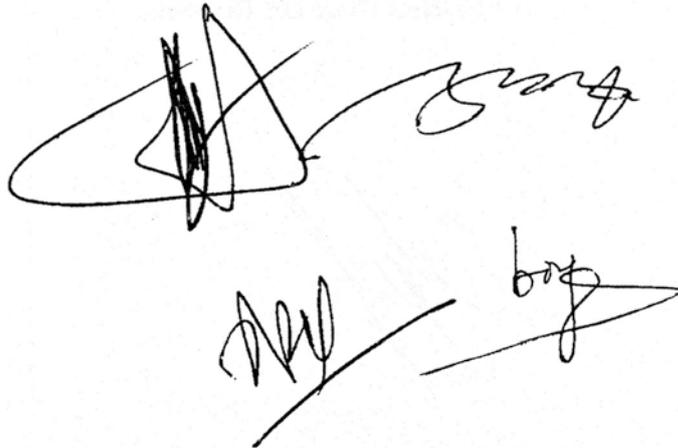
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines:

Pour les Iles Salomon:

Pour l'Etat indépendant de Samoa:

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe:

Pour la République du Sénégal:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'S' followed by a cursive name.

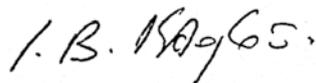
Pour la République de Serbie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Mate' in a cursive script.

Pour la République des Seychelles:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'S' followed by a cursive name.

Pour la République de Sierra Leone:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'I. B. Kargos' in a cursive script.

Pour la République de Singapour:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'S' followed by a cursive name.

Pour la République slovaque:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'W' at the top, followed by a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

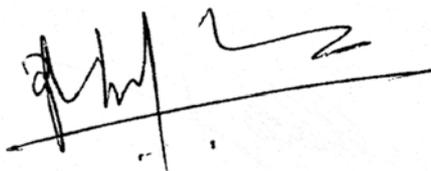
Pour la République de Slovénie:

A handwritten signature in black ink, featuring a cursive 'S' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

Pour la République démocratique de Somalie:

Pour la République du Soudan:

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

Pour la Suède:

A handwritten signature in black ink, featuring a cursive 'S' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

Pour la Confédération suisse:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'W' followed by a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

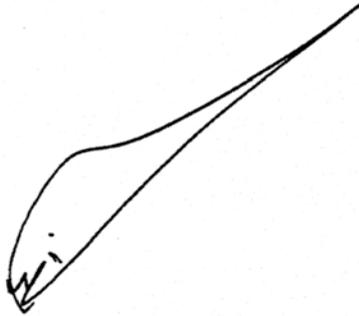
Pour la République du Suriname:

A handwritten signature consisting of a long horizontal line that curves downwards and then back up, ending in a small loop.

Pour le Royaume du Swaziland:

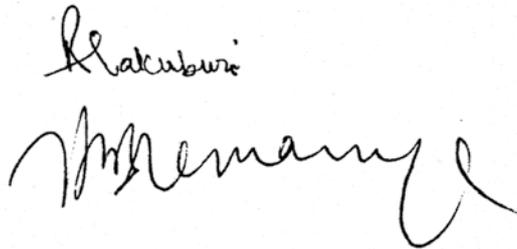
A complex, circular handwritten signature with many overlapping loops and lines.

Pour la République arabe syrienne:

A handwritten signature that starts with a small 'Si' and then extends into a long, sweeping, upward-curving line.

Pour la République du Tadjikistan:

Pour la République unie de Tanzanie:

Two handwritten signatures. The first is 'Rakubwiri' and the second is 'Mwanany'.

Pour la République du Tchad:

Armande
Moussa
[Signature]

Pour la République tchèque:

Jouzek

Pour la Thaïlande:

Sue Lo-Utai

Pour la République démocratique de Timor-Leste:

Pour la République togolaise:

[Signature]
[Signature]

Pour le Royaume des Tonga:

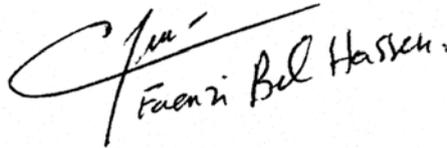


Pour la République de Trinité-et-Tobago:

Pour la République tunisienne:



Z. BASLY



Faenzi Bel Hassan

Pour le Turkménistan:

Pour la République de Turquie:

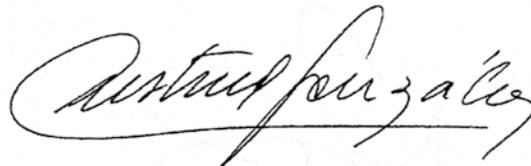


Pour Tuvalu:

Pour l'Ukraine:



Pour la République orientale de l'Uruguay:



*

Pour la République de Vanuatu:

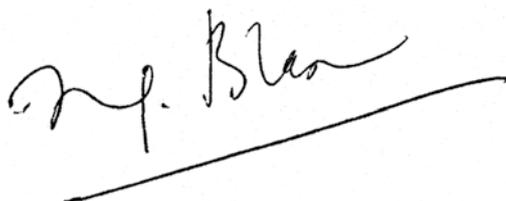
Pour l'Etat de la Cité du Vatican:



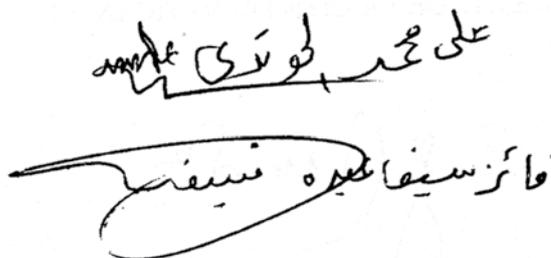
Pour la République bolivarienne du Venezuela:



Pour la République socialiste du Viet Nam:



Pour la République du Yémen:



Pour la République de Zambie:

Pour la République de Zimbabwe:



CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL

TABLE DES MATIERES:

Première partie – Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique – Dispositions générales

Art.

1. Définitions
2. Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention
3. Service postal universel
4. Liberté de transit
5. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables
6. Taxes
7. Exonération des taxes postales
8. Timbres-poste
9. Sécurité postale
10. Développement durable
11. Infractions

Deuxième partie – Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1 – Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et substances infectieuses admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
20. Normes et objectifs en matière de qualité de service

Chapitre 2 – Responsabilité

21. Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités
22. Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

Chapitre 3 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

26. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie – Rémunération

Chapitre 1 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Frais terminaux. Dispositions générales
28. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible
29. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire
30. Fonds pour l'amélioration de la qualité de service
31. Frais de transit

Chapitre 2 – Autres dispositions

32. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
33. Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
34. Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

Quatrième partie – Dispositions finales

35. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

36. Réserves présentées lors du Congrès

37. Mise à exécution et durée de la Convention

*

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Art.

- I. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- II. Taxes
- III. Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes
- IV. Services de base
- V. Avis de réception
- VI. Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)
- VII. Interdictions (poste aux lettres)
- VIII. Interdictions (colis postaux)
- IX. Matières radioactives et substances infectieuses admissibles
- X. Objets passibles de droits de douane
- XI. Réclamations
- XII. Taxe de présentation à la douane
- XIII. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres
- XIV. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
- XV. Tarifs spéciaux

*

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

PREMIERE PARTIE

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique – Dispositions générales

Article premier

Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 colis: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux;
 - 1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;
 - 1.3 dépêches mal acheminées: récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac);
 - 1.4 envois mal dirigés: envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays-membre;
 - 1.5 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);
 - 1.6 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;
 - 1.7 frais terminaux: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;
 - 1.8 opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire;
 - 1.9 petit paquet: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres;
 - 1.10 quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;
 - 1.11 quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;

- 1.12 quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal;
- 1.13 service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;
- 1.14 transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.

Article 2

Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article 3

Service postal universel

- 1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.
- 2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.
- 3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.
- 4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article 4

Liberté de transit

- 1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Pays-membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'ils emploient pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.
- 2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des substances infectieuses ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les célogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.
- 3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.
- 4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.
- 5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce Pays-membre.

Article 5

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

- 1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.
- 2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.
- 3. Les Pays-membres s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient des envois postaux, en cas de changement

d'adresse du destinataire, et renvoient à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article 6

Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale et en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et ses Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.
2. Le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale, les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.
3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).
4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale, sont autorisés à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.
5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation nationale pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés sur le territoire du Pays-membre. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.
6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.
7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque opérateur désigné garde les taxes qu'il a perçues.

Article 7

Exonération des taxes postales

1. Principe
 - 1.1 Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les Pays-membres, les opérateurs désignés et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, des Pays-membres et des opérateurs désignés sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.
2. Prisonniers de guerre et internés civils
 - 2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.
 - 2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.
 - 2.3 Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.
 - 2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.
 - 2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les opérateurs désignés, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.
3. Cécogrammes
 - 3.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

*Article 8***Timbres-poste**

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.
2. Le timbre-poste:
 - 2.1 est émis et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays-membre ou du territoire, conformément aux Actes de l'Union;
 - 2.2 est un attribut de souveraineté et constitue une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;
 - 2.3 doit être en circulation dans le Pays-membre ou sur le territoire émetteur, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou à des fins philatéliques, selon sa législation nationale;
 - 2.4 doit être accessible à tous les habitants du Pays-membre ou du territoire émetteur.
3. Le timbre-poste comprend:
 - 3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire émetteur, en caractères latins¹;
 - 3.2 la valeur faciale exprimée:
 - 3.2.1 en principe, dans la monnaie officielle du Pays-membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole;
 - 3.2.2 par d'autres signes d'identification spécifiques.
4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.
5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:
 - 5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'Union et aux décisions prises par les organes de l'Union;
 - 5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du Pays-membre ou du territoire ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;
 - 5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au Pays-membre ou au territoire, un lien étroit avec ledit Pays-membre ou territoire;
 - 5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;
 - 5.5 revêtir une signification importante pour le Pays-membre ou pour le territoire.
6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'Union ne peuvent être utilisés que sur autorisation du Pays-membre ou du territoire.

*Article 9***Sécurité postale**

1. Les Pays-membres et leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en oeuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres et leurs opérateurs désignés.

*Article 10***Développement durable**

Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en oeuvre une stratégie de développement durable dynamique portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions de développement durable dans le cadre des services postaux.

*Article 11***Infractions**

1. Envois postaux
 - 1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:
 - 1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières

¹ Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

- explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;
- 1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.
2. **Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier**
- 2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:
- 2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;
- 2.1.2 les marques d'affranchissement;
- 2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;
- 2.1.4 les coupons-réponse internationaux.
- 2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:
- 2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;
- 2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;
- 2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;
- 2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.
3. **Réciprocité**
- 3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

DEUXIEME PARTIE

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1 – Offre de prestations

Article 12

Services de base

1. Les Pays-membres doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.
2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - 2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.3 les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes;
 - 2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.
3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.
4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
5. Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays-membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.
6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.
7. Tout Pays-membre dont l'opérateur désigné ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les Pays-membres qui, avant le 1^{er} janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

*Article 13***Services supplémentaires**

1. Les Pays-membres assurent la prestation des services supplémentaires obligatoires ci-après:
 - 1.1 service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres;
 - 1.2 service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu;
 - 1.3 service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.
2. La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.
3. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les opérateurs désignés ayant convenu de fournir ces services:
 - 3.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.2 service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres;
 - 3.3 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.4 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.5 service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres recommandés, à livraison attestée ou avec valeur déclarée;
 - 3.6 service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.7 service des colis fragiles et des colis encombrants;
 - 3.8 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.
4. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:
 - 4.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés sont obligés d'assurer le service de retour des envois CCRI;
 - 4.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;
 - 4.3 avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée; tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.
5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.
6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:
 - 6.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;
 - 6.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;
 - 6.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;
 - 6.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.6 poste restante;
 - 6.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;
 - 6.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;
 - 6.9 couverture contre le risque de force majeure.

*Article 14***Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services**

1. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:
 - 1.1 le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages; les opérateurs désignés peuvent améliorer le service de courrier électronique en offrant un service de courrier électronique recommandé, qui complète le premier par une preuve d'expédition et une preuve de remise et passe par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés;
 - 1.2 l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique; ce service peut être fourni sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;

- 1.3 le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents;
 - 1.4 le cachet postal de certification électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.
2. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque opérateur désigné intéressé, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article 15

Envois non admis. Interdictions

1. Dispositions générales
 - 1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.
 - 1.2 Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.
 - 1.3 Tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.
2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois
 - 2.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:
 - 2.1.1 les stupéfiants et les substances psychotropes tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination;
 - 2.1.2 les objets obscènes ou immoraux;
 - 2.1.3 les objets contrefaits et piratés;
 - 2.1.4 autres objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
 - 2.1.5 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;
 - 2.1.6 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et marchandises dangereuses
 - 3.1 L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres marchandises dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.
 - 3.2 L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.
 - 3.3 Exceptionnellement, les marchandises dangereuses ci-après sont admises:
 - 3.3.1 les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1;
 - 3.3.2 les substances infectieuses expédiées dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux visées à l'article 16.2.
4. Animaux vivants
 - 4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.
 - 4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:
 - 4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;
 - 4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;
 - 4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.
 - 4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:
 - 4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.
5. Insertion de correspondances dans les colis
 - 5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:
 - 5.1.1 les correspondances, à l'exception des pièces archivées, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur
 - 6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:
 - 6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;
 - 6.1.1.1 cependant, si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;
 - 6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet;
 - 6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;
 - 6.1.3.1 de plus, chaque Pays-membre ou opérateur désigné a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; il peut limiter la valeur réelle de ces envois.
7. Imprimés et céogrammes
 - 7.1 Les imprimés et les céogrammes:
 - 7.1.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance;
 - 7.1.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.
8. Traitement des envois admis à tort
 - 8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 et 3.2 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 et 3.2 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article 16

Matières radioactives et substances infectieuses admissibles

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les Pays-membres qui se sont déclarés d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes:
 - 1.1 les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements;
 - 1.2 lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation;
 - 1.3 les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes;
 - 1.4 les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.
2. Les substances infectieuses, à l'exception des matières de catégorie A infectieuses pour l'homme (n° ONU 2814) et pour les animaux (n° ONU 2900), sont admises dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux, aux conditions suivantes:
 - 2.1 Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) peuvent être échangées par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces marchandises dangereuses peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).
 - 2.2 Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) doivent être traitées, emballées et étiquetées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres et du Règlement concernant les colis postaux. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.
 - 2.3 Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) peuvent être échangés par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces matières peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'OACI.
 - 2.4 Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) doivent être traités, emballés et étiquetés conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres. Ces envois sont

soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.

- 2.5 L'admission des substances infectieuses et des échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) est limitée aux relations entre les Pays-membres s'étant déclarés d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.
- 2.6 Les substances infectieuses et les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) autorisés sont acheminés par la voie la plus rapide, normalement par voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article 17

Réclamations

1. Chaque opérateur désigné est tenu d'accepter les réclamations concernant les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée, déposés dans son propre service ou dans celui de tout autre opérateur désigné, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. Les réclamations sont transmises par voie prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et opérateurs désignés et ne couvre pas la transmission des réclamations entre opérateurs désignés.
2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.
3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article 18

Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. L'opérateur désigné du pays d'origine et celui du pays de destination sont autorisés à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.
2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, de frais de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. Ces frais ne sont perçus qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.
3. Les opérateurs désignés qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont autorisés à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exemptés de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.
4. Les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article 19

Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:
 - 1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;
 - 1.2 entre les commandants de ces unités militaires;
 - 1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;
 - 1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.
2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.
3. Sauf entente spéciale, l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les opérateurs désignés concernés, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 20

Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.

2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.
3. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.
4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés évaluent l'application des normes de qualité de service.

Chapitre 2 – Responsabilité

Article 21

Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités

1. Généralités
 - 1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 22, les opérateurs désignés répondent:
 - 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;
 - 1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée;
 - 1.1.3 du renvoi des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires dont le motif de non-distribution n'est pas donné.
 - 1.2 Les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.
 - 1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité.
 - 1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe d'assurance.
 - 1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.
 - 1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.
 - 1.7 Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des opérateurs désignés sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les opérateurs désignés n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.
2. Envois recommandés
 - 2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.
 - 2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
3. Envois à livraison attestée
 - 3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.
4. Colis ordinaires
 - 4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.
 - 4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
 - 4.3 Les opérateurs désignés peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.
5. Envois avec valeur déclarée
 - 5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.
 - 5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

6. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.
7. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.
8. Dans les cas visés sous 2, 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.
9. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.
10. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.
11. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation nationale pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour l'opérateur désigné de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:
 - 11.1 en cas de recours contre l'opérateur désigné responsable;
 - 11.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.
12. Aucune réserve concernant le dépassement des délais des réclamations et le paiement de l'indemnité aux opérateurs désignés, y compris les périodes et conditions fixées dans les Règlements, n'est applicable, sauf en cas d'accord bilatéral.

Article 22

Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés

1. Les opérateurs désignés cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont ils ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:
 - 1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;
 - 1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
 - 1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;
 - 1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'opérateur désigné qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.
2. Les Pays-membres et les opérateurs désignés ne sont pas responsables:
 - 2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article 13.6.9;
 - 2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, ils ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
 - 2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;
 - 2.4 lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article 15;
 - 2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification du Pays-membre ou de l'opérateur désigné de ce pays;
 - 2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
 - 2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;
 - 2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;
 - 2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.
3. Les Pays-membres et les opérateurs désignés n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

*Article 23***Responsabilité de l'expéditeur**

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.
2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les opérateurs désignés pour chaque envoi avarié.
3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.
4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des opérateurs désignés ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

*Article 24***Paiement de l'indemnité**

1. Sous réserve du droit de recours contre l'opérateur désigné responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'opérateur désigné d'origine ou à l'opérateur désigné de destination.
2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

*Article 25***Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire**

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.
2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'opérateur désigné ou, s'il y a lieu, des opérateurs désignés qui ont supporté le dommage.
3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Chapitre 3 – Dispositions particulières à la poste aux lettres*Article 26***Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres**

1. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du Pays-membre déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.
2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.
3. L'opérateur désigné de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'opérateur désigné de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'opérateur désigné de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit renvoyer les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.
4. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les opérateurs désignés de destination ont le droit d'exiger de l'opérateur désigné de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit les taux applicables en vertu des articles 28.3 à 28.7 ou 29.7, selon le cas. Si l'opérateur désigné de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit retourner les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

TROISIEME PARTIE

Rémunération

Chapitre 1 – Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 27

Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque opérateur désigné qui reçoit d'un autre opérateur désigné des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'opérateur désigné expéditeur une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.
2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux par leurs opérateurs désignés, les pays et territoires sont classés conformément aux listes établies à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 18/2008, comme indiqué ci-après:
 - 2.1 pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010;
 - 2.2 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012 (nouveaux pays du système cible);
 - 2.3 pays et territoires faisant partie du système transitoire.
3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays à l'issue de la période de transition.
4. Accès au régime intérieur. Accès direct
 - 4.1 En principe, chaque opérateur désigné met à la disposition des autres opérateurs désignés l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'il offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.
 - 4.2 Les opérateurs désignés des pays du système cible doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.
 - 4.3 Les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux. Ces opérateurs désignés peuvent cependant choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible demandent aux opérateurs désignés des pays du système cible de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.
 - 4.4 Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.
5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 28 et 29, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les opérateurs désignés qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des opérateurs désignés ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 28 et 29.
6. Tout opérateur désigné peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.
7. Pour les sacs M, le taux de frais terminaux à appliquer est de 0,793 DTS par kilogramme. Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.
8. Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de 0,55 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 0,6 DTS pour 2012 et 2013. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de 1,1 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 1,2 DTS pour 2012 et 2013. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.

9. Tout opérateur désigné peut, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.
10. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10% sur le taux de frais terminaux applicable au courrier prioritaire.
11. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger des envois séparés par format en appliquant un taux de frais terminaux réduit.
12. Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.

Article 28

**Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier
entre les opérateurs désignés des pays du système cible**

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être liés aux tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.
3. Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés à partir d'un pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur comme suit: 70% pour les pays du système cible avant 2010 et 100% pour les pays adhérant au système cible à compter de 2010 ou 2012 (nouveaux pays du système cible).
4. En 2009 et en 2010, le Conseil d'exploitation postale mènera une étude sur les coûts de traitement du courrier arrivant. Si cette étude fait apparaître un pourcentage autre que celui de 70% indiqué sous 3, le Conseil d'exploitation postale déterminera s'il convient de modifier le pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes pour 2012 et 2013.
5. Pour 2010 et 2011, 50% de la TVA ou des autres taxes applicables seront déduits de la taxe utilisée pour le calcul indiqué sous 3. Cette déduction sera de 100% pour 2012 et 2013.
 6. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:
 - 6.1 pour 2010: 0,253 DTS par envoi et 1,980 DTS par kilogramme;
 - 6.2 pour 2011: 0,263 DTS par envoi et 2,059 DTS par kilogramme;
 - 6.3 pour 2012: 0,274 DTS par envoi et 2,141 DTS par kilogramme;
 - 6.4 pour 2013: 0,285 DTS par envoi et 2,227 DTS par kilogramme.
 7. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux de 2009, avant application du lien avec la qualité de service. Ces taux ne pourront pas non plus être inférieurs aux valeurs indiquées ci-après:
 - 7.1 pour 2010: 0,165 DTS par envoi et 1,669 DTS par kilogramme;
 - 7.2 pour 2011: 0,169 DTS par envoi et 1,709 DTS par kilogramme;
 - 7.3 pour 2012: 0,173 DTS par envoi et 1,750 DTS par kilogramme;
 - 7.4 pour 2013: 0,177 DTS par envoi et 1,792 DTS par kilogramme.
8. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont:
 - 8.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;
 - 8.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;
 - 8.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;
 - 8.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.
9. La rémunération pour le courrier en nombre est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28.3 à 28.7.
10. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.
11. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 29

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base d'augmentations annuelles de 2,8% des taux de 2009 ajustés selon le nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme.
2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.
3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont:
 - 3.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;
 - 3.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;
 - 3.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;
 - 3.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.
4. Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme. Les taux ci-après s'appliquent:
 - 4.1 pour 2010: 3,831 DTS par kilogramme;
 - 4.2 pour 2011: 3,938 DTS par kilogramme;
 - 4.3 pour 2012: 4,049 DTS par kilogramme;
 - 4.4 pour 2013: 4,162 DTS par kilogramme.
5. Pour les flux de plus de 100 tonnes par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.
6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.
7. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.
8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 30

Fonds pour l'amélioration de la qualité de service

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20% des taux indiqués à l'article 29, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.
2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
3. A partir du 1^{er} janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 feront l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui se trouvaient dans le système cible avant 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 8% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui adhéreront au système cible en 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

6. A partir du 1^{er} janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
7. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 8% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, et d'une majoration correspondant à 2% des taux indiqués à l'article 28.8 en 2012 et en 2013, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
8. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 1% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 1% des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
9. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 2 à 5 font l'objet d'un plancher de 12.565 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.
10. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2010 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article 31

Frais de transit

1. Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même Pays-membre au moyen des services d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien.

Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.

Chapitre 2 – Autres dispositions

Article 32

Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre opérateurs désignés au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.
2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois-avion, des colis-avion en transit à découvert, des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.
3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:
 - 3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par un ou plusieurs opérateurs désignés intermédiaires;
 - 3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'opérateur désigné qui remet les envois à un autre opérateur désigné.
4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.
5. Chaque opérateur désigné de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.
6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'opérateur désigné de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.
7. L'opérateur désigné de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'opérateur désigné de destination.

Article 33

Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.
 - 1.1 Tenant compte des taux de base ci-dessus, les opérateurs désignés peuvent en outre être autorisés à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.
 - 1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
 - 1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.
2. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés sont soumis, au profit des opérateurs désignés dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.
 - 2.1 Pour les colis en transit à découvert, les opérateurs désignés intermédiaires sont autorisés à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.
 - 2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
3. Tout opérateur désigné dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
 - 3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.
 - 3.2 Les opérateurs désignés ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, ils peuvent la réduire à leur gré.

Article 34

Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les opérateurs désignés selon les conditions énoncées dans les Règlements:
 - 1.1 frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;
 - 1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;
 - 1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;
 - 1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers;
 - 1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.
2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux opérateurs désignés assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

QUATRIEME PARTIE

Dispositions finales

Article 35

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.
2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale ayant le droit de vote.
3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:
 - 3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote et ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications;
 - 3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 36

Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.
2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.
3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.
4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article 37

Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} janvier 2010 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à Genève, le 12 août 2008.

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

Pour la République d'Afrique du Sud:

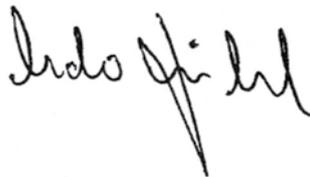


Pour la République d'Albanie:

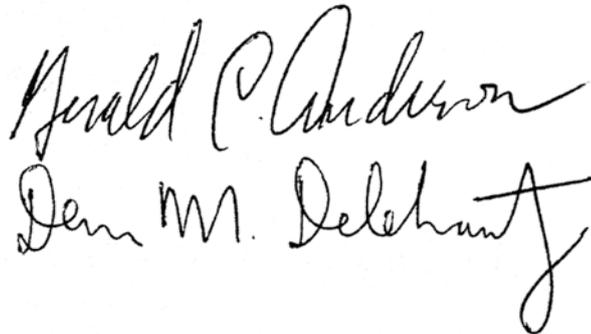


Pour la République algérienne démocratique et populaire:

Pour la République fédérale d'Allemagne:



Pour les Etats-Unis d'Amérique:



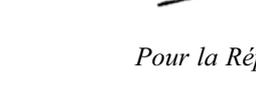
Pour la République d'Angola:



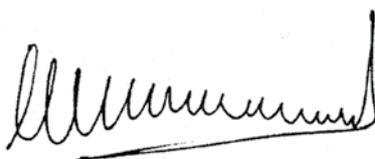
Pour Antigua-et-Barbuda:

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:



 داؤد محمد صالح الطاهر
 عبد العزيز السبيعي
 محمد محمد المظلم
 منصف بن علي الرويلي
 Mufadhil Z. Al-Kewili
 ابراهيم بن محمد (صباح)
 محمد عبدالله الدميخي

Pour la République argentine:



Pour la République d'Arménie:



 J. P. Boon

Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:



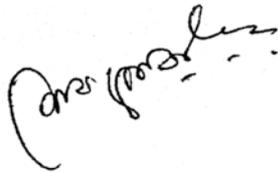
Pour la République d'Azerbaïdjan:

Pour le Commonwealth des Bahamas:

Pour le Royaume de Bahrain:



Pour la République populaire du Bangladesh:



Pour la Barbade:



Pour la République du Bélarus:



Pour la Belgique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a more complex, angular structure on the right. The initials 'JW' are written in the center of the signature.

Pour Belize:

Pour la République du Bénin:

Two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is highly stylized and complex, with multiple overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left. The signature on the right is more vertical and consists of several sharp, parallel strokes.

Pour le Royaume de Bhoutan:

A handwritten signature in black ink, characterized by a large, sweeping loop on the left side and a long, horizontal stroke extending to the right.A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a long, horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Bolivie:

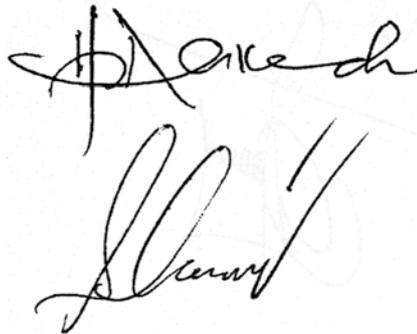
Pour la République de Bosnie-Herzégovine:

Pour la République du Botswana:

Pour la République fédérative du Brésil:



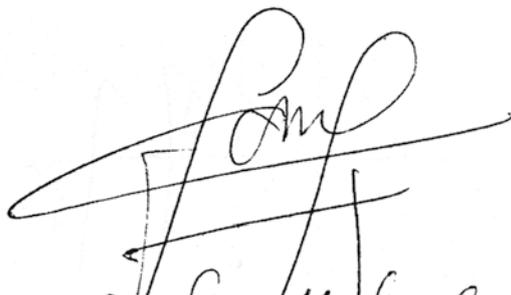
Pour Brunei Darussalam:



Pour la République de Bulgarie:



Pour le Burkina Faso:



Clément Kunkyalé SOMÉ
Conseiller technique du MPTE

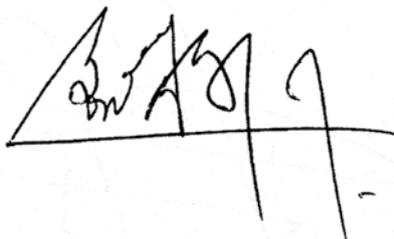
Pour la République du Burundi:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe', written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat abstract.

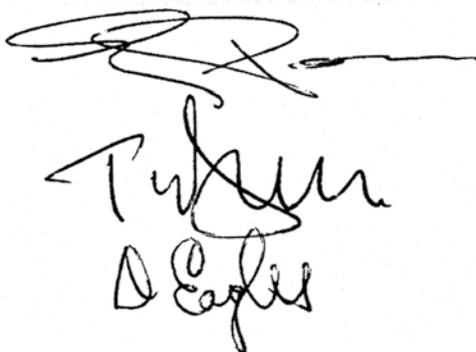
Pour le Royaume du Cambodge:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Vann', written in a cursive style.

Pour la République du Cameroun:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. N. N.', written in a cursive style.

Pour le Canada:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'T. B. S.', written in a cursive style.

Pour la République du Cap-Vert:

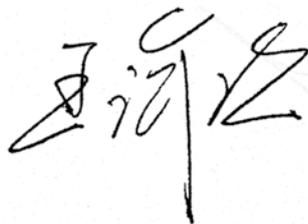
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Soares', written in a cursive style.

Pour la République centrafricaine:

Pour le Chili:

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, connected strokes. The top part features a long horizontal line that curves upwards into a large, sweeping arch. Below this, there are more complex, overlapping loops and lines, ending in a horizontal line with a small arrowhead pointing to the right.

Pour la République populaire de Chine:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style. It starts with a small 'C' above the first stroke, followed by several interconnected, fluid lines that form a distinctive shape.

2008.8.12

Pour la République de Chypre:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of overlapping, curved strokes. The signature is written in a cursive style and is underlined with a long, straight horizontal line.

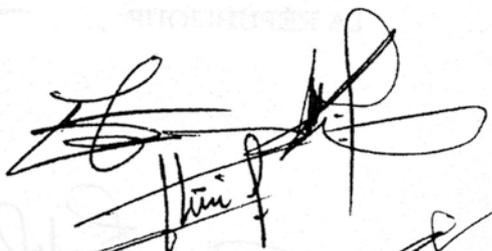
Pour la République de Colombie:

Pour l'Union des Comores:



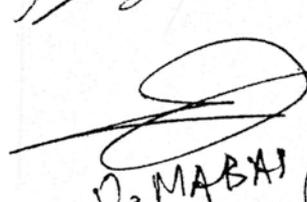
IBRAHIM ABDALLAH

Pour la République du Congo:



BECKOS .H.L.

OSSOMPO



O. MABAI



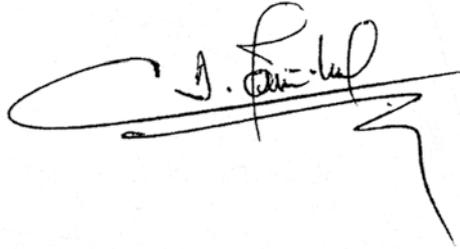
Pour la République de Corée:

Kwang Sup Ko

Pour la République de Costa-Rica:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the base.

Pour la République de Côte d'Ivoire:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial 'C' followed by a name that appears to be 'A. San-ko'.

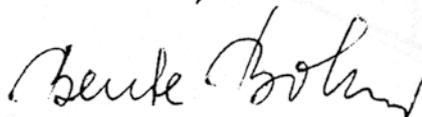
Pour la République de Croatie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Zoran'.A second handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'Z' followed by a vertical stroke.

Pour la République de Cuba:

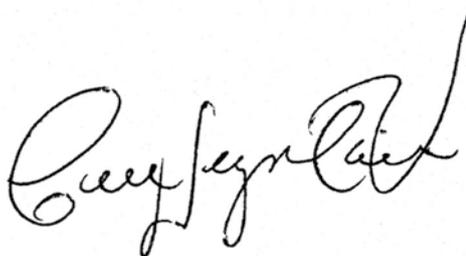
A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'F' followed by a vertical stroke.

Pour le Royaume de Danemark:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Erik Thomsen - Hansen'.A second handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bente Bohr'.

Pour la République de Djibouti:

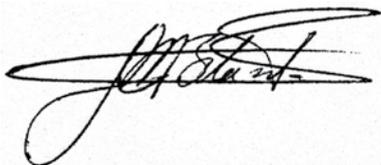
Pour la République dominicaine:



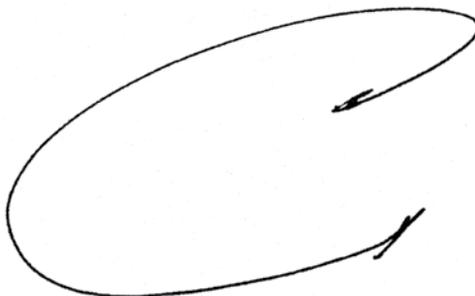
Pour le Commonwealth de la Dominique:

Pour la République arabe d'Egypte:

Pour la République de El Salvador:



Pour les Emirats arabes unis:

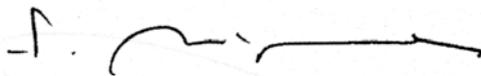


Pour la République de l'Equateur:



Pour l'Erythrée:

Pour l'Espagne:



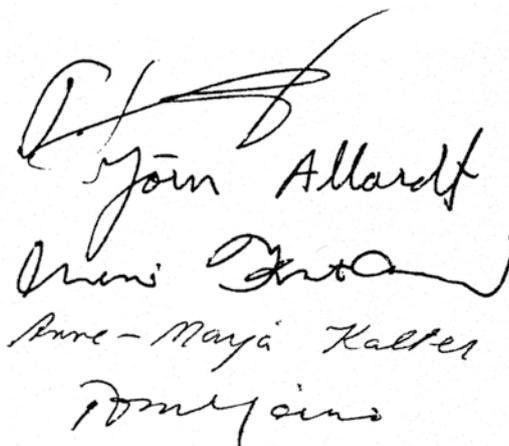
Pour la République d'Estonie:



Pour l'Ethiopie:

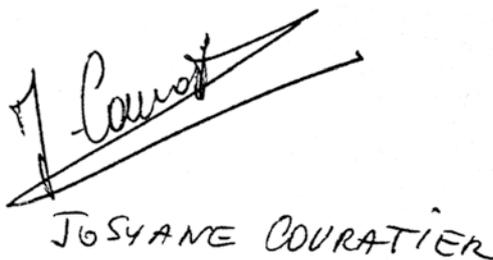
Pour Fidji:

Pour la République de Finlande:



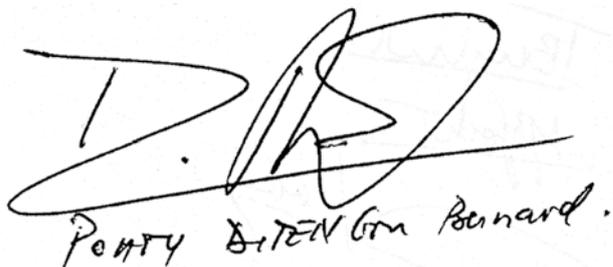
Jouko Allardt
Anni Anttonen
Anne-Mari Kallio
Jouko Anttonen

Pour la République française:



JOSYANE COURATIER

Pour la République gabonaise:

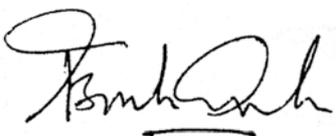


Ponty Diten Gou Bernard.

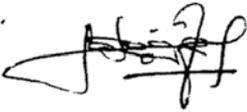
Pour la Gambie:

Pour la République de Géorgie:

Pour la République du Ghana:



Kwabena Baah-Duodu
AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA
Dunstons
Björns



*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Iles de la Manche et Ile de Man:*

*Pour les Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales
sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord:*

Pour la Grèce:

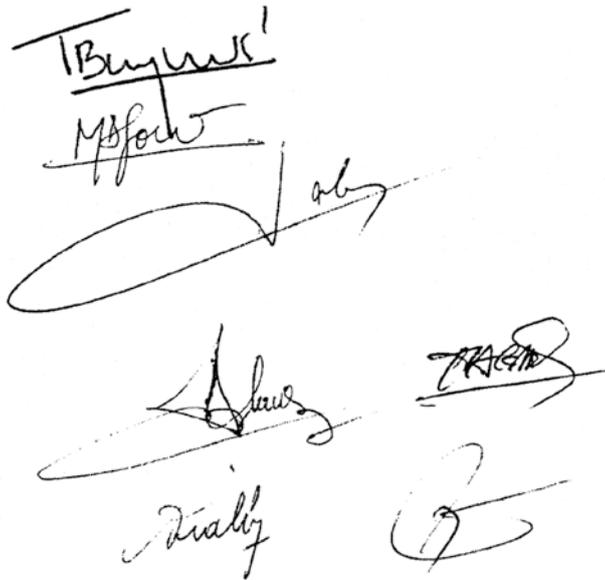


Handwritten signature of a representative for Greece, consisting of a large, stylized flourish above the name "A. Tapra".

Pour la Grenade:

Pour la République du Guatemala:

Pour la République de Guinée:



Handwritten signatures of representatives for Guinea, including the name "Buyer" and "M. J. J. J. J." above a large flourish, and two smaller signatures below.

Pour la République de Guinée-Bissau:

Pour la République de Guinée équatoriale:



Handwritten signature of a representative for Equatorial Guinea, featuring a large flourish above the name "J. J. J. J." and another flourish below.

Pour la Guyane:

Pour la République d'Haïti:

Jean-Claude Pierre

Pour la République du Honduras:

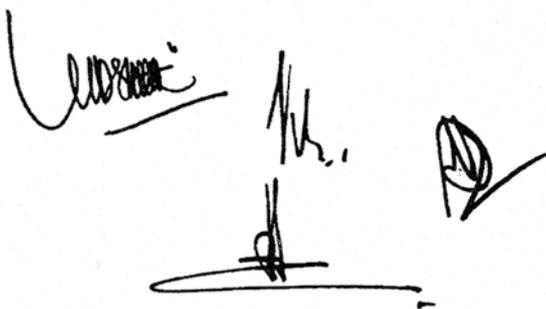
Pour la République de Hongrie:



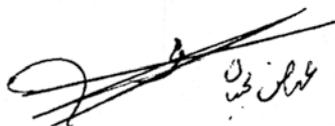
Pour l'Inde:

Melwan
12/08/08

Pour la République d'Indonésie:

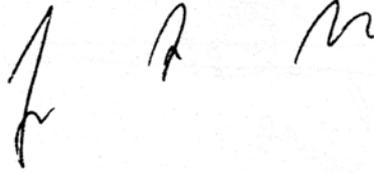


Pour la République islamique d'Iran:



Pour la République d'Iraq:

Pour l'Irlande:

Handwritten signature consisting of three distinct, stylized characters.

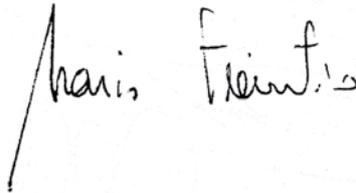
Pour la République d'Islande:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'P. S. Kristjánsson'.

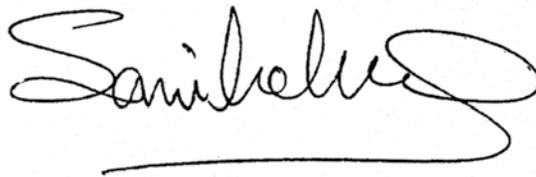
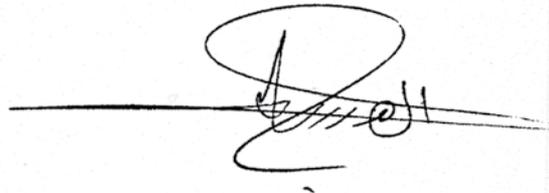
Pour Israël:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Yigal Levi'.

Pour l'Italie:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Maurice Fiorini'.

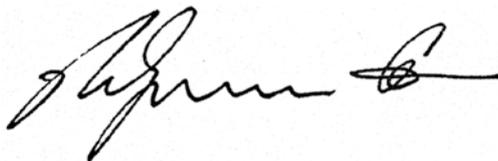
Pour (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Sanikellu'.Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'D. Ghannouchy'.

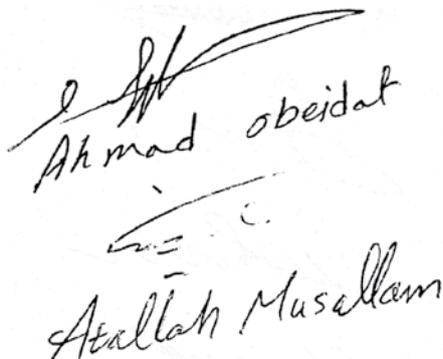
Pour la Jamaïque:



Pour le Japon:

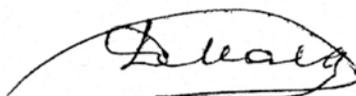


Pour le Royaume hachémite de Jordanie:



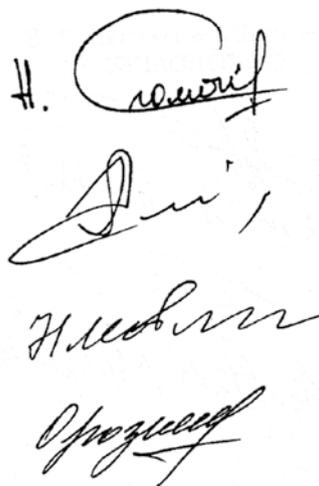
Ahmad obeidat
Atallah Musallam

Pour la République du Kazakhstan:



Pour la République de Kenya:

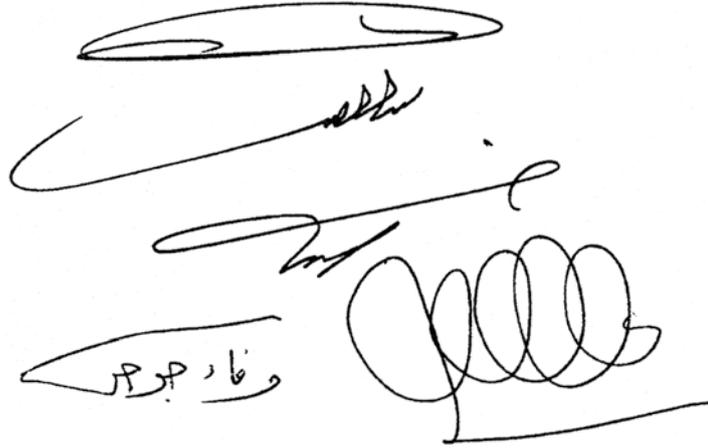
Pour la République du Kirghizistan:



H. ~~Amir~~
Amir,
Husein
Orozov

Pour la République de Kiribati:

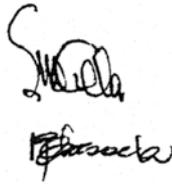
Pour le Kuwait:



Handwritten signatures for Kiribati and Kuwait. The Kiribati signature is a long, horizontal, slightly wavy line. The Kuwait signature is a long, horizontal line with a small flourish at the end. Below these are two more signatures: one in Arabic script and another with a large, circular, multi-looped flourish.

Pour la République démocratique populaire Lao:

Pour le Royaume du Lesotho:



Two handwritten signatures for Lesotho, one above the other. Both are stylized and somewhat illegible.

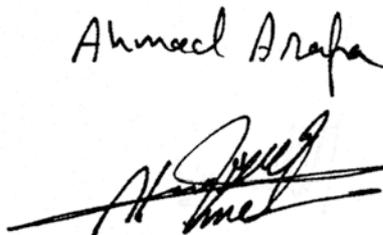
Pour la République de Lettonie:



A single handwritten signature for Lettonie, consisting of a long, sweeping horizontal line above a shorter, more vertical line.

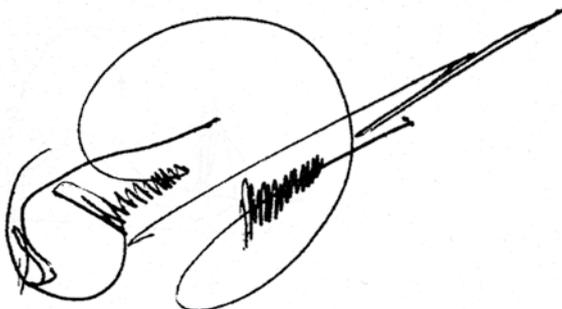
Pour l'Ex-République yougoslave de Macédoine:

Pour la République libanaise:



Two handwritten signatures for République libanaise. The top one is 'Amrath Arafat' and the bottom one is a more stylized signature.

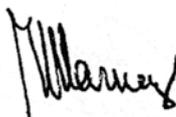
Pour la République de Libéria:

A handwritten signature consisting of a large, loopy initial 'L' followed by a series of horizontal strokes and a long, sweeping tail that extends to the right.

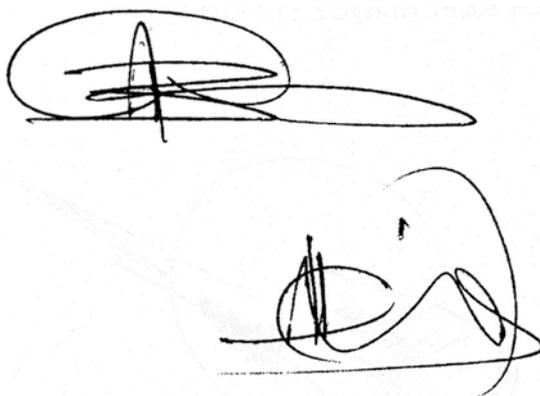
Pour la Principauté de Liechtenstein:

A handwritten signature in a cursive style, starting with a large 'L' and ending with a long, sweeping tail that curves downwards.

Pour la République de Lituanie:

A handwritten signature consisting of several vertical, parallel strokes followed by a short horizontal line.

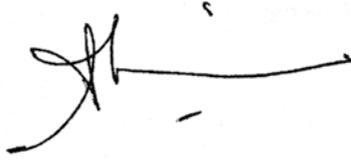
Pour le Luxembourg:

Two handwritten signatures for Luxembourg. The first is a signature with a large, loopy initial 'L' and a long, sweeping tail. The second is a signature with a large, loopy initial 'L' and a long, sweeping tail that curves downwards.

Pour la République de Madagascar:

A handwritten signature consisting of a large, loopy initial 'M' followed by a long, sweeping tail that extends to the right.

Pour la Malaisie:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'H' followed by a horizontal line.

Pour le Malawi:

Pour la République des Maldives:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'M' with a horizontal line extending to the right.

Pour la République du Mali:

A handwritten signature in black ink, starting with a stylized initial 'M' and the word 'Mali' written in cursive, followed by a horizontal line and a small flourish.

Pour Malte:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'P' followed by the name 'Philip Yell' written in cursive.

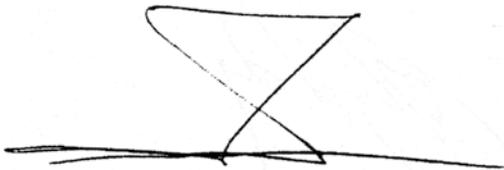
Pour le Royaume du Maroc:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is positioned above a faint, circular watermark.

Pour Maurice:

Pour la République islamique de Mauritanie:

Pour les Etats-Unis du Mexique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'X' shape formed by two intersecting diagonal lines, with a horizontal line underneath. Below the signature is the name "Eduardo Olivares de Lachica" written in a cursive script.

Eduardo Olivares de Lachica

Pour la République de Moldova:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, circular flourish followed by several vertical, parallel strokes and a diagonal line at the bottom right.

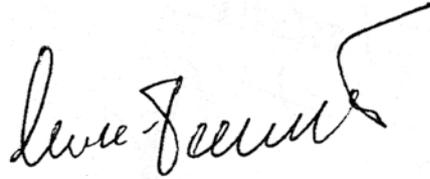
Pour la Principauté de Monaco:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few simple, vertical and diagonal strokes.

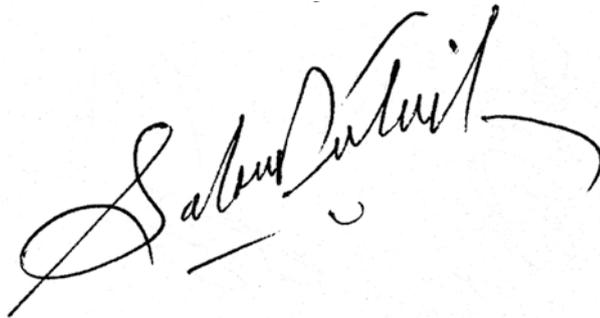
Pour la Mongolie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several large, flowing loops and curves, characteristic of a cursive style.

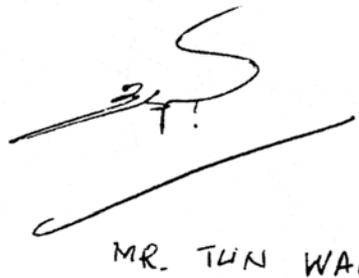
Pour la République du Monténégro:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Ljiljana', written in a cursive style with a prominent initial 'L'.

Pour la République populaire du Mozambique:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Santana', written in a cursive style with a large initial 'S'.

Pour l'Union de Myanmar:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Tun Wai', written in a cursive style with a large initial 'T' and a long horizontal stroke below it.

MR. TUN WAI

Pour la République de Namibie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Nauru:

Pour le Népal:

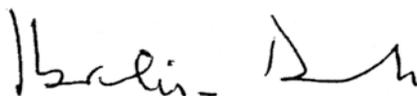
A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined.

Pour la République du Nicaragua:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the letters 'A' and 'H'.

Pour la République du Niger:

Pour la République fédérale du Nigéria:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bala' followed by a stylized flourish.

Pour la Norvège:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and appearing to be 'Egil Thomassen'.

Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Sultanat d'Oman:

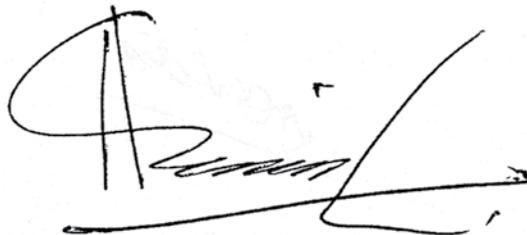


Pour la République de l'Ouganda:

Pour la République d'Ouzbékistan:



Pour la République islamique du Pakistan:



Pour la République de Panama:



Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

Pour la République de Paraguay:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop on the left that crosses over a horizontal line, followed by a smaller, more intricate scribble on the right.

Pour les Pays-Bas:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, open loop on the left that crosses over a horizontal line, followed by a smaller, more intricate scribble on the right.

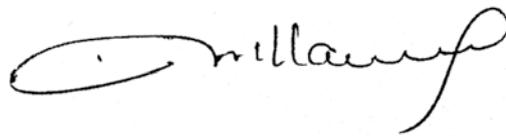
Pour les Antilles néerlandaises et Aruba:

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, open loop on the left that crosses over a horizontal line, followed by a smaller, more intricate scribble on the right. The bottom signature is a large, open loop on the left that crosses over a horizontal line, followed by a smaller, more intricate scribble on the right.

Pour la République du Pérou:



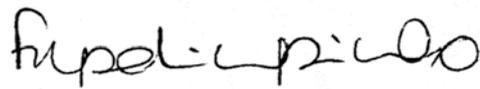
Pour la République des Philippines:



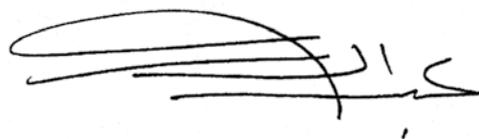
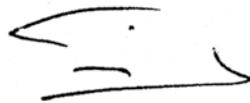
Pour la Pologne:



Pour le Portugal:



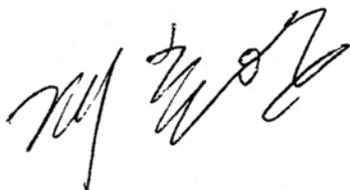
Pour l'Etat de Qatar:



Pour la République démocratique du Congo:

A handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, angular strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Pour la République populaire démocratique de Corée:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of fluid, overlapping loops and curves.

Pour la Roumanie:

A large, highly stylized handwritten signature in black ink, characterized by a prominent, sweeping loop on the left side and a long, thin stroke extending diagonally upwards to the right.

Pour la Fédération de Russie:

A handwritten signature in black ink, showing a series of connected, flowing strokes that form a recognizable but stylized name.

Pour la République rwandaise:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kagame'.

Pour Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis:

Pour Sainte-Lucie:

Pour la République de Saint-Marin:

Handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolaus De G. Bergami'.

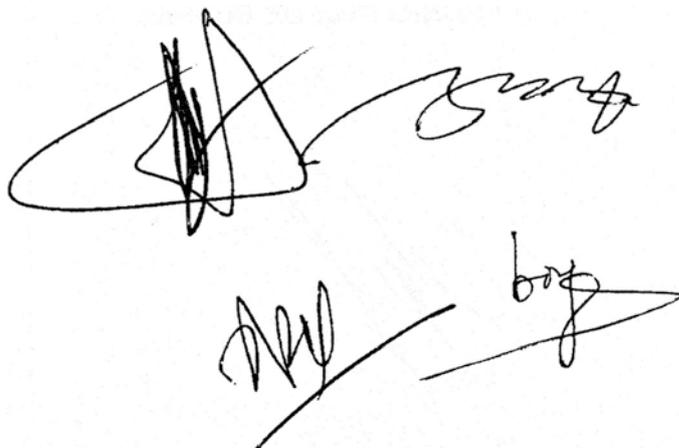
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines:

Pour les Iles Salomon:

Pour l'Etat indépendant de Samoa:

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe:

Pour la République du Sénégal:

The image shows three handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, stylized cursive mark. Below it are two smaller, more legible signatures, one on the left and one on the right.

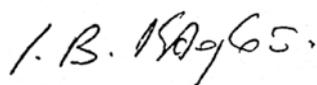
Pour la République de Serbie:

A single handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

Pour la République des Seychelles:

A single handwritten signature in black ink, featuring a prominent loop and a horizontal stroke.

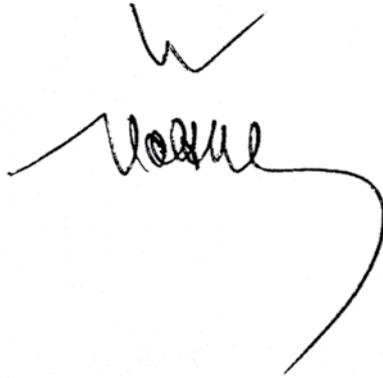
Pour la République de Sierra Leone:

A single handwritten signature in black ink, appearing to be the initials 'I.B.' followed by a stylized name.

Pour la République de Singapour:

A single handwritten signature in black ink, written in a cursive style.

Pour la République slovaque:

A handwritten signature in black ink, consisting of a small 'W' above a larger, more complex cursive signature.

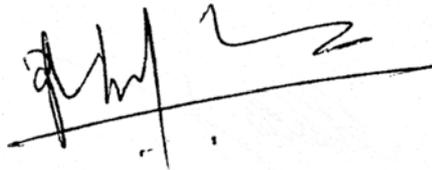
Pour la République de Slovénie:

A handwritten signature in black ink, featuring a cursive style with a prominent loop at the end.

Pour la République démocratique de Somalie:

Pour la République du Soudan:

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

A handwritten signature in black ink, appearing as a series of vertical and horizontal strokes.

Pour la Suède:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style that includes the letters 'J' and 'A'.

Pour la Confédération suisse:

A handwritten signature in black ink, consisting of a cursive 'W' followed by other letters.

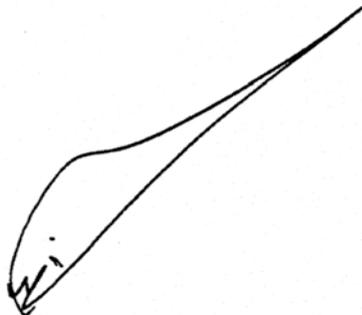
Pour la République du Suriname:

A handwritten signature consisting of a long horizontal line with a loop underneath.

Pour le Royaume du Swaziland:

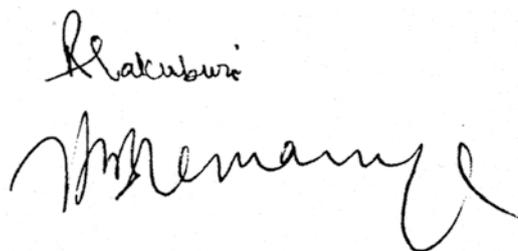
A handwritten signature with a circular loop at the top and a horizontal line below.

Pour la République arabe syrienne:

A handwritten signature that is a long, thin, curved line.

Pour la République du Tadjikistan:

Pour la République unie de Tanzanie:

Two handwritten signatures. The first is 'Rakubari' and the second is a more complex signature.

Pour la République du Tchad:

ARAME
Moussa

Pour la République tchèque:

Jouzek

Pour la Thaïlande:

Sue Lo-Utai

Pour la République démocratique de Timor-Leste:

Pour la République togolaise:

Stéphane
Boum

Pour le Royaume des Tonga:

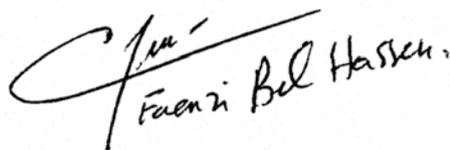


Pour la République de Trinité-et-Tobago:

Pour la République tunisienne:



Z. BASLY



Faenî Bel Hassan

Pour le Turkménistan:

Pour la République de Turquie:

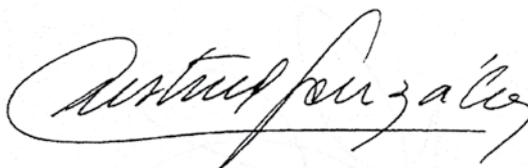


Pour Tuvalu:

Pour l'Ukraine:



Pour la République orientale de l'Uruguay:



Pour la République de Vanuatu:

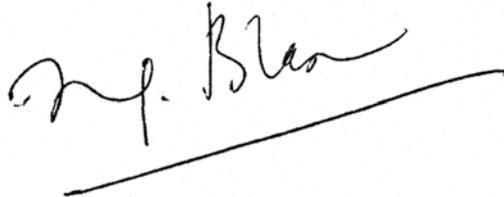
Pour l'Etat de la Cité du Vatican:



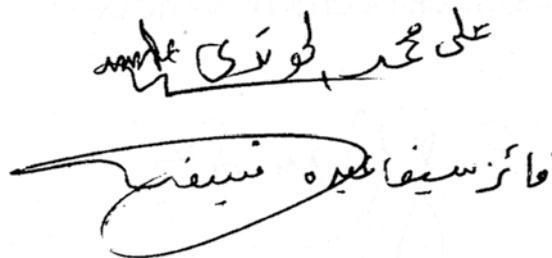
Pour la République bolivarienne du Venezuela:



Pour la République socialiste du Viet Nam:



Pour la République du Yémen:



Pour la République de Zambie:

Pour la République de Zimbabwe:



*

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Égypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.
2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.
3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.
4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, à la Belgique, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.
5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).
6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.
7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article II

Taxes

1. Par dérogation à l'article 6, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

Article III

Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article 7, l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.
2. Par dérogation à l'article 7, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article IV

Services de base

1. Nonobstant les dispositions de l'article 12, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.
2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.
3. Par dérogation à l'article 12.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.

Article V

Avis de réception

1. Le Canada est autorisé à ne pas appliquer l'article 13.1.1 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

*Article VI***Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)**

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, la Bulgarie (Rép.) assurera le service CCRI après une négociation avec le Pays-membre intéressé.

*Article VII***Interdictions (poste aux lettres)**

1. A titre exceptionnel, le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Ils ne sont pas tenus par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.
2. A titre exceptionnel, l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.
3. Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 15.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.
4. Le Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.
5. L'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
6. L'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.
7. Les Philippines se réservent le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.
8. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semiprécieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.
9. La Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.
10. La Lettonie et la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.
11. Le Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.
12. Le Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.
13. L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.
14. Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
15. Le Kazakhstan n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
16. La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

*Article VIII***Interdictions (colis postaux)**

1. Myanmar et la Zambie sont autorisés à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 15.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.
2. A titre exceptionnel, le Liban et le Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Ils ne sont pas tenus par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.
3. Le Brésil est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.
4. Le Ghana est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.
5. Outre les objets cités à l'article 15, l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.
6. Outre les objets cités à l'article 15, l'Oman n'accepte pas les colis contenant:
 - 6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;
 - 6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;
 - 6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.
7. Outre les objets cités à l'article 15, l'Iran (Rép. islamique) est autorisé à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.
8. Les Philippines sont autorisées à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.
9. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.
10. La Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.
11. La Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.
12. La Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.
13. La Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l'Ukraine n'acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
14. Le Kazakhstan n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

*Article IX***Matières radioactives et substances infectieuses admissibles**

1. Nonobstant les dispositions de l'article 16, la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, conformément à sa législation nationale, les envois postaux contenant des matières radioactives ou des substances infectieuses.

*Article X***Objets passibles de droits de douane**

1. Par référence à l'article 15, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article 15, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Moldova, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.
3. Par référence à l'article 15, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.
4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article XI

Réclamations

1. Par dérogation à l'article 17.3, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, l'Egypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.
2. Par dérogation à l'article 17.3, l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.
3. L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Egypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.
4. Par dérogation à l'article 17.3, l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XII

Taxe de présentation à la douane

1. Le Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.
2. Le Congo (Rép.) et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article XIII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur tout opérateur désigné qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.
2. Par dérogation à l'article 26.4, le Canada se réserve le droit de percevoir de l'opérateur désigné d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.
3. L'article 26.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.
4. L'article 26.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les Pays-membres suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.
5. Nonobstant les réserves sous 4, les Pays-membres suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark, Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.
6. Aux fins de l'application de l'article 26.4, l'Allemagne se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait reçu du pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article XIV

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 33, l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XV

Tarifs spéciaux

1. L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.
2. Le Liban est autorisé à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.
3. Le Panama (Rép.) est autorisé à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

FAIT à Genève, le 12 août 2008.

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

Pour la République d'Afrique du Sud:

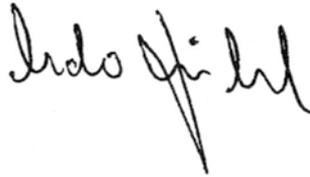


Pour la République d'Albanie:

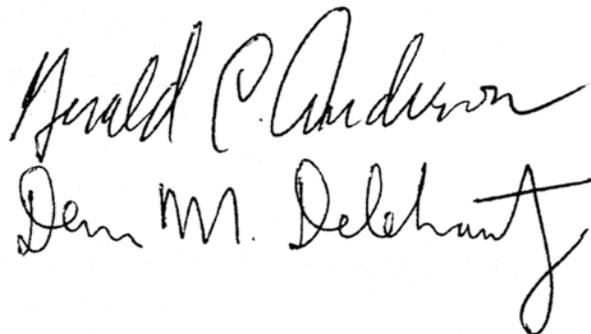


Pour la République algérienne démocratique et populaire:

Pour la République fédérale d'Allemagne:



Pour les Etats-Unis d'Amérique:



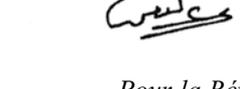
Pour la République d'Angola:



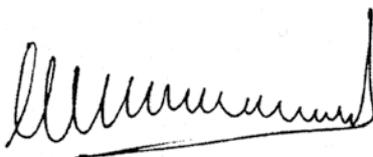
Pour Antigua-et-Barbuda:

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:



 داؤد محمد صالح الظفيري
 - داؤد العوضي
 عبد العزيز البديبي
 نوري محمد المظلم
 منصف بن محمد الرويلي
 Mufadhil Z. Al-Kenili
 ابراهيم بن محمد
 محمد عبدالله الدمينخي

Pour la République argentine:



Pour la République d'Arménie:



 J. P. Boon

Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Austria', written in black ink on a light background.

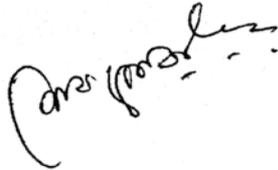
Pour la République d'Azerbaïdjan:

Pour le Commonwealth des Bahamas:

Pour le Royaume de Bahrain:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Bahrain', written in black ink on a light background.

Pour la République populaire du Bangladesh:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Bangladesh', written in black ink on a light background.

Pour la Barbade:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Barbados', written in black ink on a light background.

Pour la République du Bélarus:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Belarus', written in black ink on a light background.

Pour la Belgique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left side and a smaller, more intricate mark on the right. The initials "JW" are written in the center of the signature.

Pour Belize:

Pour la République du Bénin:

Two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is highly stylized and complex, with multiple overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left. The signature on the right is more vertical and consists of several sharp, parallel strokes.

Pour le Royaume de Bhoutan:

A handwritten signature in black ink, characterized by a long, sweeping horizontal stroke that curves upwards at the end, followed by a few smaller, less distinct strokes.A handwritten signature in black ink, featuring a large, elegant, cursive-style loop that tapers off to the right.

Pour la République de Bolivie:

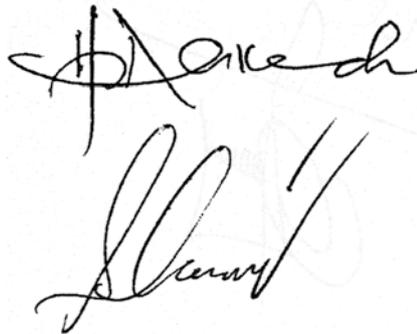
Pour la République de Bosnie-Herzégovine:

Pour la République du Botswana:

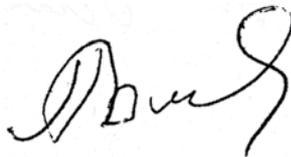
Pour la République fédérative du Brésil:



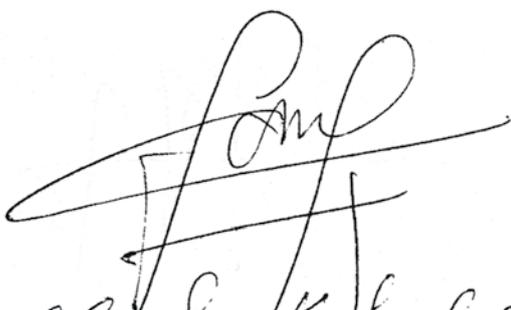
Pour Brunei Darussalam:



Pour la République de Bulgarie:



Pour le Burkina Faso:



*Cléophas Kunkyalé SOMÉ
Conseiller technique du MPITC*

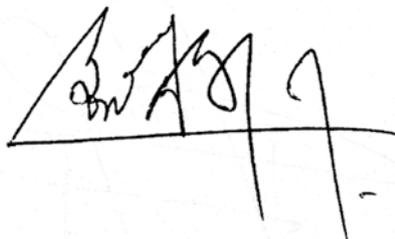
Pour la République du Burundi:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe', written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat abstract.

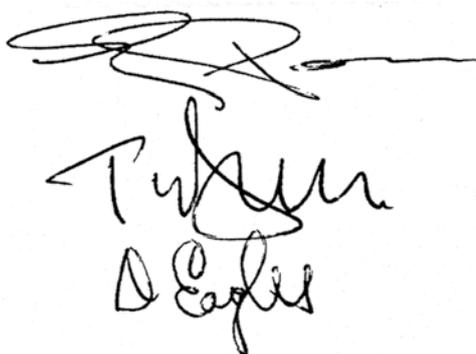
Pour le Royaume du Cambodge:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Vann', written in a cursive style.

Pour la République du Cameroun:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. N. N.', written in a cursive style.

Pour le Canada:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'T. S. S.', written in a cursive style.

Pour la République du Cap-Vert:

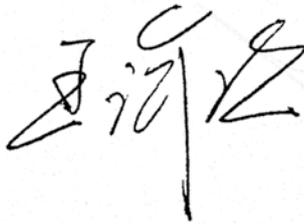
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. S. S.', written in a cursive style.

Pour la République centrafricaine:

Pour le Chili:



Pour la République populaire de Chine:



2008.8.12

Pour la République de Chypre:

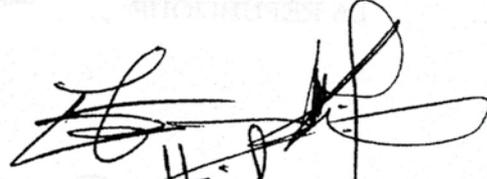
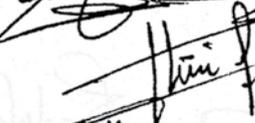
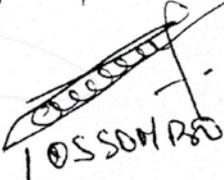
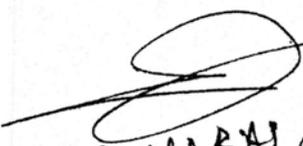
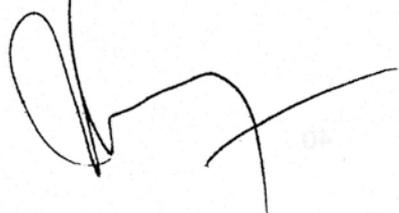


Pour la République de Colombie:

Pour l'Union des Comores:


IBRAHIM ABDALLAH

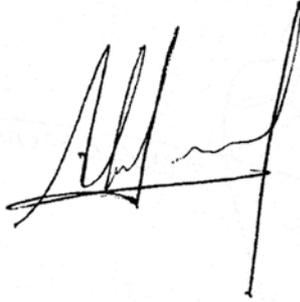
Pour la République du Congo:

 
 
BECKOS .H.L. 
 
O. MABAI 

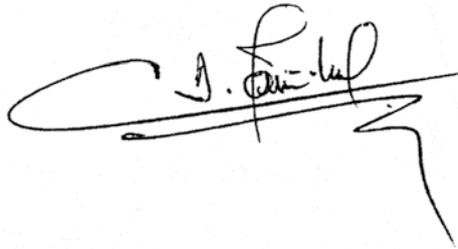
Pour la République de Corée:

Kwang Sup Ko

Pour la République de Costa-Rica:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes.

Pour la République de Côte d'Ivoire:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial 'C' followed by a name that appears to be 'A. San-...'.

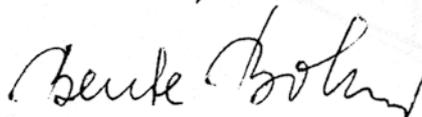
Pour la République de Croatie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Stjepan'.A second handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a vertical stroke.

Pour la République de Cuba:

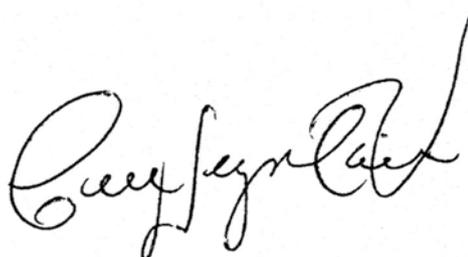
A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a vertical stroke.

Pour le Royaume de Danemark:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Carl Theodor - Hansen'.A second handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bente Bohr'.

Pour la République de Djibouti:

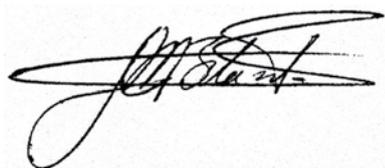
Pour la République dominicaine:



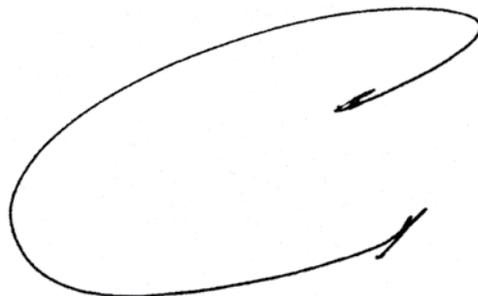
Pour le Commonwealth de la Dominique:

Pour la République arabe d'Égypte:

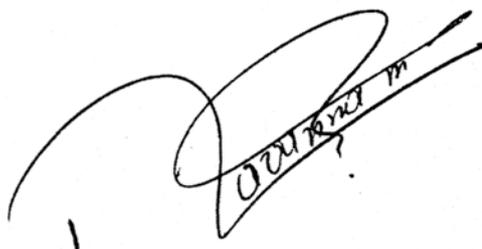
Pour la République de El Salvador:



Pour les Emirats arabes unis:

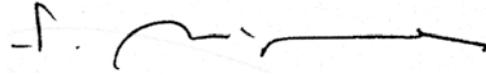


Pour la République de l'Équateur:



Pour l'Érythrée:

Pour l'Espagne:



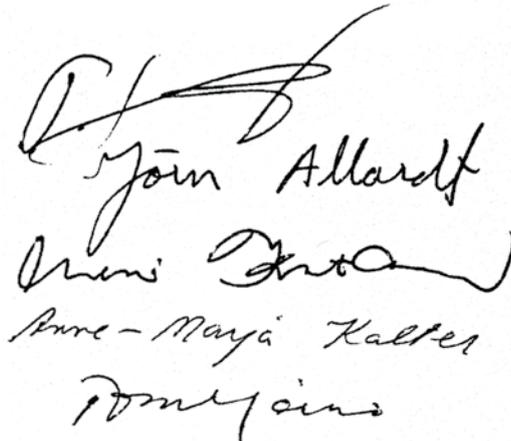
Pour la République d'Estonie:



Pour l'Ethiopie:

Pour Fidji:

Pour la République de Finlande:



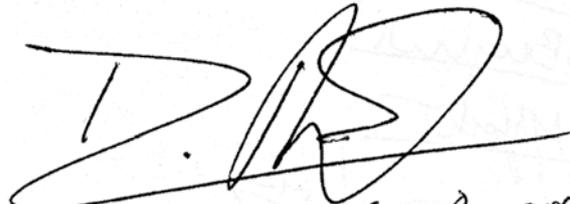
Jörn Allardt
Anni Anttonen
Anne-Mari Kallio
Doménicus

Pour la République française:



JOSYANE COURATIER

Pour la République gabonaise:



PONTY DITENGOU Bernard.

Pour la Gambie:

Pour la République de Géorgie:

Pour la République du Ghana:



KWABENA BAAH-DWODU
AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA
Dwodu Kwabena
Dwodu Kwabena

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Iles de la Manche et Ile de Man:*

*Pour les Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales
sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord:*

Pour la Grèce:

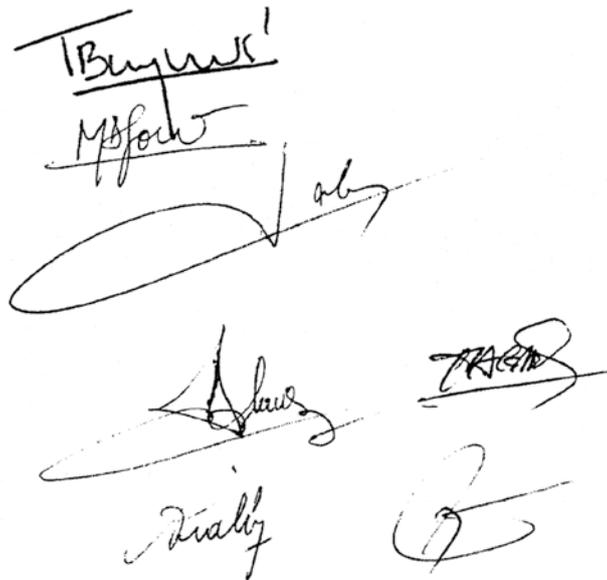


Handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized flourish above the name "A. Tappa" written in a cursive script.

Pour la Grenade:

Pour la République du Guatemala:

Pour la République de Guinée:



Handwritten signatures in black ink. The top signature is "Beynes" with "M. Joffe" written below it. Below these are two columns of signatures: the left column has two signatures, and the right column has two signatures.

Pour la République de Guinée-Bissau:

Pour la République de Guinée équatoriale:



Handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized flourish above the name "J. M. N. N." written in a cursive script.

Pour la Guyane:

Pour la République d'Haïti:

Jean-Bland Pierre

Pour la République du Honduras:

Pour la République de Hongrie:



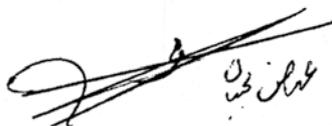
Pour l'Inde:

Prabhu Man
12/08/08

Pour la République d'Indonésie:

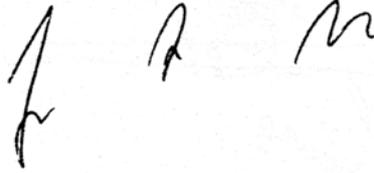


Pour la République islamique d'Iran:

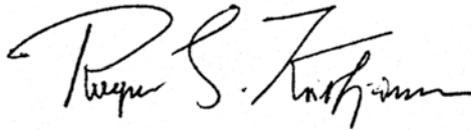


Pour la République d'Iraq:

Pour l'Irlande:

Handwritten signature consisting of three distinct, stylized characters.

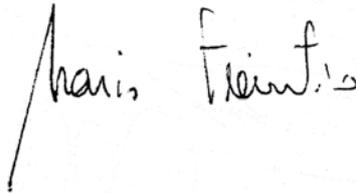
Pour la République d'Islande:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'P. S. Kristjánsson'.

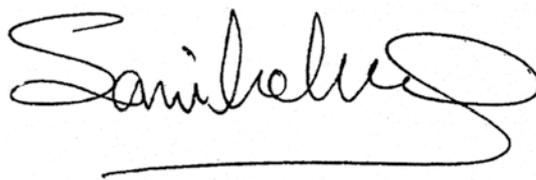
Pour Israël:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Yigal Levi'.

Pour l'Italie:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Maurice Fiorini'.

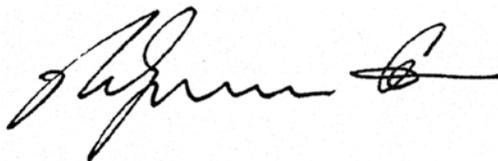
Pour (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste:

Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Sanikellu'.Handwritten signature in cursive script, appearing to read 'D. Ghannouchy'.

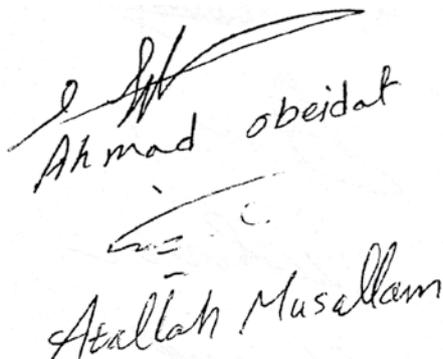
Pour la Jamaïque:



Pour le Japon:

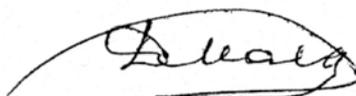


Pour le Royaume hachémite de Jordanie:



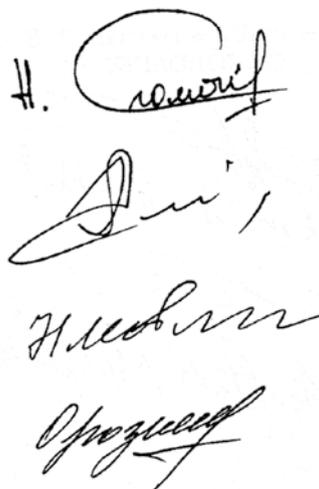
Ahmad obeidat
Atallah Musallam

Pour la République du Kazakhstan:



Pour la République de Kenya:

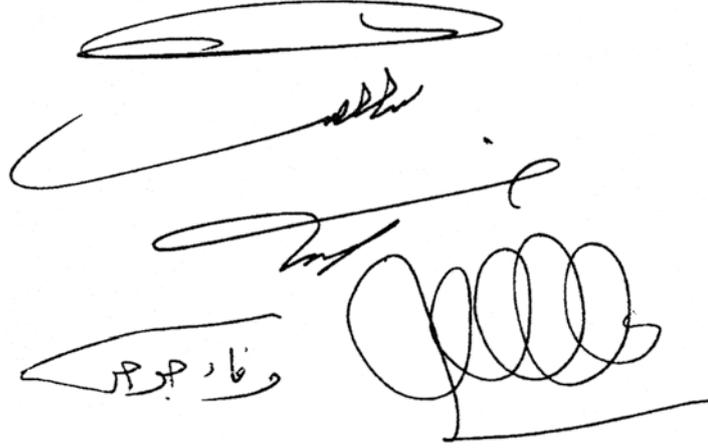
Pour la République du Kirghizistan:



H. ~~Amir~~
Amir,
Husein
Orozov

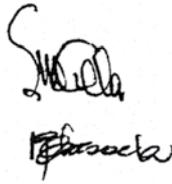
Pour la République de Kiribati:

Pour le Kuwait:

The image shows four handwritten signatures. The top one is a simple horizontal oval. The second is a long, sweeping cursive line. The third is a more complex cursive signature. The fourth is a signature in Arabic script, appearing to read 'عبدالله' (Abdullah), followed by a large, circular, scribbled signature.

Pour la République démocratique populaire Lao:

Pour le Royaume du Lesotho:

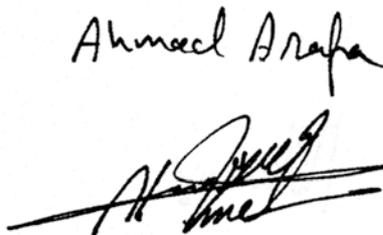
The image shows two handwritten signatures. The top one is a cursive signature, and the bottom one is a signature in a different script, possibly Sesotho.

Pour la République de Lettonie:

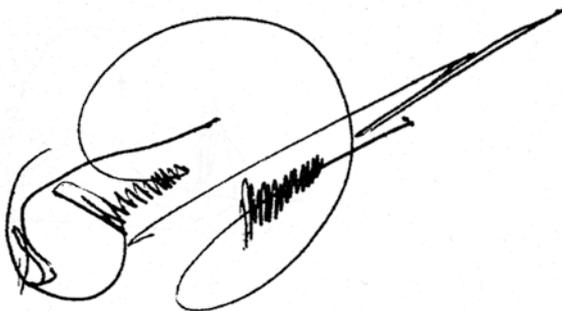
The image shows a single handwritten signature in cursive script.

Pour l'Ex-République yougoslave de Macédoine:

Pour la République libanaise:

The image shows two handwritten signatures. The top one is the name 'Ahmed Arafat' in cursive. The bottom one is a more stylized, scribbled signature.

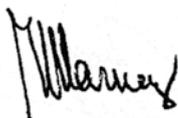
Pour la République de Libéria:

A handwritten signature consisting of several overlapping loops and a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Pour la Principauté de Liechtenstein:

A handwritten signature with a large, stylized initial 'S' followed by a series of connected loops.

Pour la République de Lituanie:

A handwritten signature with a series of vertical, parallel strokes followed by a few loops.

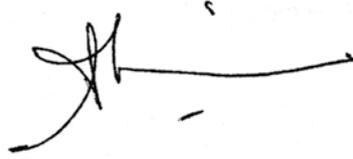
Pour le Luxembourg:

Two handwritten signatures. The first is a stylized 'A' inside a circle with a horizontal line through it. The second is a more complex signature with multiple loops and a long horizontal stroke.

Pour la République de Madagascar:

A handwritten signature with a long, sweeping horizontal stroke and a few loops above it.

Pour la Malaisie:

A stylized handwritten signature consisting of a large, sweeping initial 'M' followed by a horizontal line.

Pour le Malawi:

Pour la République des Maldives:

A handwritten signature with a large, bold initial 'M' and a horizontal line.

Pour la République du Mali:

A handwritten signature with a large, bold initial 'M' and a horizontal line.A handwritten signature with the name 'Lautello' written in a cursive script, followed by a horizontal line and a small mark.

Pour Malte:

A collection of handwritten signatures for Malta, including a large circular initial, the name 'Philip Yell', and other stylized initials.

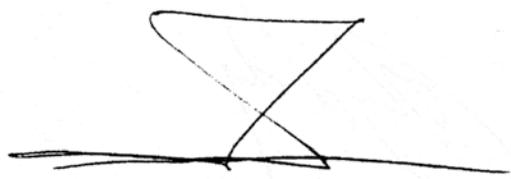
Pour le Royaume du Maroc:

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, abstract shape.

Pour Maurice:

Pour la République islamique de Mauritanie:

Pour les Etats-Unis du Mexique:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'X' shape formed by two intersecting diagonal lines, with a horizontal line underneath.

Eduardo Olivares de Lachica

Pour la République de Moldova:

A handwritten signature in black ink, starting with a large circular flourish followed by a series of vertical, wavy lines that resemble a stylized 'M' or a similar character.

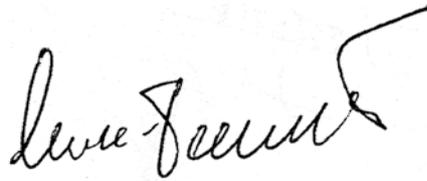
Pour la Principauté de Monaco:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few simple, bold strokes that form a stylized, abstract shape.

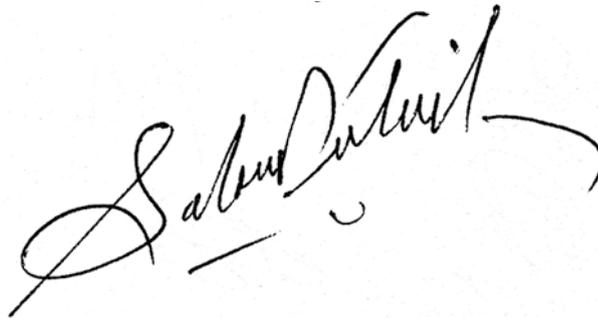
Pour la Mongolie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bjorn' followed by a long, sweeping flourish.

Pour la République du Monténégro:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Ljiljana' followed by a flourish.

Pour la République populaire du Mozambique:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Salom' followed by a flourish.

Pour l'Union de Myanmar:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Tun Wai' followed by a flourish.

MR. TUN WAI

Pour la République de Namibie:

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République de Nauru:

Pour le Népal:

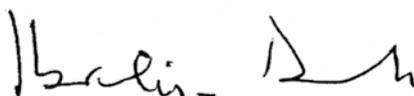
A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined.

Pour la République du Nicaragua:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the letters 'A' and 'H'.

Pour la République du Niger:

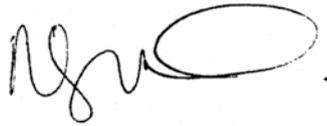
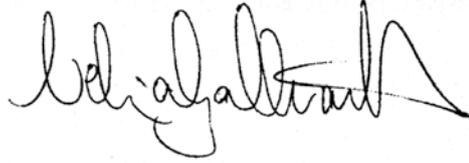
Pour la République fédérale du Nigéria:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Ibrahim Dan'.

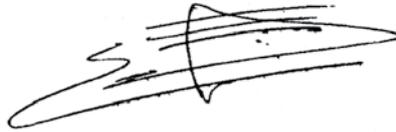
Pour la Norvège:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and appearing to be 'Egil Thomassen'.

Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Sultanat d'Oman:



Pour la République de l'Ouganda:

Pour la République d'Ouzbékistan:



Pour la République islamique du Pakistan:



Pour la République de Panama:



Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

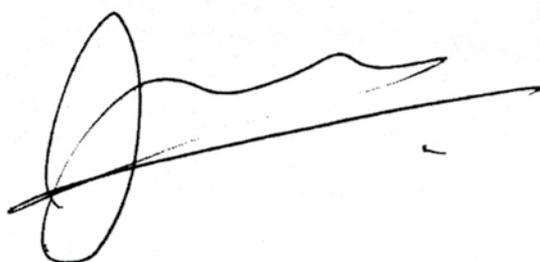
Pour la République de Paraguay:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop on the left that crosses over a horizontal line extending to the right. The signature is stylized and appears to be a personal name.

Pour les Pays-Bas:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, rounded loop on the left side that crosses over a horizontal line extending to the right. The signature is fluid and cursive.

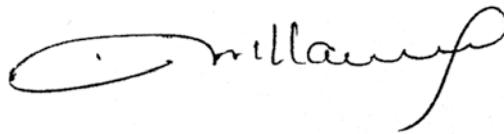
Pour les Antilles néerlandaises et Aruba:

A handwritten signature in black ink, starting with a large, rounded loop on the left, followed by a series of smaller, connected loops and a horizontal line extending to the right.A handwritten signature in black ink, beginning with a large, rounded loop on the left, followed by a horizontal line that has several small, wavy peaks above it, and then a final horizontal line extending to the right.

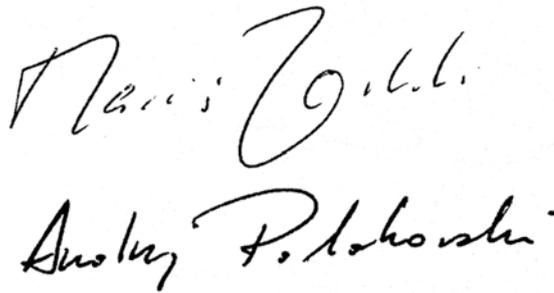
Pour la République du Pérou:

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke on the right side.

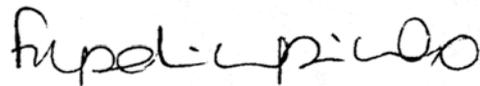
Pour la République des Philippines:

A handwritten signature in black ink, starting with a large 'O' and followed by several cursive letters.

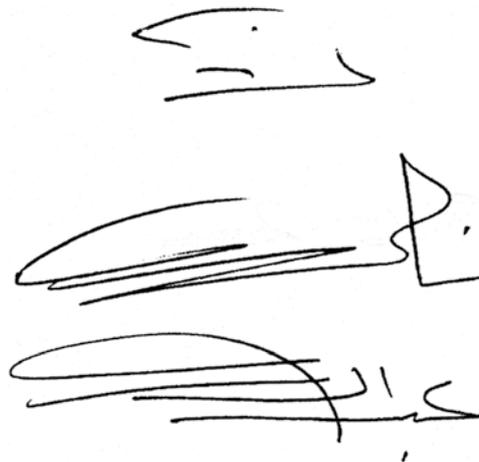
Pour la Pologne:

Two handwritten signatures in black ink. The first is 'Mariusz G. G. G.' and the second is 'Andrzej P. Polkowski'.

Pour le Portugal:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Fidelis P. P.'.

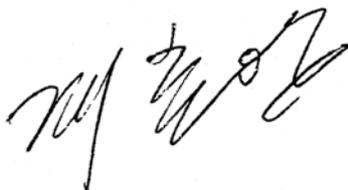
Pour l'Etat de Qatar:

Three handwritten signatures in black ink, each consisting of a large, stylized initial followed by a few more letters.

Pour la République démocratique du Congo:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes on the left and a horizontal stroke at the bottom with a sharp upward tick on the right side.

Pour la République populaire démocratique de Corée:

A handwritten signature in black ink, featuring a series of connected, somewhat circular and vertical strokes.

Pour la Roumanie:

A large, stylized handwritten signature in black ink, with a prominent loop on the left and a long, sweeping stroke extending towards the right.

Pour la Fédération de Russie:

A handwritten signature in black ink, with a large, sweeping initial stroke followed by several smaller, connected strokes.

Pour la République rwandaise:

Handwritten signature in black ink, consisting of two lines of cursive script.

Pour Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis:

Pour Sainte-Lucie:

Pour la République de Saint-Marin:

Handwritten signature in black ink, consisting of two lines of cursive script.

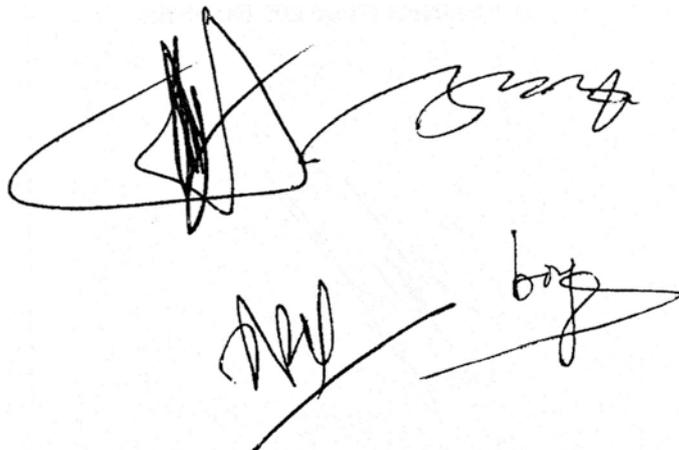
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines:

Pour les Iles Salomon:

Pour l'Etat indépendant de Samoa:

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe:

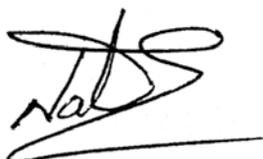
Pour la République du Sénégal:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'S' followed by a cursive name.

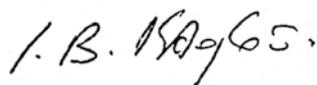
Pour la République de Serbie:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Matic'.

Pour la République des Seychelles:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. S.'.

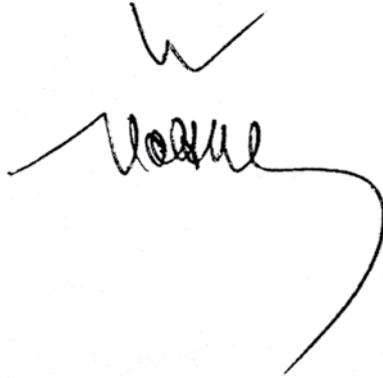
Pour la République de Sierra Leone:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'I. B. Kargos'.

Pour la République de Singapour:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. L.'.

Pour la République slovaque:

A handwritten signature in black ink, consisting of a small 'W' at the top, followed by a series of loops and a long horizontal stroke that curves downwards at the end.

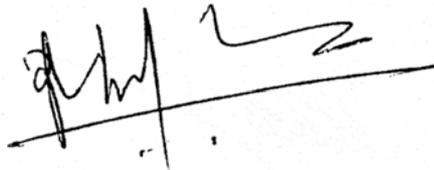
Pour la République de Slovénie:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' and 'L' that are interconnected, with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la République démocratique de Somalie:

Pour la République du Soudan:

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

A handwritten signature in black ink, with a complex, stylized structure of vertical and horizontal strokes, and a long horizontal line at the bottom.

Pour la Suède:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'J' and 'A' that are interconnected, with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour la Confédération suisse:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'W' and 'S' that are interconnected, with a long horizontal stroke extending to the right.

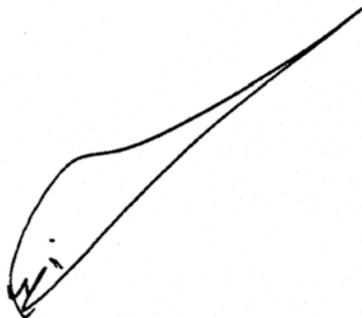
Pour la République du Suriname:

A handwritten signature consisting of a long horizontal line that curves downwards at the end, with a smaller loop underneath.

Pour le Royaume du Swaziland:

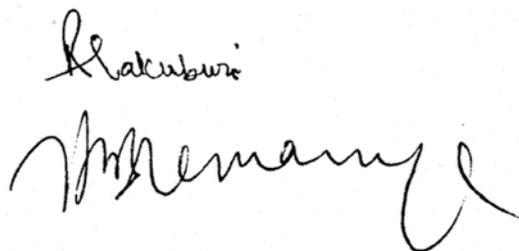
A complex, circular handwritten signature with multiple overlapping loops and a small mark below it.

Pour la République arabe syrienne:

A handwritten signature that is a long, sweeping line starting from the bottom left and curving upwards to the right.

Pour la République du Tadjikistan:

Pour la République unie de Tanzanie:

Two handwritten signatures. The top one is a cursive signature that appears to read 'Rakubari'. The bottom one is a larger, more stylized cursive signature.

Pour la République du Tchad:

ARAME
Moussa

Pour la République tchèque:

Jouma

Pour la Thaïlande:

Sue Lo-Utai

Pour la République démocratique de Timor-Leste:

Pour la République togolaise:

Stéphane
Boum

Pour le Royaume des Tonga:

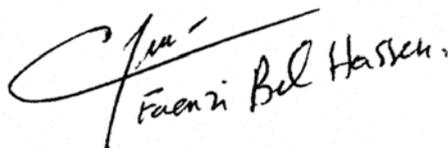


Pour la République de Trinité-et-Tobago:

Pour la République tunisienne:



Z. BASLY



Faouzi Bel Hassen

Pour le Turkménistan:

Pour la République de Turquie:

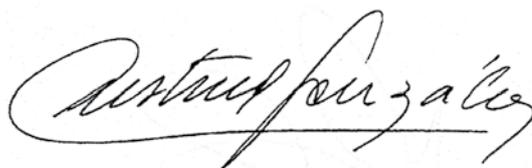


Pour Tuvalu:

Pour l'Ukraine:



Pour la République orientale de l'Uruguay:



Pour la République de Vanuatu:

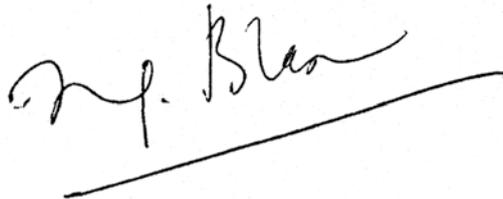
Pour l'Etat de la Cité du Vatican:



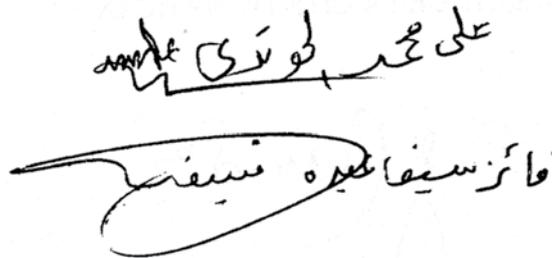
Pour la République bolivarienne du Venezuela:



Pour la République socialiste du Viet Nam:



Pour la République du Yémen:



Pour la République de Zambie:

Pour la République de Zimbabwe:

